

# France Forum

- *Reaganisme, mitterrandisme ou troisième voie*
- *Nationalisme et neutralisme*
- *L'inquiétante inflation*
- *Le drame de la démocratie au Chili*
- *Le retour de l'histoire*
- *L'homme occidental*
- *La république des symboles*

# FRANCE FORUM

## COMITÉ DE DIRECTION

**Etienne Borne, Henri Bourbon**

6, rue Paul-Louis Courier - 75007 Paris  
C.C.P. Paris 14.788-84 - Tél. 544.75.50

Abonnement annuel ..... 80 F

Abonnement de soutien ..... 100 F

## *Sommaire* *197 - 198*

**Juillet - Août 1982**  
**20 F**

### DOSSIERS ET ETUDES

#### SOMMES-NOUS COMDAMNÉS AU REAGANISME OU AU SOCIALISME ?

PAR JEAN BOISSONNAT ..... p. 2

#### TRADITION NATIONALISTE ET TENTATION NEUTRALISTE EN FRANCE, AUJOURD'HUI

PAR RAOUL GIRARDET ..... p. 17

#### L'INFLATION, CE MAL QUI RÉPAND L'INQUIÉTUDE ...

INTERVIEW DE ROGER PARTRAT ..... p. 24

#### EDUARDO FREI ET LE DRAME D'UNE DÉMOCRATIE

PAR FRANÇOIS FRANCOU ..... p. 30

#### LE RETOUR DE L'HISTOIRE

PAR DOMINIQUE BORNE ..... p. 36

#### L'HOMME OCCIDENTAL

PAR BENOIT VERMANDER ..... p. 38

#### LES DÉFIS DU T.G.V.

INTERVIEW DE JEAN-FRANÇOIS BAZIN ..... p. 43

### ARTS

#### LA VIE LITTÉRAIRE

PAR PHILIPPE SÉNART ..... p. 45

#### PHOTOLOGIE

PAR YVAN CHRIST ..... p. 51

### NOTES DE LECTURE

#### UNE GRANDE ŒUVRE : LE DICTIONNAIRE ENCYCLOPÉDIQUE D'HISTOIRE DE MICHEL MOURRE

PAR JEAN CHELINI ..... p. 54

#### SUR L'UNION SOVIÉTIQUE

PAR JEAN-DOMINIQUE DURAND ..... p. 55

#### MOURIR : RÉFLEXIONS CHRÉTIENNES DE P. GRELOT, E. BORNE, P. ADNÈS, C. MOREL ET A.M. HAAS

PAR DOMINIQUE-ANDRÉ KERGAL ..... p. 58

#### SOUS LE REGARD DE MOSCOU : POLOGNE 81-82 DE MICHEL HELLER

PAR FRANÇOIS FEJTO ..... p. 59

#### MOI, ARISTIDE BRIAND DE VERCORS

PAR JEAN TEITGEN ..... p. 61

#### UN CHATEAU EN ALLEMAGNE D'HENRY ROUSSO

PAR ALBERT KALAYDJIAN ..... p. 62

### PROPOS DU TEMPS

#### LA RÉPUBLIQUE DES SYMBOLES

PAR ETIENNE BORNE ..... p. 66

# SOMMES-NOUS CONDAMNÉS AU REAGANISME OU AU SOCIALISME ?

par Jean BOISSONNAT

*En mai dernier, Jean Boissonnat a présenté au "Club France-Forum de Paris" une analyse et un premier bilan de l'expérience reaganienne et de l'expérience mitterrandiste. Quelques jours plus tard, il exposait les mêmes idées à Rhodes, sous la présidence de M. Jacques Chaban-Delmas, au VIII<sup>ème</sup> Symposium des pionniers de Marbella.*

*Le texte que nous publions ci-après, avec l'autorisation de l'auteur, constitue, en quelque sorte, le "fonds commun" des deux exposés.*

**D**epuis 10 ans, le fait nouveau dans les pays occidentaux, ce n'est pas la crise. C'est la conscience de la crise. La nouveauté, ce n'est pas la crise, parce que, depuis le début des sociétés industrielles, celles-ci se caractérisent par le fait qu'elles mettent en permanence les sociétés en déséquilibre, et que tout l'art des agents dans ces sociétés a consisté à tenter de maîtriser un déséquilibre permanent. Je dirai que, d'une certaine façon, sous l'ère industrielle, la crise, c'est la règle et la « non crise » l'exception.

## LES CRISES DANS LE PASSÉ

Je ne passerai pas en revue les ruptures les plus importantes qui ont eu lieu depuis deux siècles, mais je citerai simplement quelques exemples.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, en 1846, il y a une crise de l'ancien type d'économie, de l'économie rurale, une crise de pénurie alimentaire, de disette, et, en même temps, une crise de la nouvelle économie, de l'économie industrielle avec les premières difficultés, par exemple, des compagnies de chemins de fer. Il en est résulté des transformations politiques très importantes puisque les grandes révolutions de 1848 en Europe sont largement nées de cette première crise économique.

Second exemple au XIX<sup>e</sup> siècle, en 1873. Cette fois, nous sommes dans un cas typique de crise de la société industrielle: crise de surproduction, effondrement des prix et des revenus, ces difficultés ayant entraîné dans

une certaine mesure ce qui devait se généraliser plus tard, c'est-à-dire la naissance avant la lettre de systèmes de sécurité sociale dans l'Allemagne bismarckienne, ou bien le développement du protectionnisme en France avec la politique de Méline.

Je ne rappellerai que pour mémoire la grande crise des années 1930, au cours du XX<sup>e</sup> siècle, d'où sont sortis le totalitarisme politique, mais aussi les innovations économiques, ce qu'on a appelé les économies keynésiennes avec une plus grande intervention des États dans la régulation de la vie économique.

Nous avons donc déjà traversé d'innombrables spasmes et, auprès des spasmes du passé, celui que nous connaissons aujourd'hui n'est pas le plus profond, ni le plus inattendu.

## LA CRISE D'AUJOURD'HUI

Ce n'est pas le plus profond. Car, si nous prenons les économies occidentales industrialisées et si nous regardons ce qu'elles ont fait depuis 10 ans, nous constatons qu'il n'y a eu aucun effondrement de la production.

Il y a eu quelques années avec des croissances négatives mais, sur ces 10 années, l'ensemble des pays industrialisés a connu une croissance positive.

Lorsque nous appliquons un taux de croissance de 2%

à une production nationale française qui est aujourd'hui de 3.000 milliards de F, n'oublions pas que cela veut dire un accroissement de 60 milliards de F par an, alors qu'il y a 20 ou 25 ans la production nationale de la France, en francs d'aujourd'hui, n'était que de 1.000 milliards et que, pour avoir le même rythme de croissance de 60 milliards de F par an, il fallait un taux réel de 6%. 6%d'hier, c'est 2% d'aujourd'hui en valeur réelle, en volume absolu.

Nous n'avons pas connu l'effondrement des prix et revenus. Nous n'avons pas (ou pas encore) connu le krach financier mondial.

La crise est donc un phénomène naturel dans les sociétés industrielles, parce que celles-ci mettent de façon permanente en déséquilibre le monde dans lequel elles sont implantées.

Le fait nouveau donc, ce n'est pas la crise mais la conscience que l'on en a, et singulièrement en Occident. Car il ne faut pas croire que, dans la période que Jean Fourastié appelait « Les 30 glorieuses », le reste du monde vivait sans crise. Le reste du monde, c'est en fait le monde presque entier hors de ce petit îlot de pays industrialisés où l'on a des préoccupations et un niveau de vie sans commune mesure avec ceux des autres.

La crise, elle est à l'Est et elle est au Sud. Elle est à l'Est où l'on observe périodiquement des pénuries graves, un phénomène de sous-productivité qui empêche une croissance rapide du niveau de vie des populations, où les autorités elles-mêmes dénoncent des gaspillages. Nous parlons de notre inflation et de notre chômage, mais nous savons que, dans les pays de l'Est, l'inflation, au lieu de se mesurer avec un indice des prix, se mesure avec une chaîne d'arpenteur: ce sont les files d'attente devant des magasins insuffisamment fournis.

Quant au chômage, je ne prendrai qu'un seul témoignage dans le livre de Wladimir Boukowski qui nous parle ainsi de la situation en Union Soviétique:

« Prenons, par exemple, le fameux problème du chômage, écrit-il. Si l'on appliquait en URSS les critères occidentaux, on recenserait autant de chômeurs qu'en Occident, sinon davantage. Pour commencer, l'Etat soviétique refuse a priori l'existence même de la notion de chômage. Il n'existe aucune agence pour l'emploi où l'on puisse s'inscrire. Il ne viendrait à l'idée de personne de verser des allocations aux sans travail. Le fameux droit au travail promulgué en URSS ne signifie nullement que l'on puisse prétendre travailler dans le métier que l'on a. Il s'agit du droit au travail, mais non d'un droit à l'exercice de son métier. Si un ajusteur ne trouve pas une place dans sa branche, il n'a qu'à devenir tourneur, chauffeur, éboueur. Cela ne concerne personne. Mais si vous restez trop longtemps sans travail, vous êtes convoqué à la milice où l'on vous rappelle que le parasitisme est un délit. Si, un mois plus tard, vous êtes tou-

jours sans emploi, vous êtes bon pour 2 ans de prison dans les camps. On trouvera toujours à vous employer à l'abattage du bois ou aux grands chantiers du communisme. »

Au Sud, je rappellerai la récente déclaration de M. Blanchard, le directeur général de l'Organisation internationale du travail, qui a évalué à 500 millions dans le monde le nombre de personnes sous-employées, à 160 millions le nombre déclaré ou explicite de chômeurs, dont 130 millions dans les pays du tiers monde.

## LA CONSCIENCE DE LA CRISE DEPUIS 10 ANS

Ce phénomène que nous appelons « crise » chez nous, et qui semble nous surprendre, est donc une réalité dans le reste de l'univers. Il n'empêche que dans les pays occidentaux industrialisés, il y a depuis dix ans la conscience de vivre en crise, et cela est un phénomène de la plus haute importance.

Cette conscience, nous l'avons acquise par petites touches, à l'occasion d'événements qui nous ont frappés parfois douloureusement.

Il y a eu l'ensemble des révoltes de la jeunesse autour de 1968: elles avaient commencé un peu plus tôt aux Etats-Unis et ces mouvements se manifestèrent dans presque tous les pays industriels. C'était la première alerte.

Il y a eu ensuite la chute du dollar, à peu près concomitante, qui, d'un seul coup, n'est plus apparu comme étant la monnaie reine, à tort ou à raison d'ailleurs.

Il y a eu les événements pétroliers à partir de 1973, puis la prise de conscience de l'émergence de nouveaux concurrents, notamment le phénomène japonais.

Il y a eu l'inflation à deux chiffres dans la plupart des grands pays occidentaux.

Puis, aujourd'hui, il y a, hélas, le chômage à deux chiffres, un certain nombre de pays, notamment en Europe, par exemple la Belgique, la Grande Bretagne, le Danemark, connaissent des taux de chômage à deux chiffres. Les Etats-Unis en sont tout près et rien ne dit que la France ne sera pas de ces pays-là dans quelques mois ou quelques années.

Il y a eu l'apparition des technologies nouvelles avec des robots devant remplacer les hommes dans les usines, ce qui a frappé les populations.

Cette succession de chocs dans nos mentalités ou dans nos vies réelles, a fait prendre conscience aux populations des pays occidentaux qu'elles vivaient une période dans laquelle on n'avait plus la maîtrise du changement inhérent à la société industrielle. On continuait de vouloir le changement, mais on prenait conscience que l'on n'en avait plus la maîtrise.

Il en est résulté plusieurs conséquences dans l'ordre à la fois économique, politique et culturel.

## LA RECHERCHE DE LA SECURITE

La première conséquence, c'est la recherche de la sécurité dans les pays industrialisés d'Occident. Tous ces événements qui ont perturbé les mentalités et les comportements ont amené les peuples à chercher les endroits où ils pouvaient se mettre à l'abri, sinon totalement, du moins partiellement, de ce qui se produisait. La traduction financière et économique de la recherche de cette sécurité, c'est l'ensemble des déficits publics que l'on observe dans tous les grands pays industrialisés.

A l'origine, il y a donc un comportement socio-culturel: la recherche de la sécurité devant la crainte d'une situation non maîtrisée. Et, à l'autre bout, nous avons les déficits publics. En même temps, la conséquence sur les mentalités de cette conscience de la crise, c'est la crainte du risque et l'incertitude dans laquelle on est d'y faire face.

Nous ne pouvons plus nous rassurer avec les belles courbes d'Hermann Kahn qui, en multipliant les populations actives par les productivités, nous décrivait notre avenir à 10 ou 20 ans, comme si les choses ne pouvaient se passer que de cette manière. Tant que le présent paraissait animé d'un mouvement permanent et régulier, il nous semblait naturel de nous rassurer en décrivant l'avenir. Dès lors que le présent n'est plus animé d'un mouvement permanent et linéaire, ceux qui viennent nous présenter l'avenir comme une certitude ne sont plus accueillis que par des sourires sceptiques.

Il faut donc souligner, dans ces conditions, la difficulté de convaincre les entreprises, même lorsqu'elles en ont les moyens de faire des investissements à haut risque. De la même façon que la sécurité conduit au déficit public, la peur devant l'avenir conduit à une moindre propension à l'investissement. On parle souvent de la propension à consommer. Il faudrait parler davantage de la propension à investir.

## MISE EN CAUSE DE LA "SOCIAL-DEMOCRATIE BIEN TEMPEREE"

Le résumé de tous ces changements de mentalité, je crois que nous le trouvons dans la mise en cause du modèle de gestion de nos économies industrialisées, tel que nous l'avons appliqué depuis 30 ans dans tous les pays industrialisés, quelles que soient les majorités au pouvoir et quelle que soit l'appellation officielle de leur politique.

Ce modèle, je le qualifierai de "social-démocratie bien tempérée". Nous vivions depuis la fin de la guerre dans des systèmes de "social-démocratie bien tempérée", que la gauche ou la droite soit au pouvoir, dans n'importe quel pays industrialisé. Il y avait des formulations diffé-

rentes mais, partout, nous appliquions ce modèle. Au fond, ce modèle reposait lui-même sur l'égalité suivante, en schématisant à l'extrême: concertation sociale + redistribution des revenus, c'est-à-dire Etat providence + libre échange = 5 % de croissance. Et nous pensions que cela n'allait que dans un seul sens, qu'il suffisait d'additionner ces termes différents, mais partout présents: concertation sociale, redistribution de revenus par l'Etat-providence, libre-échange, pour avoir la croissance à 5 %.

Ce que nous sommes en train de découvrir, c'est l'inverse: il fallait une croissance à 5 % pour pouvoir obtenir: concertation sociale + redistribution de revenus par l'Etat-providence, + libre-échange. Autrement dit que l'égalité n'était pas irréversible. C'est parce que nous avons du mal à poursuivre aujourd'hui la croissance à 5 % que se trouvent mises en cause des caractéristiques essentielles de la "social-démocratie bien tempérée", à savoir la concertation sociale, la redistribution des revenus et le libre-échange.

D'où la crise des systèmes de sécurité sociale par exemple.

Face à la crise implicite du modèle de la "social-démocratie bien tempérée", il était naturel que les peuples cherchent de nouvelles expérimentations.

Tous les gouvernements se sont trouvés, les uns après les autres, licenciés par les électeurs, que ce soit des gouvernements de gauche (on leur a opposé des majorités de droite, par exemple, en Suède, en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis) ou que ce soit des gouvernements de droite (on leur a opposé des majorités de gauche, et c'est le cas en France).

Il y a donc eu un congédiement des gouvernements en place. C'est naturel dans les pays démocratiques. Les gouvernements sont là pour rendre des services à une population, et non pas pour lui imposer une manière de voir et de penser. Les peuples en font un usage fonctionnel. Ils ont renvoyé leurs directeurs généraux qui ne faisaient pas bien leur travail, quelle que soit leur étiquette.

Il y a eu deux exceptions, l'une pour peu de temps, je le crains, le chancelier Schmidt en Allemagne; l'autre pour des raisons particulières au pays dans lequel elle se présente, le Japon.

Avec ce congédiement général de tous les gouvernements en place, il y a eu la recherche de nouveaux modèles autres que cette "social-démocratie bien tempérée" sur lequel l'ensemble des pays industrialisés vivaient, explicitement ou implicitement.

Je ne retiendrai ici que la marche aux extrêmes, c'est-à-dire les deux cas les plus typiques, pour essayer d'illustrer mon propos. Je retiendrai le cas américain avec

l'apparition du "reaganisme" et le cas français avec l'apparition du "mitterrandisme", qui, chacun à leur manière, sont des tentatives pour corriger, dépasser, remplacer le modèle de la "social-démocratie bien tempérée" qui avait vécu pendant 30 ans, selon l'égalité indiquée: concertation sociale + redistribution des revenus + libre-échange = 5 % de croissance.

### POURQUOI LE "REAGANISME"?

Quelle a été la racine profonde du reaganisme? Il y a aux Etats-Unis des traditions nationales et, notamment, la tradition de l'entrepreneur, de l'homme qui, par sa seule vitalité, fait face à un défi inattendu. Il y a, dans ce pays, de beaux restes de la marche vers l'Ouest, et le reaganisme a été la tentative de réinstitutionnaliser comme modèle dans la société américaine la marche vers l'Ouest. Libérons donc l'esprit d'entreprise dans la société américaine et nous ferons face, mieux que les modèles de "social-démocratie bien tempérée", aux difficultés du moment. Tel est l'esprit de cette politique préconisée par Reagan.

Il peut paraître étrange que ce soit le pays où la "social-démocratie bien tempérée" est la moins implantée qui ait le premier repris la proposition de la Californie pour lutter contre les excès de pression fiscale; les Etats-Unis ont une pression fiscale infiniment moindre que celle de toute l'Europe. En fait, ce n'est pas étonnant, car c'est précisément parce que ce peuple avait digéré plus difficilement que les autres le système social démocrate, qu'il a été le premier à avoir la tentation de le rejeter. Et cela s'est traduit par des propositions du Président Reagan supprimant les réglementations existantes.

Tout cela pourrait se résumer par le slogan: moins d'Etat, moins d'impôts, moins de sécurité! Prenons tous ces risques, disait Reagan, car c'est en les prenant que nous allons libérer l'esprit d'entreprise du peuple américain et, faire face au défi technologique, au défi commercial, et même au défi psychologique que nous pose cette crise. L'esprit d'entreprise, pour un Américain, c'est fondamentalement ce qui doit lui permettre de s'adapter à l'inattendu. Comme l'inattendu, par définition, ne s'attend pas, il faut une multitude d'expériences individuelles pour procéder à une sorte de sélection naturelle entre elles et trouver celle qui est la mieux adaptée pour faire face à ces obstacles imprévus.

On a bien entendu habillé cette intuition, tout à fait conforme aux traditions américaines, d'un appareil théorique et idéologique que l'on a appelé "l'économie de l'offre". Puisqu'il y a des défis nouveaux, c'est l'entreprise qui doit y faire face. C'est dans ses structures et ses comportements, c'est du côté de la production qu'il faut chercher la réponse, et non pas en nourrissant constamment, d'une manière plus ou moins artificielle, la consommation.

Il n'empêche qu'il y a dans le reaganisme, non pas

simplement de l'économie de l'offre, mais aussi de l'économie de la demande. Qu'est-ce qu'une baisse des impôts, sinon une façon de nourrir de la demande? Il y a donc à la fois un réformisme de droite, puisqu'on demande moins d'impôts, moins de sécurité, et un keynesianisme réactionnaire, c'est-à-dire une modification du système fiscal afin de le rendre plus avantageux — ou moins désavantageux — pour les catégories les plus aisées. Réformisme de droite. Keynesianisme réactionnaire.

Voilà les caractéristiques essentielles, très brièvement schématisées, de l'intuition reaganienne.

### L'INTUITION "MITTERRANDISTE"

En France, il y a l'autre expérience: l'intuition mitterrandiste. C'est aussi une critique de la "social-démocratie bien tempérée". C'est aussi une tentative d'instituer une forme de théorie de l'offre, bien qu'il soit inconcevable que des forces de gauche en France empruntent aux forces de droite américaines le langage qui a fait leur succès. Mais nous avons pourtant une théorie de l'offre dans la tentative de l'Union de la gauche. C'est l'idée qu'en modifiant la propriété de l'appareil de production on allait pouvoir l'inscrire dans une politique industrielle qui ferait face aux nouvelles données de la société moderne.

Il y a dans le modèle socialiste français une économie de l'offre, qui est une critique de la social-démocratie, laquelle n'était qu'une façon de redistribuer les richesses produites sans se préoccuper de la manière dont ces richesses étaient produites. Il y a donc une critique de gauche de la social-démocratie, de même qu'il y a une critique de droite de la social-démocratie.

Bien entendu, cela n'interdit pas d'avoir recours également à la théorie de la demande, c'est-à-dire que l'on conserve de la tradition social-démocrate l'idée qu'en entretenant la demande par une politique adéquate de redistribution des revenus et donc une forme d'Etat-providence, on contribue à la solution des problèmes posés, et notamment du problème de la croissance et de l'emploi. Mais il ne faut pas sous-estimer ou négliger, dans l'esprit de ceux qui ont lancé cette politique, ce qui concerne l'aspect production par le recours à la nationalisation. Celui-ci n'est pas seulement le salut rendu aux idées dominantes dans la gauche française, du fait de la tutelle intellectuelle exercée sur toute la gauche par le marxisme, via le parti communiste, pendant 50 ans.

Dans un pays qui a été traversé par des plaies sociales extrêmement profondes, il fallait retrouver le chemin d'une légitimité du pouvoir dans l'entreprise. Il fallait transférer la propriété d'une partie des moyens de production pour rendre hommage au marxisme. Il fallait, aussi, le faire, dans l'esprit de nos nouveaux dirigeants, pour des raisons sociologiques. En effet, à cause des luttes sociales anciennes dans ce pays, le pouvoir dans

l'entreprise n'est pas reçu comme un pouvoir légitime et il faut — aux yeux de la gauche — qu'une fraction suffisante de l'appareil de production appartienne à la collectivité pour que l'exercice du pouvoir dans la production soit légitime pour les travailleurs.

Cet élément existait donc également, mais on y a progressivement ajouté, au fur et à mesure que l'on prenait conscience de la crise, des motivations plus économiques, et notamment l'idée que c'était grâce à des entreprises pilotées par l'Etat de plus ou moins loin, que l'on pourrait mettre en œuvre des politiques industrielles, c'est-à-dire des politiques de l'offre face à ce nouvel univers.

Il faut dépasser les analyses purement psychologiques de l'homme Mitterrand qui s'attendait à une victoire électorale peut-être plus courte que celle qu'il a eue, qui aurait été saisie par une sorte de grâce historique au lendemain d'un grand succès, et qui, d'un seul coup, se serait découvert une vocation de fondateur d'un nouveau modèle pour le monde entier. Il y a toujours un peu de cela en France où les hommes politiques français ont besoin de se sentir déjà dans les manuels d'histoire avant d'y être entrés. Tous les Présidents de la République élus au suffrage universel ont considéré que leur destin les conduisait au Mallet-Isaac!

Tous ceux qui viendront après François Mitterrand auront naturellement la même tentation. Il faut donc dépasser ces analyses psychologiques qui ont leur intérêt, mais qui n'expliquent pas tout.

Je crois qu'en profondeur l'expérience de Mitterrand est la réaction aux déficiences d'un modèle "social-démocrate bien tempéré", qui ne portait pas ce nom, car on s'éloignerait du vocabulaire habituel du débat politique traditionnel en disant que le Général de Gaulle, Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing étaient des maîtres d'œuvre d'une social-démocratie à la française; et pourtant c'était vrai : ceci parce qu'ils héritaient de ce qui avait été fait sous la IV<sup>e</sup> République dans le même esprit. Ils héritaient du modèle dominant qui assurait la maîtrise du changement permanent et qui l'avait assurée d'une manière si remarquable pendant 30 ans.

### **ESQUISSE D'UN PREMIER BILAN DE L'EXPERIENCE AMERICAINE**

Il ne faut jamais condamner aucun modèle au nom des difficultés qu'il peut connaître à un moment de son histoire. De même que dans le domaine monétaire, Bretton-Woods a rendu d'immenses services à l'humanité, de même, dans le domaine de la gestion du changement, la "social-démocratie bien tempérée" a rendu d'immenses services aux peuples occidentaux.

Mais, face aux difficultés présentes, chacun a essayé d'aller plus loin ou à côté... Les deux expériences extrêmes à la recherche de nouveaux modèles, c'est l'ex-

périence américaine et c'est l'expérience française.

Essayons maintenant d'en dresser un très bref bilan. Il est sans doute tout à fait présomptueux, après 18 mois de reaganisme et 12 mois de mitterrandisme, de vouloir porter un jugement définitif sur deux expériences qui, précisément parce qu'elles voulaient rompre avec les modèles antérieurs, ne peuvent pas être jugées sur des périodes courtes. Dès lors qu'il s'agissait de modifier des structures, et non pas de gérer différemment des conjonctures, on ne peut pas honnêtement porter un jugement définitif à partir de 18 mois sur l'expérience américaine et à partir de 12 mois sur l'expérience française. Regardons toutefois ce qui s'est passé et, au vu de ce qui s'est passé, avançons les hypothèses que l'on peut faire.

Que s'est-il passé aux Etats-Unis? D'abord, comme toujours, on n'a pas mis en œuvre exactement la politique annoncée. Cela a eu des effets, les uns, positifs, et, les autres, négatifs.

La politique américaine, depuis 18 mois, s'est beaucoup plus traduite par une politique monétaire qui, en fait, était une forme de politique de la demande et par une politique de déficit budgétaire, qui était une autre forme de politique de la demande, que par une politique de l'offre. Cela ne veut pas dire qu'on n'a rien fait du côté de l'offre. On accentue ce qui avait déjà été amorcé par le Président Carter, c'est-à-dire la mise hors contrôle des prix des produits énergétiques, et cela est une transformation tout à fait fondamentale de l'économie américaine, peut-être même la plus importante de toutes celles qui ont lieu depuis deux ans, mais déjà inaugurée sous le Président Carter. On rendra d'ailleurs justice ultérieurement à la gestion du Président Carter. C'est donc la politique monétaire qui a dominé avec pour objectif essentiel de briser les anticipations inflationnistes. De ce point de vue, quels ont été ses résultats?

Le Président Reagan avait promis qu'en libérant en quelque sorte le producteur on allait réaliser plusieurs choses en même temps: faire repartir la croissance, donc réduire le chômage et diminuer le déficit budgétaire, puisqu'avec une croissance supplémentaire on dégagerait des ressources nouvelles.

Voyez comme il y a des concomitances entre des expériences apparemment opposées de chaque côté de l'Atlantique. On achetait à crédit, si j'ose dire, de l'équilibre des finances publiques sur le pari d'une accélération de la croissance, aussi bien aux Etats-Unis qu'en France.

De la même manière que l'expérience américaine est profondément fondée sur les traditions des Etats-Unis, sur le côté conquête de l'Ouest, libération de l'initiative et de l'entrepreneur, la nouvelle politique française est profondément fondée sur les traditions nationales depuis Colbert, sur le recours à l'Etat. Lorsque Reagan disait: "Moins d'Etat, moins d'impôts, moins de sécurité", c'était conforme à la tradition américaine. Lorsque nous

disons en France: "Plus d'Etat, plus d'impôts, plus de sécurité", c'est conforme à la tradition française.

De la même manière (autre point commun entre les deux expériences) on a acheté à crédit à l'équilibre financier public en tablant sur une reprise de la croissance qui, naturellement, ne s'est pas produite, ni là, ni ailleurs, dans les proportions que l'on avait annoncées. On est même aujourd'hui aux Etats-Unis dans une période véritable de récession puisque l'on a traversé deux trimestres (le dernier trimestre de l'année dernière et le premier trimestre de cette année) avec une croissance négative, en taux annuel, de l'ordre de 4 %.

Le taux de chômage, qui était tombé sous Carter de 9 à 6 % s'oriente vers 10 %. Le nombre des faillites s'est accru au cours des deux premiers mois de cette année, par rapport aux deux premiers mois de l'année dernière, de 55 % aux Etats-Unis. Il n'y a pas de reprise de l'activité. Le déficit budgétaire est de 100 milliards de dollars pour l'exercice en cours, c'est-à-dire l'équivalent de 600 milliards de F. Et on parle de 180 ou 200 milliards de dollars pour l'exercice à venir.

J'ouvre ici une parenthèse. Pour juger du déficit des finances publiques aux Etats-Unis, il ne faut pas se contenter de prendre en compte le budget fédéral, car les budgets des Etats locaux sont très importants et on constate que beaucoup d'entre eux sont excédentaires. Par conséquent, lorsqu'on fait la somme algébrique de tous les déficits, on aboutit à un pourcentage du déficit des finances publiques par rapport à la production nationale aux Etats-Unis qui est inférieur à tous les autres pourcentages dans les pays occidentaux, y compris la France. Il n'est pas vrai que la France avait ou a le plus faible déficit public dans les pays occidentaux. Ce sont les Etats-Unis qui continuent d'avoir le déficit le plus faible, c'est-à-dire de l'ordre de 2 % de la production nationale. Mais le budget fédéral lui-même connaît effectivement une aggravation de son déficit et il y a des batailles actuellement entre les autorités monétaires et les autorités fédérales qui peuvent se résumer ainsi: "Tu me fais quelques économies dans le budget ou tu réduis les allègements fiscaux, et je te diminue les taux d'intérêt. Ou tu ne fais pas de réduction des allègements fiscaux et j'accrois la politique de taux d'intérêt."

### **BAISSE DE L'INFLATION AUX U.S.A... SES RISQUES ET SES CHANCES**

Le fait est que cette politique de taux d'intérêt a le résultat suivant. L'inflation américaine a été réduite de plus de moitié. En l'espace de moins de 2 ans, on est passé d'un taux d'inflation de l'ordre de 14 % à une inflation de base qui est aujourd'hui de l'ordre de 7 %. Si l'on prenait les trois derniers mois, on tomberait même à des taux d'inflation inférieurs à 4 % l'an, mais il est difficile de juger simplement sur trois mois. Disons que le taux d'inflation basique aux Etats-Unis se situe quelque part entre 6 et 8 % aujourd'hui. Mais comme les taux d'intérêt sont encore quelque part entre 16 et 18 %, cela veut dire

que l'on atteint des taux d'intérêts réels véritablement extraordinaire de 8 ou 10 %.

Comment veut-on dans ces conditions qu'il y ait une très forte incitation à l'investissement dans les entreprises et à l'investissement dans les familles sous forme d'achat de logements?

Le risque pris par les Etats-Unis dans cette tentative, qui n'a pas encore abouti aux objectifs qu'elle s'était fixée, c'est de transformer une récession en une dépression. Personne ne peut dire aujourd'hui si, du fait de la politique suivie aux Etats-Unis (qui n'est pas la politique reaganienne initiale, qui est une sorte de compromis bâtarde entre la politique reaganienne et la politique des autorités monétaires), on est ou non en train de passer d'une récession à une dépression. Certes, cette dépression ne serait pas comparable à celle des années 1930, car il y a toujours des amortisseurs incorporés aujourd'hui dans toutes les économies du fait du système de l'Etat-providence qui a fonctionné jusqu'à maintenant, mais cela risque d'être plus grave que toutes les récessions que l'on a connues depuis la guerre.

Voilà le risque de l'économie américaine. Mais il lui reste une chance: c'est que cette baisse sensible, rapide, spectaculaire, de l'inflation modifie effectivement d'une manière radicale les anticipations inflationnistes des agents de la vie économique, que de nouvelles anticipations apparaissent et permettent un redémarrage assaini. Certes à un coût élevé, car il y a un coût social élevé, non seulement pour la population américaine, mais pour le reste du monde, de cette politique. Des coupes sombres ayant été faites dans l'aide aux pays sous-développés à l'occasion de cette politique. Mais on ne peut pas exclure aujourd'hui totalement qu'un phénomène d'assainissement en profondeur se soit réalisé à l'occasion de ces blessures sociales réelles. Le problème sera de voir si les résultats qui pourront éventuellement être acquis par de nouvelles anticipations compenseront les coûts sociaux de ce qui s'est produit jusqu'à aujourd'hui.

### **ESSAI D'UN PREMIER BILAN DE L'EXPERIENCE FRANÇAISE**

Regardons maintenant l'expérience française. Elle se déroule dans des conditions très différentes de l'expérience américaine. L'économie américaine reste l'économie dominante dans le monde et elle a moins à tenir compte que nous de son environnement international. Lorsque les Etats-Unis fixent leur taux d'intérêt, ils le fixent pour des raisons intérieures, mais cela a des conséquences tout autour d'eux, dans le reste du monde, y compris chez nous. Lorsque la France fixe son taux d'intérêt, cela n'a pas d'énormes conséquences sur l'économie américaine et sur l'économie japonaise. Nous ne sommes donc pas dans une situation symétrique. Il n'y a pas d'effet de domination au bénéfice de l'économie française. Au contraire, il y a des effets de subordination: Nous sommes subordonnés à notre environnement inter-



national, et cela est effectivement une difficulté pour l'économie française qui doit donc mener son expérience avec une marge de manœuvre, une marge de liberté, beaucoup moins grande que celle qui existe dans l'expérience américaine.

Dans l'ordre de la politique conjoncturelle, on a fait comme les Etats-Unis: on a dépensé d'avance le produit d'une croissance plus grande qui n'était pas acquise et qui ne s'est pas présentée. Certains économistes socialistes prévoient pour 1982, une croissance en termes réels de 5 à 6 %. Or, elle sera de 2 ou 2,5 % au maximum.

Nous avons assisté à une relance classique et relativement prudente de la consommation. Le Gouvernement a bien vu qu'il ne fallait pas que cela redémarré par les salaires directs. Il a même pris en charge une partie de la première augmentation du Smic et il a essayé de faire redémarrer par les revenus indirects, c'est-à-dire par les prestations sociales, en partant du principe que les déficits publics ainsi créés seraient résorbés au fur et à mesure que la croissance engendrée par ces déficits viendrait engendrer de la matière imposable qui renflouerait les caisses de l'Etat et de la Sécurité Sociale.

#### **DES MARGES DE MANŒUVRE SURESTIMÉES**

Nous avons donc assisté à cette tentative, mais qui ne pouvait pas aller très loin dans un environnement international vis-à-vis duquel nous étions décalés. Nous pouvions espérer, au moment où cette politique a été décidée, que le décalage ne serait que de 6 mois, qu'il faudrait vivre à crédit pendant 6 mois. Nous savons que le décalage sera au moins d'un an et peut-être de 18 mois. Nous avons largement surestimé nos marges de manœuvre.

La gauche, au fond, disait qu'elle avait l'héritage d'une gestion désastreuse, mais croyait qu'elle avait l'héritage d'une gestion extrêmement prudente. Elle pensait que les caisses étaient plus pleines qu'elles ne l'étaient et ce qu'elle pensait contredisait ce qu'elle disait. Elle s'est trompée, non pas dans sa propagande, mais dans ce qu'elle a pensé et ce qu'elle a fait.

Autrement dit, les marges de manœuvres étaient beaucoup plus étroites que la gauche ne l'imaginait dans son for intérieur, tout en proclamant le contraire sur les tréteaux.

Bien que Raymond Barre ait été un gestionnaire prudent, il ne laissait en termes de marge de manœuvre sur le déficit intérieur que quelques dizaines de milliards de francs, ce qui n'autorisait pas à passer brusquement d'un déficit de 50 à 130 milliards de francs en matière de finances publiques, d'autant qu'on venait de + 10 milliards en 1980. De même, dans l'ordre extérieur, il laissait des réserves abondantes mais dont une partie était complètement gelée: je parle des réserves d'or. La France a trop d'or pour avoir une grande liberté de manœuvre dans la gestion de son taux de change. Elle est dans la situation de quelqu'un qui mourrait de soif devant un

bloc de glace que l'on ne peut pas faire fondre.

Nous sommes bien exactement dans cette situation. Nous avons soif. Nous avons avec nous un énorme bloc de glace qui s'appelle "nos réserves d'or", mais nous n'avons aucun moyen de le réchauffer pour le transformer en eau. Nous mourrons donc assoiffés à côté d'un bloc d'eau gelée...

Cette situation est effectivement très périlleuse pour le Gouvernement, qui a largement surestimé ses marges de manœuvre dans la politique conjoncturelle. Aujourd'hui, il connaît donc la séquence, malheureusement prévisible, de sa politique. L'enchaînement des échéances est en effet aisément prévisible: d'abord la monnaie, puis les impôts et ensuite les retombées sociales et politiques de ces difficultés. Tout cela est inéluctable.

D'abord la monnaie. Puisque l'activité est répartie chez nous, avant les autres, nous faisons appel d'air pour les marchandises étrangères, tandis que les marchés extérieurs absorbent peu de nos produits. Nous avons un déficit extérieur qui se creuse et, comme nous n'avons jamais eu bonne réputation en matière monétaire et que la gauche française participe à sa manière à cette mauvaise réputation, il est clair que c'est une difficulté supplémentaire puisque nous ne corrigeons pas, par une sorte de coefficient psychologique qui était l'apport personnel de Raymond Barre à la gestion de l'économie française, les données objectives de la situation. Car, déjà sous le gouvernement de Raymond Barre, il y avait un décalage qui nous conduisait un jour ou l'autre à des réajustements monétaires, mais c'était partiellement corrigé par un coefficient psychologique qui a disparu; au contraire, il joue aujourd'hui en sens inverse. Aux données objectives de la situation s'ajoute aujourd'hui un coefficient psychologique négatif.

Premier souci donc: le franc. Second souci: les finances publiques et, naturellement, quand il faudra faire face à ce second souci (et la préparation du budget 1983 en est la première phase), il y aura des données politiques et sociales nouvelles qui se trouveront présentes. Cela signifie des impôts en plus, alors que notre taux d'imposition est déjà l'un des plus élevés de la Communauté Européenne.

Mais il faut regarder au-delà de la gestion conjoncturelle.

En juin 1981, beaucoup de responsables économiques envisageaient pour mai ou juin 1982, une hausse de prix de plus de 20 %, des grèves multipliées par 3 ou 4 avec des occupations d'usines pendant des semaines, trois dévaluations du franc, un déficit budgétaire de 200 milliards, la fin de la libération des prix, des tas de catastrophes qui ne sont pas (complètement) produites.

La théorie qui a toujours été la mienne à l'égard de tout Gouvernement, c'est qu'il faut mettre à son crédit, quelle

que soit sa couleur politique, les catastrophes qui ne se sont pas produites pendant sa gestion. Je l'applique aussi bien à un gouvernement de gauche qu'à un gouvernement conservateur. Il y a des catastrophes qui ne se sont pas (ou pas encore) produites sous ce Gouvernement et il faut placer cela à son crédit. Ce qui n'empêche pas de redoutables échéances de se profiler à l'horizon comme nous venons de le voir.

## INTERROGATIONS SUR LES TRANSFORMATIONS ET LES ECHEANCES

Regardons donc les phénomènes structurels, car la gauche doit être jugée, non pas sur la manière plus ou moins habile avec laquelle elle gère le quotidien, mais sur la manière plus ou moins fructueuse avec laquelle elle transforme les structures pour l'avenir.

C'est sur ce point qu'il faut porter des jugements. Il me semble que, dans un certain nombre de domaines, les objectifs de ce Gouvernement de gauche pouvaient être défendus (je ne dis pas que je les prend tous à mon compte) avec des arguments rationnels, et je donnerai quelques exemples.

**Les nationalisations:** c'est le plus important des exemples. Nous avons vu tout à l'heure les explications politiques, sociologiques, idéologiques. Il pouvait y avoir une justification économique d'une plus grande intervention de l'Etat dans la gestion d'une fraction de l'appareil productif. En France, l'épargne, pour des raisons multiples et variées que l'on pourrait détailler, avait du mal à s'orienter vers des placements à risque. Puisque l'épargne ne s'oriente pas spontanément vers des placements à risque — mais plutôt vers la terre et la pierre — dans une période où il faut modifier la structure de l'offre, on peut imaginer que l'Etat se substitue, au moins partiellement, à cette défaillance de l'initiative privée concernant les placements à risque.

Dans ces conditions, on pouvait envisager une plus grande intervention de l'Etat dans l'appareil de production par une sorte de prélèvement forcé sur l'épargne, une sorte de dérivation du flux de l'épargne vers le risque industriel. C'était la justification essentielle d'une intervention de l'Etat. Pour cela, il n'était pas du tout nécessaire de prendre la totalité de la propriété des entreprises, comme on l'a fait. On distribue 50 milliards de F à des actionnaires expropriés qui ne savent pas probablement très bien ce qu'ils vont en faire; je ne suis pas sûr qu'ils feront, eux, des placements à risque dans l'Hexagone avec les 50 milliards que l'on va ainsi leur distribuer.

Il y avait d'autres formes d'intervention possible, facilitées par le fait que, dans beaucoup de ces grandes entreprises ou de ces grandes banques, certaines entreprises actionnaires étaient des organismes publics: caisse des dépôts, compagnies d'assurances, etc. On pouvait trouver d'autres formes d'interventions, de prêts participatifs, qui permettaient d'accroître le rôle des collectiv-

tés publiques dans la gestion de ces firmes et de dériver vers elles, en ayant un contrôle sur l'usage qu'on faisait de l'argent, de l'épargne qui n'allait pas spontanément vers les placements à risque. C'était une politique d'actionnariat public, souple, moins coûteuse, mais qui pouvait se justifier. Au lieu de cela, on a fait des transferts de propriété, rigides et coûteux.

Second exemple: **la réduction de la durée du travail.** Il s'agissait de compléter ce que l'on attendait de l'accélération de la croissance économique pour lutter contre le chômage par une certaine forme de partage du travail. Là encore, c'était un objectif rationnellement défendable dès lors que l'on en mesurait les limites, car cela ne pouvait pas se substituer à une accélération de la croissance. On ne fera jamais autant contre le chômage avec le partage du travail qu'avec 2, 3 ou 4 points de croissance supplémentaire. Mais il y avait des formes de partage du travail qui permettaient de maximiser la réduction du travail, en termes d'emploi. Et, en tout cas, on savait ce qu'il ne fallait pas faire. Il ne fallait pas donner la 5<sup>ème</sup> semaine de congés payés, ni réduire à petite dose la durée hebdomadaire en maintenant le même salaire. Il ne fallait pas réaliser la retraite à 60 ans dans les conditions envisagées. On savait qu'en termes d'emploi ces éléments étaient les moins efficaces.

En revanche, on savait qu'il y avait des formes de développement du travail à temps partiel, des formes de réduction du temps de travail, de partage du travail avec partage des revenus qui permettaient d'améliorer un peu la situation en termes d'emploi. Là encore, il y avait un objectif défendable, mais les moyens ont été mal adaptés à l'objectif.

Troisième exemple: **l'impôt sur la fortune.** La France, en matière d'imposition sur le capital ne se distingue pas dans le monde occidental par la pression la plus élevée sur le capital. Il y a la taxe professionnelle qui est une forme d'impôt sur le capital, il y a la taxe sur les plus-values, mais on pouvait imaginer de nouvelles formes d'impôt sur le capital.

Toutes les études faites par les spécialistes à la fois les plus compétents et idéologiquement les moins marqués, ont montré qu'il y avait deux techniques auxquelles on pouvait avoir recours. Soit créer un impôt sur le capital au moment de la transmission du capital, un impôt sur les successions plus élevé, calculé d'une manière nouvelle. On frappait le même capital d'une manière assez forte, une seule fois tous les 30 ans. Ou bien on utilisait l'impôt sur le capital pour lutter contre la fraude concernant l'impôt sur le revenu, qui est considérable. On l'utilisait sous une forme statistique. On imposait toute forme de capital sans aucune exception, chaque année, mais à un taux très faible. On cherchait la photographie des patrimoines afin de la recouper avec la photographie des revenus et de réduire ainsi la fraude. On obtenait alors le gain, non pas par l'impôt sur le capital, mais par une moindre fraude de l'impôt sur le revenu.

Voilà les deux formes les mieux adaptées à l'objectif. Au lieu de cela, on a pris le chemin le moins efficace, celui qui consiste à avoir un impôt annuel qui n'est calculé que sur une fraction du capital, qui ne rapportera pas énormément d'argent, mais qui ne permettra pas non plus d'une manière très significative de recouper l'ensemble des déclarations de revenus. Là encore, il y a un objectif défendable mais des moyens mal adaptés à l'objectif que l'on recherche.

Quatrième exemple: **la décentralisation**. Dans un pays ultra-jacobin comme le nôtre, c'était effectivement un moyen qui permettait de diffuser les responsabilités dans la société nationale. Tout cela était bon, car plus on est dans une situation où il faut une grande mobilité, une grande capacité d'innovation, plus il faut répartir, diffuser les responsabilités. Lorsque 10 personnes ont la faculté de prendre des responsabilités au lieu d'une, on a 10 chances de trouver la bonne réponse, au lieu d'une seule chance. C'est donc la diffusion des responsabilités par la décentralisation.

Mais qu'est-ce que la France? C'est un petit pays de 550.000 km<sup>2</sup>. Diffuser les responsabilités, cela signifiait-il qu'il fallait multiplier les guichets, au lieu de donner au même nombre de guichets plus d'autorité et de responsabilités? Or, on veut donner des responsabilités à la commune, au département, à la région, à l'Etat. Il est tout à fait invraisemblable que l'on enlève à l'Etat l'intégralité de ce que l'on va donner à la région, au département et à la commune. Nous allons donc avoir quatre niveaux de responsabilité, quatre sources de dépenses publiques. En plus, puisque nous faisons élire l'assemblée régionale au suffrage universel, nous lui donnons une légitimité, de sorte que les autorités régionales auront une plus grande quantité de pouvoir.

Le risque que nous prenons (nous le verrons, là encore, à l'usage) c'est qu'au lieu de diffuser les responsabilités nous allons créer des conflits de compétences entre les autorités et nous allons donner au citoyen le sentiment d'avoir un alourdissement de l'appareil bureaucratique. Au lieu d'aller frapper à deux guichets, il faudra qu'il aille frapper à quatre guichets, plus celui de la Sécurité Sociale et celui des Unedic, soit six guichets. Voilà donc encore une idée juste, mais avec des moyens mal adaptés.

Cinquième exemple: **la politique en matière de lutte contre l'inflation**. C'était la chance unique d'un gouvernement de gauche ayant des ministres communistes dans son sein. Il bénéficiait d'une confiance naturelle des organisations syndicales. Il pouvait tenter une nouvelle politique en matière de prix et de revenus. Jacques Delors l'a d'ailleurs présentée; il a essayé et essaie encore de mettre en forme une telle politique. Mais on peut se demander si, dans ce domaine, les doses homéopathiques sont les meilleures et s'il ne fallait pas profiter de l'état de grâce (car il y en avait un) pour essayer de retourner avec plus de brutalité une sorte de cercle vicieux dont les gouverne-

ments précédents ne pouvaient pas sortir, parce qu'ils ne pouvaient pas bénéficier de suffisamment d'audience et de confiance de la part des partenaires sociaux les plus menacés dans ce domaine.

Enfin, dernier exemple: **la révision des systèmes sociaux**. S'il y a une force politique qui, du fait des hommes qu'elle représente, peut tenter une révision des systèmes sociaux sans être suspectée de vouloir briser ce qui, dans ces systèmes, assure la sécurité minimum des éléments les plus modestes de la population, c'est bien un gouvernement de gauche.

Si les Français avaient le sentiment que la modification des systèmes de protection sociale était vraiment un élément capital de la gestion de leur pays, ils devaient donner le pouvoir à la gauche car, seule, elle pouvait mettre en œuvre quelque chose qui, entrepris par un pouvoir différent, était immédiatement suspecté comme étant une mesure d'injustice sociale. Or, jusqu'à présent — car je n'anticipe pas sur l'avenir — cette réforme fondamentale n'a pas été entreprise.

## LES RISQUES D'ISOLEMENT, DE DEDOUBLEMENT, DE PROTECTIONNISME

De même que l'expérience américaine de reaganisme fait courir le risque de passer de la récession à la dépression, non seulement dans l'économie américaine, mais dans l'ensemble de l'économie mondiale, l'expérience française du mitterrandisme fait courir à la société française deux risques, celui de l'isoler et celui de la dédoubler.

La société française risque d'être dédoublée. Nous voyons bien toutes les tentations qui peuvent exister de créer, avec un pouvoir qui est cependant beaucoup plus opposé à cela que le précédent, une économie duale, une économie souterraine où l'on paie plus ou moins ses impôts ou ses charges sociales.

Que se passe-t-il aujourd'hui? Quelles sont les consignes données par le pouvoir en place aux différentes infirmeries publiques qui existent, sinon de ne pas prélever les cotisations sociales et les recettes fiscales arriérées? Nous sommes en train d'instituer d'une manière officielle en quelque sorte l'économie duale en France car, lorsque vous avez donné pour un an ces autorisations de ne pas payer en vue de sauver une entreprise, pourquoi l'entreprise qui se sent menacée ailleurs, qui ne veut pas aller vous le dire pour ne pas accroître ses difficultés et perdre le crédit fournisseurs, ne prendrait-elle pas sur elle d'agir de même? Ainsi la gauche fait-elle, en réalité le contraire de ce qu'elle voudrait faire en principe.

Autre risque: le protectionnisme. De la même façon que le reaganisme aux Etats-Unis consiste à gérer l'économie américaine comme si elle n'avait aucune responsabilité dans la gestion de l'économie mondiale (ce que j'appelle un nationalisme économique de formule améri-

caïne), de même, en France, la collectivisation, le transfert à la puissance publique de la propriété d'une large fraction du secteur productif aboutit, en fait, à créer les conditions d'un nouveau protectionnisme. Nous n'allons pas rétablir des droits de douane, mais si le secteur public au sens large se voit accorder des subventions, des privilèges encore plus grands que précédemment, car ils existaient déjà en matière de commandes publiques, s'il est procédé à des dévaluations en cascade, c'est une autre forme de protectionnisme. Que ce soit dans le système reaganien aux Etats-Unis ou dans le système mitterrandiste en France, ces deux expériences font courir le risque d'une certaine renationalisation de la gestion des politiques économiques.

Voilà ce que l'on peut dire aujourd'hui, me semble-t-il, sans porter de jugement définitif, sur ces deux expériences. La conclusion que l'on peut en tirer, c'est que, si elles devaient échouer, il ne faut pas croire que nous reviendrions à la situation antérieure. Les raisons qui les ont fait naître n'auront pas disparu avec leur éventuel échec et la nécessité subsistera de trouver de nouvelles formes qui permettent, sans faire disparaître tout ce qui a été acquis grâce à la "social-démocratie bien tempérée", d'aller au-delà et de répondre à un certain nombre de priorités.

#### **AU-DELA DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE BIEN TEMPEREE**

D'abord, c'est l'appareil de production qui doit se remodeler en fonction des nouvelles données.

Ensuite, c'est la révision de tous les systèmes de protection sociale qui doit intervenir. On n'a plus et on ne peut plus avoir la même protection sociale. Cela passe par des combinaisons nouvelles, il doit y avoir une protection sociale à caractère public et privé.

Je prendrai un exemple. J'ai visité récemment en province une résidence en construction. Les constructeurs se sont dit: cette résidence va être probablement acquise par des gens pour des raisons de placement. Il faut donc pouvoir trouver des locataires. Or, la difficulté aujourd'hui, c'est qu'il faut dire aux candidats locataires: "Voilà le montant du loyer et le montant des charges", et que, bien souvent, le montant des charges représente la moitié du montant du loyer, et parfois 60 % du prix du loyer. Si nous ne voulons pas effrayer le candidat locataire, il ne faut pas que le montant des charges soit trop élevé. Il faut s'en tenir aux charges obligatoires et transférer une partie des charges collectives en charges individuelles, et notamment la charge du chauffage. On a donc tout simplement installé un système de chauffage électrique individuel et on a dit au candidat locataire: "Voilà le montant du loyer et voici celui des charges. Elles sont très faibles par rapport au loyer. Naturellement, le chauffage, c'est votre affaire. Si vous en avez les moyens, vous vous chaufferez à 22° grâce à l'électricité, mais cela vous coûtera de l'argent. Lorsque vous aurez une année de vaches maigres, vous vous chaufferez moins, vous fermerez le

chauffage dans les chambres et cela vous coûtera moins d'argent."

C'est une sorte de transposition à l'échelle collective de ce système, qui est inéluctable dans les systèmes de protection sociale dans tous les pays occidentaux au cours des cinq prochaines années. Voilà une seconde priorité.

La troisième, c'est la diffusion des responsabilités. Dans les collectivités locales, dans les entreprises, partout où des décisions sont à prendre, il faut multiplier les occasions d'autonomie et de responsabilité. De ce point de vue, on peut critiquer les projets de lois dénommés "projets Auroux". Dans leur inspiration, sinon dans leurs modalités, ces projets de lois vont dans le sens de ce qu'il faut faire, compte tenu des nouvelles difficultés et de la prise de conscience de la crise dans laquelle nous sommes. Il faut diffuser au maximum les responsabilités, en sachant qu'il n'y a pas de responsabilité si l'on ne prend pas le risque de l'erreur et celui de l'impopularité. On ne peut pas à la fois (et un certain nombre de dirigeants syndicaux le savent) revendiquer le droit de participer à des responsabilités en matière de politique industrielle ou de politique d'investissements, et ne pas prendre corrélativement soi-même le risque de dire à ses propres troupes: "Voilà ce sur quoi nous nous engageons". Ou, si l'on ne peut pas prendre ce risque, il ne faut pas demander à participer à la définition de cette politique industrielle.

Nous voyons bien que, dans les pays voisins, de tels risques sont pris. Les syndicats allemands ont pris un risque en concluant des accords de salaires à 4,2 % alors qu'on prévoit une hausse des prix de 5 %. Les syndicats américains de l'industrie automobile ont pris un risque lorsque, pour sauver une usine, ils ont renoncé temporairement à certaines augmentations de salaires. Aux Pays-Bas ou dans les pays scandinaves, des syndicats peuvent prendre ce risque. Peut-être le syndicalisme français n'est-il pas encore aujourd'hui en état de les prendre, mais alors il doit modérer ses revendications.

Quatrième et dernier élément: à l'égard du reste du monde et du tiers monde, nous avons eu une attitude que je qualifierai à la fois de pleurnicharde et d'hypocrite car nous n'avons jamais manqué de faire des discours sur le scandale de la situation dans laquelle se trouvent ces peuples, mais nous n'en avons pas tiré les conséquences, ni pour nous, ni pour eux.

L'Angleterre a été le premier pays à s'industrialiser. L'Angleterre n'a pas fait de plan Marshall pour que l'Europe s'industrialise après elle. L'Europe s'est industrialisée. L'Europe n'a pas fait de plan Marshall pour que les Etats-Unis s'industrialisent après elle. Les Etats-Unis se sont industrialisés. Les U.S.A. n'ont pas fait de plan Marshall pour que le Japon s'industrialise. Ils ont fait un plan Marshall pour que se réindustrialisent des pays qui l'avaient déjà été, c'est-à-dire l'Europe.

Nous relations avec les pays du tiers monde doivent être claires. Il y a leur volonté, leur intérêt et notre intérêt. Ne vaudrait-il pas mieux circonscrire le champ de ce que nous avons à faire ensemble dans le cadre des intérêts égoïstes, plutôt que de continuer à faire des discours généreux dont nous ne tirons aucune conséquence ni pour eux, ni pour nous? Ne vaudrait-il pas mieux se rapprocher sur des problèmes tels que la politique de l'énergie ou la politique alimentaire, en disant: il est de votre intérêt et de notre intérêt de faire quelque chose ensemble. Pour le reste, ce sera votre volonté; votre modèle de développement ne sera pas le nôtre, il sera original et approprié.

## NECESSITE D'UNE REFLEXION SCIENTIFIQUE ET CULTURELLE

Il me semble que, dans ces directions-là, il y a des possibilités de réfléchir d'une manière nouvelle à l'avenir. Mais je crois que cela ne nous permettra pas de faire l'économie d'une réflexion de caractère culturel.

Cette année, c'est le 200<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de la civilisation industrielle. C'est en 1782, en effet, que James Watt a inventé la machine à vapeur à double effet. Depuis, le monde est entré jusqu'à la fin des temps dans la déstabilisation de ses structures économiques. C'est la seule révolution qui soit à la fois universelle et indéfinie. Elle ne cessera qu'avec la bombe nucléaire, si celle-ci devait exploser.

Nous sommes donc entrés dans une ère entièrement nouvelle, et, là, je ne suis pas assez savant pour m'aventurer sur des réflexions à la limite de la science et de la philosophie, mais il y a deux pensées scientifiques qui, dans le cours du XIX<sup>e</sup> siècle, ont émergé et nous donnent aujourd'hui, je crois, des modalités de réflexion.

Il y a 100 ans cette année que Darwin est mort et ce qu'il a trouvé sur l'origine des espèces a été parfois abusivement transposé dans l'évolution des sociétés. Le darwinisme social doit être traité avec précaution, mais cela ne veut pas dire qu'il ne doit pas être traité. Car, qu'est-ce que le darwinisme social? C'est l'introduction de l'histoire dans l'évolution de la nature. La nature n'est pas immuable, elle est historique, et c'est au fond une pensée qui est fondamentale pour comprendre les sociétés industrielles.

Le second élément scientifique intervenu au XIX<sup>e</sup> siècle, c'est ce que nous appelons dans notre jargon l'entropie, la dégradation de l'énergie et le fait qu'un système a tendance, par son fonctionnement à retourner les valeurs (je transpose dans le domaine social) qui ont fait sa force. Nous le voyons bien en termes de travail. Ce qui est grave dans le chômage, ce n'est pas simplement de priver les hommes du droit au travail: c'est de les priver du goût au travail.

Nous avons deux outils de réflexion scientifico-

### *Reagan-Mitterrand: Deux conceptions très différentes pour affronter la crise.*

philosophique dont nous n'avons probablement pas tiré toute la substance: dans le darwinisme, l'introduction de l'histoire dans la nature et, réciproquement, dans les principes de la physique, l'introduction en quelque sorte de la nature dans l'histoire, c'est-à-dire le fait qu'il y a constamment une tentation à retourner les valeurs sur lesquelles un système a été fondé, en voulant à la fois continuer de tirer profit du système sans continuer de pratiquer les valeurs qui ont permis son existence. Je crois qu'en faisant cela nous aboutirions à la constatation que, si nous vivons une conscience de la crise, nous vivons en même temps une crise de conscience.

Jean BOISSONNAT

# LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT

Europe n° 1

## LA BOMBE A RETARDEMENT

Nous vivons avec une bombe à retardement au milieu de nous et de son tic tac devient de plus en plus perceptible. Il s'agit du financement de nos systèmes de protection sociale. Nous avons parlé du trou qu'il faut boucher avant l'été dans l'assurance chômage. Simultanément les experts de l'Institut National de la Statistique viennent de publier une étude sur l'avenir de la Sécurité Sociale dont je rappelle les conclusions: au rythme actuel de nos dépenses sociales et de notre croissance économique, il faudra trouver, au cours des 5 prochaines années, entre 60 et 120 milliards de francs de recettes nouvelles ou d'économie.

Notez que le problème était déjà posé sous le précédent septennat. C'est même à cause de cela que le taux de pression fiscale et sociale sur nos revenus était passé entre 1974 et 1981 de 35 à 43%.

Mais ça ne s'arrange pas avec une majorité de gauche qui avait promis de relever les allocations et d'abaisser l'âge de la retraite. Une étude, non publiée, prévoit pour 1988 un taux de pression fiscale et sociale de 55%! On sait qu'en Suède on en est déjà à 50%.

Toutes ces prévisions doivent être manipulées avec beaucoup de précautions mais hélas, elles ne sont pas invraisemblables. On trouve à peu près les mêmes chez nos voisins. Elles reposent sur un calcul arithmétique fort simple. On ne peut plus faire fonctionner les systèmes de protection sociale dont les dépenses réelles augmentent de 6 à 8% par an avec une production nationale qui n'augmente plus que de 2 à 3%. Et encore, les bonnes années!

La crise économique aboutit à payer davantage de prestations (indemnités de chômage, abaissement de l'âge de la retraite), au moment où les revenus augmentent moins vite. Arrive un instant où la machine explose. Elle explose d'abord financièrement, il faut en toute hâte trouver de nouvelles cotisations et de nouveaux impôts. Mais elle risque aussi d'exploser politiquement car personne ne sait à quel niveau de pression fiscale et sociale une population se rebelle contre les impôts et contre les cotisations.

N'importe quel président de la République aurait eu ce problème à résoudre pendant le présent septennat. C'est beaucoup plus difficile à faire que la nationalisation de Rhône Poulenc ou que la réforme de la télévision. Un

président de gauche a pour lui, dans une affaire de cette importance, que les couches populaires qui sont naturellement les plus attachées — et on les comprend — à la protection sociale, ne le soupçonnent pas d'ignorer leur besoin. Mais il a contre lui d'être contraint de revenir sur certaines promesses et peut-être de restituer au libre choix du citoyen la couverture de certains risques par le recours à des assurances volontaires.

Car on voit mal comment échapper à une refonte générale du système dans lequel les plus gros risques et les catégories sociales les plus modestes seraient couverts par un système obligatoire, tandis que les autres relèveraient d'une assurance volontaire. Ce serait plus qu'une réforme. Une sorte de révolution.

7/05/1982

## ENTREPRISE ET DEMOCRATIE

On en a déjà beaucoup parlé. Les fameuses lois Auroux sur les nouveaux droits des travailleurs dans les entreprises sont la troisième grande réforme promise par la gauche, après les nationalisations et la décentralisation. Elle soulève des controverses sur tous les bords. Aussi bien chez les patrons que dans les syndicats et les partis politiques gauche comprise. Elle va bouleverser le tiers du code du travail. Pas moins. Et pourtant, ses aspects les plus révolutionnaires ont été écartés. Il n'a jamais été question de faire élire le patron par les salariés. Malgré la pression communiste, le gouvernement a refusé le droit de vote du personnel sur les licenciements. Point de co-gestion comme en Allemagne, ni d'auto-gestion comme en Yougoslavie.

On reste dans l'entreprise capitaliste et dans l'économie de marché. Il n'est pas inutile de le rappeler, quand certains crient au meurtre de la société libérale !

Cela ne veut pas dire que toutes les nouveautés prévues sont d'une importance mineure et sans risque.

On connaît la philosophie de la réforme. Edmond Maire (leader du syndicat le plus favorable aux textes gouvernementaux) le rappelle dans une intéressante interview qu'il a donnée à "l'Expansion". Il dit: "le patronat n'a pas encore compris que les futures lois sur les nouveaux droits des travailleurs ne feront que mettre la France au même niveau que la plupart des pays industrialisés". C'est exact.

Sur le point clé — la négociation obligatoire, chaque année, entre patrons et syndicats, au niveau de l'entreprise — il s'agit d'une pratique courante à l'étranger. La différence, c'est que chez nous il faut une loi pour l'imposer alors que chez nos voisins, c'est né de la pratique. L'idée d'une négociation obligatoire est d'ailleurs typiquement française. Chez nous, les syndicats ont toujours eu besoin de l'Etat pour s'imposer. Que ce soit la convention collective en 1936, le Comité d'Entreprise en 1945, la Section Syndicale en 1968 et la négociation obligatoire

aujourd'hui, il a toujours fallu que l'Etat s'en mêle.

Patronat rétrograde? Syndicats divisés et trop faibles? Boulémie de l'Etat? Peu importe la cause, c'est ainsi. La réussite des nouvelles lois dépend autant d'une évolution des comportements que du vote du parlement.

Ce sera un échec si on aboutit à une sorte de rituel social avec des patrons qui n'auraient pas une véritable volonté de négocier et des syndicats qui ne seraient que des fonctionnaires de la revendication coupés des réalités, y compris de leur propre base. N'oublions pas qu'actuellement le syndicalisme français traverse une grave crise de recrutement.

Développer la négociation au niveau de l'entreprise, par rapport à la profession et à la région peut avoir deux vertus: réalisme, parce que c'est dans l'entreprise qu'on est au plus près de la vie économique; et démocratie parce qu'on peut associer le plus grand nombre de gens aux questions qui les concernent. Hors de là, les nouvelles lois ne seraient que des coquilles vides et coûteuses.

13/05/1982

## SALAIRES DE FEMMES

C'est entendu, les femmes exercent de plus en plus un travail rémunéré. Mais pour gagner combien? Dans la majorité des salariés français, ceux qui gagnent moins de 6.000 francs par mois, on trouve 65% des hommes et 84% des femmes. C'est la cohorte des ouvrières peu qualifiées, des employées de bureau et de commerce. Toutes ces femmes qui cherchent dans un deuxième salaire au sein de la famille, de quoi payer la maison, entretenir la voiture ou partir en vacances. On a beau dire qu'elles vont à l'usine, au bureau, ou à la boutique pour se changer les idées, ou sortir de leur isolement. Elles y vont d'abord pour faire les fins de mois. Car ce n'est pas drôle tous les jours d'avoir la patronne, le contremaître ou le chef de service sur le dos.

On était moins bien renseigné, jusqu'à présent, sur la minorité des femmes qui accèdent à des salaires supérieurs à 6.000 francs par mois, Personnes qualifiées, cadres moyens, cadres supérieurs. Le Magazine féminin "F" a publié une enquête très complète qui éclaire cette catégorie. En voici quelques éléments significatifs.

Plus on s'élève dans la hiérarchie des salaires, plus l'écart se creuse entre les hommes et les femmes. Entre 6.000 et 7.500 francs par mois, on trouve 15% des salaires masculins et 9% des salaires féminins. Mais, au-delà de 12.000 francs par mois, on ne trouve plus que 1% des femmes, alors qu'il y a encore 6% des hommes.

Ainsi les femmes sont-elles encore loin des sommets de la hiérarchie. Alors qu'à la sortie des grandes écoles, on leur offre, à peu près le même salaire qu'aux hommes. A la sortie de Polytechnique, un peu plus de 9.000 francs par mois; à la sortie de Sciences Po, autour de 8.000

francs.

C'est après que cela se gâte. Vers la trentaine. Quand la jeune femme doit se débrouiller avec ses maternités, tandis que le jeune cadre grimpe l'échelle à vive allure.

Tout dépend aussi des secteurs. Pour la nouvelle race des femmes-ingénieurs, on les rencontre surtout dans l'informatique, la recherche et les bureaux d'étude. Brillante percée aussi des femmes chez les cadres techniques qui ne s'occupent pas de la fabrication mais de la vente.

On rencontre, relativement, beaucoup de femmes cadres dans les services du personnel qui se développent beaucoup ces temps-ci, dans les services juridiques, la vente, et naturellement les relations publiques. Mais si l'on cite le cas d'une chef de service de presse à 15.000 francs par mois, on ne peut pas en citer beaucoup, car ces places-là sont rares. A comparer avec des infirmières chargées de lourdes responsabilités et qui gagnent rarement plus de 6 ou 7.000 francs par mois.

Dans les gros bataillons du secrétariat où les plus de 6.000 francs sont rares, on trouve des secrétaires de direction autour de 7.000 francs et certaines assistantes de grands patrons à 10.000 francs.

Dans la fonction publique, les écarts de salaire entre les femmes et les hommes sont moins grands que dans le privé mais ils existent tout de même. Ne parlons pas des professions libérales où les moyennes ne veulent rien dire et où les femmes sont très inégalement représentées si l'on en croit les chiffres cités par "F": 3% de femmes notaires, 6% de femmes architectes contre 20% de femmes médecins. tout cela pour dire que l'ère des femmes cadres ne fait encore que commencer.

17/05/1982

## RETOUR DE VERSAILLES

Le sommet de Versailles ne restera peut-être pas comme le plus important de ceux qui se sont tenus depuis 1978. Mais ce n'est pas la faute des participants. Ils n'ont pas pu se concentrer sur un ou deux sujets, afin de donner des impulsions décisives, comme ce fut le cas naguère par exemple, à Tokyo sur l'énergie.

Cette année, chacun avait la tête ailleurs. Madame Thatcher pensait naturellement à la façon d'en finir aux Malouines. Le Président Reagan songeait à sa rencontre avec Brejnev. Le Chancelier Schmidt s'interrogeait sur la pérennité de sa coalition gouvernementale qui s'essoufle. Quant au Président français, comme toutes les bonnes maîtresses de maison qui reçoivent chez elle, il était très occupé à surveiller sa réception. Enfin, et surtout, on s'est beaucoup inquiété de l'aggravation au Moyen-Orient, avec la guerre entre l'Iran et l'Irak, et l'intervention d'Israël contre les Palestiniens sur le sol du malheureux Liban.

Ne soyons donc pas surpris des résultats modestes obtenus à Versailles, au niveau économique et concret. Les Américains ont esquivé tous débats sérieux sur le niveau trop élevé de leurs taux d'intérêts. Quant à la France, il faut bien reconnaître qu'elle se débattait dans quelques contradictions.

Dans son rapport introductif, François Mitterrand a mis en valeur à juste titre, l'ampleur de la nouvelle révolution industrielle: ordinateurs, robots, satellites, informatique à la maison, industries de la biologie, etc...

Tout cela exige des investissements, des innovations, des bouleversements techniques et dans les emplois. Mais la plupart de nos partenaires font confiance aux entreprises pour trouver des solutions à ces problèmes inédits. Tandis que, fidèles à nos traditions nationales, et pas seulement à l'idéologie de la gauche au pouvoir, nous attendons chez nous, que l'Etat s'en mêle de très près.

Dans le domaine monétaire, il y avait opposition entre ce que nous voulions et ce que nous faisons. Nous souhaitons des relations plus étroites entre l'écu européen, le yen japonais, et le dollar américain. Mais d'une part, les vicissitudes du franc font courir un risque à l'union monétaire européenne elle-même. D'autre part, nos partenaires sont convaincus qu'il ne peut pas y avoir de convergences en matière monétaire s'il n'y en a pas en matière de politique économique. Or, la nôtre est tout à fait différente de celle des autres. Eux continuent de donner la priorité à la lutte contre la hausse des prix, en remportant ici et là, de réels succès chèrement payés il est vrai. Nous, nous donnons la priorité à la lutte contre le chômage. Sans avoir encore des résultats suffisants pour convaincre nos partenaires que c'est bien ce qu'il faut faire. Si bien que nous avons à peu près autant de chômeurs que les autres avec une hausse des prix plus élevée.

Il n'est jamais inutile de confronter ses idées entre responsables gouvernementaux. Mais ce ne sont pas les Etats qui trouvent la solution miracle à tous les problèmes. Cette solution se joue dans les mentalités, dans les écoles, dans les entreprises, dans notre aptitude au changement et la solidarité. Puisqu'on parle de révolution, rappelons-nous qu'elle dépend davantage du tiers Etat, c'est-à-dire des Peuples, que des Princes qui nous gouvernent fussent-ils Républicains.

7/06/1982

## LE CAP ET LA MER

Ni barrisme de gauche, ni austérité, ni pause: le Président de la République ne change pas de politique économique. Pas plus qu'il ne souhaite changer profondément de gouvernement, tout juste un portefeuille ici ou là. Cependant, pour tenir compte d'un environnement plus difficile que prévu, on va resserrer quelques écrous.

Tel est le sens de la conférence de presse de François



Mitterrand au moins aussi talentueuse hier que les meilleurs de Valéry Giscard d'Estaing dans la forme, même si elle a été moins substantielle que celle du général de Gaulle, sur le fond.

Le chef de l'Etat a tout de même annoncé une deuxième phase de sa politique qui prolongera la première mais qui tiendra compte des nouveaux écueils. D'où deux conséquences précises: il faudra payer une facture plus lourde que prévue d'une part, et s'appuyer d'avantage d'autre part sur les investissements publics que sur la consommation privée pour nourrir une croissance qui s'étirole.

Notons au passage que le Président de la République a annoncé que la croissance économique pourrait ne pas atteindre 2% cette année en France, alors que les services officiels continuent d'afficher 2 et demi% après avoir annoncé plus de 3%. Au moins sur ce point, les économistes ne pourront pas reprocher au chef de l'Etat de ne pas voir les réalités.

Mais revenons aux deux questions essentielles. D'abord la facture sera plus lourde. Aussi on va élargir le cercle de ceux qui la payent. Naturellement, on serrera encore un peu plus la vis aux plus aisés (gare aux cadres)! Mais on va aussi faire payer les catégories protégées du chômage et parmi elles les fonctionnaires. Décision courageuse de la part d'un gouvernement qui compte beaucoup de supporteurs dans cette catégorie sociale. De même on taillera dans certaines dépenses de la sécurité sociale et de l'assurance chômage. On surveillera de plus près la préparation du budget et, on va réunir patrons et syndicats autour de Pierre Mauroy pour rechercher un peu plus de discipline sur les prix et les revenus et un peu plus d'imagination sur l'emploi.

Car voilà la grande déception: le chômage ne recule pas. Pour lutter contre lui, le chef de l'Etat a donné l'impression hier de compter d'avantage sur la croissance que sur le partage du travail. Il a même été discret sur les 35 heures, ce qui ne veut pas dire que l'objectif soit abandonné pour 1985. La relance de la consommation privée n'ayant pas suffi à installer une reprise durable on se tourne vers une relance de l'investissement public. C'est la justification a posteriori des nationalisations. L'Etat propriétaire va mettre de l'argent dans ses affaires pour reconquérir le marché national, nous dit-on.

Souhaitons qu'il réussisse. Encore qu'il ne suffise pas d'avoir l'Etat comme patron et le contribuable comme financier, pour faire des entreprises prospères. En outre, avant d'en arriver là, il faudra franchir quelques obstacles périlleux, monétaires et autres.

Le bateau ne change pas de cap, le capitaine semble toujours aussi sûr de lui. Mais les rochers sont là, au ras de la vague...

## QUELQUES MOIS POUR JUGER

Dévaluation. Blocage des prix et des revenus. La politique choisie par le gouvernement est courageuse, mais risquée. Elle est d'autant plus risquée que les pouvoirs publics n'y ont d'aucune manière préparé l'opinion: On avait promis la relance, on aura le freinage de la croissance. On avait promis du pouvoir d'achat, on aura une baisse de celui-ci. Certes, à terme, si l'opération réussit, quel succès pour la gauche! Elle aurait maîtrisé l'inflation que la droite n'avait pu endiguer.

Elle aurait montré, enfin, qu'elle est capable de gérer la réalité économique et pas seulement de réformer des institutions.

Voilà donc un beau quitte ou double. Mais il est loin d'être gagné. On connaît tous les inconvénients du blocage des prix - que l'on a souvent pratiqué en France - et l'on va découvrir ceux du blocage des revenus. On ne sait jamais comment éviter qu'à la sortie - un blocage sérieux n'a d'effets que pendant quelques mois - la chaudière n'explose. Chacun a hâte de rattraper le retard dans la crainte de nouveaux blocages. Et, entre-temps, les entreprises peuvent souffrir, ce qui n'encourage guère les investissements ni l'embauche et peut même provoquer des faillites. Comme la gauche ne voudra pas accroître le chômage en bloquant les prix, elle peut être tentée d'assurer la survie plus ou moins artificielle des entreprises en difficulté, avec des facilités de crédit. Mais alors, on nourrit l'inflation par un bout en croyant la combattre par l'autre.

Quant au blocage des revenus - totalement inédit depuis plus de trente ans en France - il pose, lui aussi, des problèmes délicats. Il faut suspendre l'application d'accords laborieusement conclus et sur lesquels reposent des équilibres sociaux fragiles. Il faut faire admettre une régression du pouvoir d'achat pendant la période intérimaire durant laquelle les prix continuent d'augmenter tandis que les salaires sont bloqués. D'autant que, parallèlement, il va falloir lever de nouvelles cotisations pour financer l'assurance-chômage et payer l'énergie plus cher à cause de la dévaluation.

Sur le front des finances publiques, le blocage des revenus va, naturellement amputer les ressources et donc aggraver les déficits. Ce qui constitue, là encore, une conséquence inflationniste d'une politique qui se veut anti-inflationniste.

En économie, aucune mesure n'est jamais uniformément mauvaise. Il faut toujours réaliser des dosages dont on n'est jamais sûr, à l'avance, que le solde sera positif ou négatif. C'est ainsi que l'on ne connaîtra le résultat de cette nouvelle politique que dans les mois qui suivront la levée des blocages.

# TRADITION NATIONALISTE ET TENTATION NEUTRALISTE EN FRANCE, AUJOURD'HUI

par Raoul GIRARDET

**L**e premier à avoir abordé un problème jusqu'alors occulté par la pudeur, l'indifférence ou la méfiance, le magazine *Actuel* publiait, dans la livraison de janvier 1981, les résultats d'un étrange sondage. Interrogées sur ce que devrait faire le Président de la République au cas où l'armée soviétique "pénétrerait sur le territoire français", 63% des personnes questionnées, considérées comme représentatives de l'ensemble de l'opinion française, affirmaient leur espoir de voir le chef de l'Etat "entamer aussitôt des négociations pour faire la paix avec l'Union soviétique" (7% penchaient en faveur de l'utilisation de l'arme atomique; 21% estimaient que, "sans utiliser l'arme atomique", il conviendrait pourtant de "combattre l'Union soviétique par tous les autres moyens"). Sur le point de savoir s'il faudrait déclarer la guerre à l'Union soviétique si celle-ci envahissait ou attaquait la Pologne, la Yougoslavie, les Etats-Unis ou l'Allemagne de l'Ouest, les réponses négatives l'emportaient, d'autre part, pour chacun des pays mentionnés, par 78, 76, 65 et 59%. Dans l'hypothèse enfin d'un "grave danger de guerre entre les Etats-Unis et l'Union soviétique", 63% des personnes interrogées exprimaient le souhait "qu'il faudra demander à l'Union soviétique que notre pays reste à l'écart du

conflit", tandis que 22% pensaient que la France "devrait être plutôt du côté des Etats-Unis" et 1% plutôt "du côté de l'Union soviétique".

Sans doute convient-il de ne manier ces pourcentages qu'avec une extrême prudence. En dehors même du fait que l'enquête elle-même n'était pas sans laisser apparaître au regard d'une analyse attentive d'assez déconcertantes contradictions, on ne saurait oublier la constance avec laquelle, à travers plus de trente années de sondages successifs, une nette majorité de l'opinion française s'obstine à exprimer son attachement à l'Alliance atlantique. On ne saurait surtout oublier le contexte historique dans lequel les sondages en question ont été pratiqués, qui est celui de la fin de l'année 1980, c'est-à-dire d'une période de relative stabilité internationale, à tout le moins d'une période où la sécurité extérieure des Français ne se trouvait sous le coup d'aucune menace immédiate. Au printemps de l'année 1914 combien de Français auraient exprimé leur volonté de prendre les armes pour défendre l'indépendance de la Serbie, combien même pour reconquérir les provinces perdues d'Alsace et de Lorraine? Aucune enquête, menée "à froid", n'est sus-

ceptible d'indiquer dans quelles directions se manifesteraient les entraînements de l'opinion, — la paralysie par la peur, le sursaut dans la volonté de résistance, — en cas de crise majeure, devant un péril imminent et tragiquement perçu.

Les résultats de l'enquête *Actuel - Sofres* ont été cependant, depuis leur publication, trop fréquemment confirmés pour que l'on puisse sérieusement douter de la véracité des tendances générales qu'ils dégagent. Tendances qui semblent même s'être accusées et précisées au cours de l'année 1981. Ainsi, selon une enquête *Figaro - Sofres* menée entre le 5 et 10 novembre 1981, soit près d'un an après celle d'*Actuel*, à la question: "Si l'Union soviétique menaçait directement et gravement la France, que pensez-vous qu'il faudrait faire", 75 % des personnes interrogées, répondaient en exprimant le vœu de voir "négocier un compromis" (15 % se montrant partisans de "résister par tous les moyens") (1). Selon un sondage international B.V.A. entrepris à peu près à la même date pour le compte du *Nouvel Observateur*, (2) 58 % des Français pensaient que leur pays se devait d'être "neutre" sur le plan international, contre 30 % estimant qu'il devrait "plutôt se situer du côté des Etats-Unis" et 3 % du côté de l'U.R.S.S.". Le même sondage indiquait que 50 % des Français se sentaient tout à fait (22 %) ou plutôt (28 %) solidaires des manifestations pacifistes se déroulant en Europe de l'Ouest... La faible ampleur qu'a connue en France ce type de manifestation, dérisoire même par rapport aux grands rassemblements allemands ou néerlandais, ne doit donc pas faire excessivement illusion. Apparemment contradictoire, le fait s'explique sans doute par les caractères présents, et très particuliers, de la situation politique intérieure: d'une part la présence au pouvoir d'un gouvernement dont la direction socialiste affirme une attitude de nette fermeté à l'égard de tous les problèmes intéressant la sécurité européenne; d'autre part l'union, autour de ce gouvernement de l'ensemble des partis et des mouvements "de gauche" (y compris le parti communiste) en même temps que leur volonté, jusqu'à présent non discutée, de ne pas mettre en cause cette cohésion. L'équilibre politique actuel se détériorant, les rapports entre les forces constitutives de la majorité socialo-communiste se modifiant, on peut tenir pour vraisemblable que ces bouleversements internes libéreraient l'expression d'un courant d'opinion que certaines nécessités conjoncturelles conduisent aujourd'hui à endiguer, mais qui risque de s'affirmer demain avec une force renouvelée. L'existence d'un neutralisme français, comparable aux autres mouvements européens se réclamant de mots d'ordre approximativement semblables, constitue bien une réalité d'ordre politique, intellectuel et moral qu'aucune analyse ne serait en droit de négliger.

Il reste que les termes utilisés, — "neutralisme", "pacifisme", — ne vont pas sans beaucoup d'équivoques et qu'ils correspondent en fait à plusieurs types sensiblement différents d'attitudes et de motivations. Trois composantes idéologiques, parfois mêlées, mais le plus sou-

vent non réductibles les unes aux autres, semblent à cet égard pouvoir être distinguées.

On retrouvera sans peine avec la première, et très certainement la plus importante d'entre elles, à peu près immuable dans ses formulations, la vieille tradition du pacifisme français. A ses thèmes habituels, définis dès le début de notre siècle, repris avec une conviction renforcée entre les deux conflits mondiaux, — condamnation de toute guerre, appel à "l'entente entre les peuples", revendication d'une politique générale de désarmement, — est seulement venue s'ajouter l'expression d'une peur nouvelle et d'une intensité singulièrement pressante. La peur de l'apocalypse nucléaire, d'un Hiroshima à dimension planétaire, d'une menace globale pour la survie de l'espèce humaine.

Le deuxième type d'attitude semble non moins clairement se résumer dans l'expression d'une fidélité inconditionnelle à l'égard de l'Union soviétique et de la cause de "l'internationalisme prolétarien": les sondages permettent assez bien d'apercevoir la permanence quasi irréductible de cette sorte d'isolat idéologique, en vérité très réduit (ses limites sont très loin de coïncider avec celles de l'électorat communiste), mais où la foi dans le destin temporel de l'Etat léniniste continue à se trouver confondue avec la grande espérance du messianisme révolutionnaire. Plus souple et plus diffuse, aux limites souvent indéfinies, débordant souvent sur les deux autres, la troisième composante apparaît, en revanche, beaucoup moins aisée à cerner et à appréhender. Il s'agit en vérité d'un neutralisme fondamental bien plus que d'un pacifisme, et dont les motivations s'appuient essentiellement sur des considérations de caractère national, sur la nécessité hautement ou véhémentement affirmée de préserver l'indépendance, la grandeur, l'identité même de l'Etat et de la Nation. Neutralisme d'expression nationaliste donc, — ou si l'on préfère nationalisme d'expression neutraliste, — état d'esprit plus ou moins largement répandu beaucoup plus que corps de doctrine, la concordance comme la continuité de ses thèmes, de ses références, de ses appels et des mots d'ordre ne s'imposent pas moins à l'attention de l'observateur contemporain. Fait de mentalité dont il est difficile sans doute de mesurer l'ampleur statistique et l'importance politique, mais fait de mentalité dont la constatation ne va pas sans soulever, pour l'historien comme pour le citoyen, de multiples et redoutables interrogations. Mettant en cause pour l'essentiel, les incertitudes, les débats et les déchirements de la conscience nationale française en cette fin du XX<sup>ème</sup> siècle, il mérite en tout cas un effort d'analyse et un essai d'interprétation.

### "LES DEUX HEGEMONIES"

"Notre drame est là: nous sommes coincés dans un double casse-noisettes, dans ce casse-nations dont une branche est américaine et l'autre russe. Sur notre propre sol les deux hégémonies ont leur parti"... (3) Cette première image est simple, mais elle est en l'occurrence

essentielle. En elle se trouve résumée toute une conception du système international et de la place présente de la nation française à l'intérieur de ce système. De part et d'autre, à l'Est et à l'Ouest, une double menace, une double et équivalente hégémonie, une double et équivalente volonté de domination. Deux impérialismes, l'américain et le russe, assimilés l'un à l'autre, dénoncés l'un et l'autre comme également pernicious pour l'indépendance des peuples en général et celle de la France en particulier. Il n'existe pas de différence de nature entre l'Alliance atlantique et le Pacte de Varsovie. Les deux organismes doivent être considérés l'un comme l'autre comme des instruments de suprématie au profit des deux empires rivaux. Satellisés, domestiqués, les Etats qui s'y trouvent intégrés ont en fait abdiqué leur liberté, perdu la maîtrise d'eux-mêmes.

En vain objecterait-on que la mise en place, au lendemain de la seconde guerre mondiale, des institutions politiques et sociales des pays de l'Europe occidentale ne doit apparemment rien à la force des baïonnettes et au canon des chars. En vain ferait-on remarquer que, ni en doctrine ni dans les faits, le principe de "la souveraineté limitée" n'a été posé comme postulat premier de la coalition atlantique. En vain observerait-on encore que la France a pu quitter les organismes militaires de l'O.T.A.N. sans que les commissaires politiques américains occupent l'Elysée et le Palais Bourbon. Tout juste l'auteur de la métaphore précédemment citée, précisera-t-il que, si le parti russe a choisi d'agir sur le plan politique, "le parti américain est surtout culturel et économique". Mais ce sera pour ajouter aussitôt que "si les peuples soumis à la tutelle soviétique ne sont pas politiquement libres", "ils ne sont pas non plus russifiés comme risquent d'être ou sont américanisés les peuples que les Etats-Unis laissent s'ébattre dans une liberté qui débouche sur l'aliénation de leur personnalité même". (4)

Propos de polémiste, dont la verve et l'excès même atténuent singulièrement la portée. D'autres commentateurs cependant les reprennent dont la gravité du ton et de la forme ne modifie en rien le contenu essentiel. Pleinement significatif, par exemple, de la part d'un analyste universitaire, l'emploi nullement fortuit de deux adverbes de temps singulièrement nuancés: "la communauté atlantique n'est *souvent* qu'un paravent destiné à cacher l'hégémonie américaine. La communauté socialiste se laisse *parfois* dévoyer pour devenir le champ d'action d'un social-impérialisme si souvent dénoncé par Pékin"... (5) Plus significatif encore cet étrange rapprochement opéré par un journaliste de renom, entre les dictateurs latino-américains et les hommes d'Etat occidentaux des lendemains de la seconde guerre mondiale:

"Le péril (à l'égard de l'indépendance nationale) peut venir des classes dirigeantes. Affolées par les risques de transformation sociale, celles-ci peuvent tenter de recourir à un protectorat étranger. Tel fut le cas des dictatures d'Europe centrale ou balkanique d'avant guerre, empres-

sées de se mettre sous le couvert de l'Allemagne hitlérienne. Tel est aujourd'hui le cas de bien des dictatures d'Amérique latine ou d'ailleurs protégées par les Etats-Unis. Mais n'en est-il pas de même des pays de l'Europe occidentale qui, après la seconde guerre mondiale, se réfugièrent dans un système atlantique auquel ils consentirent d'importantes concessions sur leur indépendance diplomatique et militaire". (6)

Ce qu'il convient de transcrire en termes concrets d'histoire contemporaine: l'Alliance atlantique n'a d'autres origines que l'affolement dont ont été saisis, devant la montée des périls sociaux, Léon Blum, Vincent Auriol, Robert Schuman et divers autres; ces privilèges qui étaient les leurs et ceux des catégories économiquement dominantes dont ils étaient par définition les représentants, c'est sous la garantie américaine qu'ils ont tenu à les placer et à assurer leur survie...

Tout compte fait et en conclusion logique de cette démarche, l'une des pinces de la tenaille impérialiste, — et c'est celle que représente la puissance soviétique, — apparaît comme singulièrement moins redoutable que l'autre. Un collaborateur habituel du journal *Le Monde*, moraliste hautain et pédagogue de vocation, l'explique en termes dépourvus de toute équivoque. (Il est à remarquer que le texte n'est que de très peu antérieur aux événements d'Afghanistan).

"L'expansionnisme soviétique, écrit-il, inlassablement dénoncé depuis trente ans, s'est vu attribuer par la polémique de la guerre froide une réalité qu'il n'a sans doute pas. Il est en tout cas très modeste par rapport à l'expansionnisme beaucoup plus général et évident pratiqué par les Américains, pour la raison banale que l'Amérique du Nord est une société marchande et que la Russie n'en est pas une". (7)

S'il est vrai, reconnaît cet auteur, que Moscou a parfois "usé et use de violence idéologique et militaire", ce n'est cependant que dans "des limites qui ont étonnamment respecté la division de l'Europe née de la dernière guerre". Face à une Allemagne "clef de la domination économique, politique et militaire que les Etats-Unis exercent sur l'Europe occidentale", les Soviétiques ne font que répondre à "une obsession de sécurité" légitimement compréhensible. D'où "la transformation par eux de l'Europe centrale, naguère espace naturel des marchés allemands, en énorme glacis de protection"... Paradoxal destin que celui que ce publiciste, qui se veut chantre et théoricien de l'idée nationale, réserve à ces vieilles et grandes patries historiques que sont la Pologne, la Hongrie ou la Bohême. Leur holocauste est accepté avec toutes les apparences de l'allégresse au nom d'une nécessité historique considérée comme supérieure: simples annexes hier du *Lebensraum* allemand, elles sont promues aujourd'hui à la dignité de lignes d'arrêt de l'"expansionnisme" américain, dans sa marche vers l'Est, de forteresses protectrices d'une Union soviétique par définition toujours menacée.

## LE CANCER AMERICAIN

L'analyse internationale tend ainsi à se confondre et à se perdre dans un discours idéologique beaucoup plus ancien et de portée beaucoup plus large: celui de l'antiaméricanisme de tradition française. Plusieurs thèses seront un jour nécessaire pour en écrire l'histoire exhaustive. Ses expressions contemporaines ne sont sans doute pas neuves; elles ne font guère, pour l'essentiel, que reprendre les thèmes essentiels de toute une littérature assez largement développée autour des années 1930 et dont les *Scènes de la vie future* de Georges Duhamel constituent l'illustration la plus éclatante. Leur originalité présente réside cependant dans les innombrables interférences qu'elles ne cessent d'établir entre le domaine de la culture, celui de la morale et celui de la politique.

Dominée par l'influence américaine, pénétrée, rongée, minée par son action corruptrice, la France est en train de perdre son âme en même temps que son identité. Tel est le postulat de départ, dont les développements, inlassablement répétés, se prolongent sur tous les plans: modes de vie, comportements moraux, habitudes vestimentaires, cuisine, cinéma, esthétique, etc. Le cancer américain envahit et gangrène l'ensemble du corps social, pervertit ses forces intellectuelles, ruine l'ensemble des valeurs autour desquelles se maintenait sa cohésion. En imposant à tous et partout "ses dieux de carton et d'or" l'Amérique atteint plus directement et plus complètement les fondements mêmes de la conscience nationale que ne pourrait le faire aucune occupation étrangère:

"Les valeurs qu'elle exporte sont immondes. Immondes. Frénésie haletante de consommation qui au cours de la dernière décade a enfiévré ses satellites; goût hystérique du nouveau; compétitivité dont les seules récompenses sont pesées à leur seul poids de dollar... hypypisme délabré, indolence provoquée par les drogues, détachement fainéant des choses de ce monde, etc". (8)

Les très évidentes contradictions qu'elle présente ne constituent peut-être pas l'aspect le plus frappant de cette sorte de déclaration. Il est sans doute permis de s'étonner davantage de l'éloignement quasi total, de l'ignorance quasi absolue dont elle témoigne des problèmes concrets, précis, clairement préhensibles qui ne sont pas sans se poser en effet entre les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux. Qu'il s'agisse de l'organisation du système monétaire mondial, des rapports de puissance à l'intérieur de l'Alliance, du contrôle de certaines technologies avancées, de la définition des relations avec le Tiers Monde, les occasions de litige ou de différends sont nombreuses, chacun le sait, et il serait absurde d'en méconnaître l'ampleur. De même ne saurait-on mettre en cause la légitimité de l'éternel débat sur "l'américanisation" culturelle des pays de la vieille Europe, son étendue, ses causes et ses conséquences. Mais on ne trouve en l'occurrence, ni volonté de débat, ni même entreprise d'analyse critique au sens véritable du terme. La condamnation est totale et

elle se situe sur le plan de l'absolu. Plus que du domaine du jugement, elle relève de celui de l'anathème. Ce n'est pas en fonction des modalités ou des virtualités de leur action que les Etats-Unis se trouvent implacablement dénoncés, mais dans leur être même, dans leur essence comme dans leur existence, dans l'éternité des principes et des valeurs qu'ils sont censés incarner. En bref l'Amérique est le Mal, symbole de l'Anti-France, symbole aussi de l'Anti-civilisation...

Devant ce passage à l'obsessionnel, le rapprochement ne peut manquer d'être fait avec l'essentiel de la littérature antisémite de la fin du siècle dernier. Mêmes représentations, mêmes symboles, dérivés de la plus antique démonologie: symboles de corruption, de souillure, d'infiltration, de succion, l'ombre, les rats, les reptiles, le grouillement obscène... Même répertoire thématique: dénonciation de l'Or et de la puissance mercantile, du Complot permanent, de la volonté de domination universelle, d'une perversion systématique des valeurs traditionnelles, d'une entreprise délibérée et planifiée d'anéantissement des vieux Etats et des vieilles nations... Même assimilation enfin avec une certaine image de la modernité: comme autrefois celle d'Israël, la suprématie temporelle de l'Amérique est censée coïncider avec l'avènement d'une civilisation technicienne, mécanisée, dominée par les seuls impératifs du rendement, ignorante des raffinements de la pudeur et de l'art de vivre, dégradante pour l'esprit et pour l'âme. Cette permanence dans un même recours à l'imaginaire, cet appel à un même type de mythologie apocalyptique répondent de toute évidence à une double fonction qui est à la fois d'explication et de conjuration: il s'agit devant les incertitudes et les apparentes incohérences de l'histoire immédiate, devant les phénomènes de rupture ou de mutation, de fournir un cadre logique de compréhension, de restaurer les droits d'une rationalité perdue; il s'agit d'autre part, devant l'inconnu déconcertant des lendemains, de prévenir les incertitudes en nommant l'adversaire, en désignant et en dénonçant ses objectifs et ses manœuvres. La projection sur l'Américain, comme hier sur le Juif, des mêmes stéréotypes d'angoisse et de refus pose, de toute évidence, un problème particulièrement complexe d'analyse et d'interprétation. Dans la mesure où elle implique toute une vision du monde extérieur, elle ne peut manquer en tout cas d'avoir une influence non négligeable sur le plan des attitudes et des comportements politiques.

## LE SANCTUAIRE NATIONAL

Influence diffuse que vient encore étayer, sur un tout autre plan, la définition d'un véritable *credo* stratégique dont toute une école de pensée, cohérente et bien structurée, assure depuis longtemps la stricte expression doctrinale. Trois affirmations essentielles en résumé le contenu. La première est celle d'une "logique nucléaire" rendant dans tous les cas possible la dissuasion du "faible au fort", permettant en d'autres termes à une nation de puissance très réduite, pourvu que celle-ci possède l'arme atomique, de prévenir toute agression, d'écarter toute

menace d'une puissance majeure. La seconde annonce la fin historique de tout système d'alliance et de pacte militaire, aucun Etat ne pouvant assumer le risque terrifiant de l'apocalypse nucléaire pour un enjeu où il ne se trouverait pas lui-même impliqué dans ses "intérêts vitaux". La troisième proclame enfin la possibilité pour une France, détentrice de l'arme suprême, d'assurer seule et par ses propres moyens sa défense contre toute menace d'agression, quelle que soit l'apparente supériorité dont disposerait l'agresseur virtuel. En bref l'arme nucléaire étant censée annihiler toute distorsion de puissance, notre pays retrouve la garantie de son indépendance dans la plénitude de sa souveraineté. Libérée des inutiles et dangereuses obligations d'une Alliance, dans laquelle elle a cru faussement trouver l'une des garanties essentielles de sa sécurité, la France a donc le pouvoir — et le devoir — de se replier sur la seule défense d'un "sanctuaire" national, désormais préservé dans le respect de ses frontières traditionnelles des vicissitudes éventuelles du monde extérieur.

Aussitôt les questions se pressent et qui semblent, de toute évidence, d'autant plus aisées à formuler qu'elles ne mettent nullement en cause la légitimité de la politique d'armement nucléaire de la France au profit de laquelle bien d'autres arguments sont susceptibles d'être évoqués (9)... Si l'on peut admettre que la possession de l'arme nucléaire a effectivement pour conséquence la réduction de certaines disparités de puissance, faut-il aller jusqu'à accepter le principe de leur totale réduction? L'équilibre de la terreur entre le faible et le fort doit-il être considéré comme une constante qu'aucun accident d'ordre technologique, politique ou émotionnel n'est susceptible de modifier? La crédibilité de la dissuasion, au dessous d'un certain niveau de rapports de force et dans n'importe quel contexte historique, peut-elle être raisonnablement affirmée? A quelles réalités concrètes convient-il de faire correspondre des termes aussi abstraits et aussi généraux que ceux "d'intérêts vitaux" et de "sanctuaire national"? Quelle serait la marge d'indépendance laissée à une France dont les frontières seraient bordées par une armée rouge triomphante et n'existerait-il pas, pour le vainqueur, d'autres moyens que militaires pour confirmer sa domination? De quel droit proclamer l'inévitable déchéance de la notion d'alliance alors que depuis trente ans, en de nombreuses occasions (et les deux superpuissances se trouvant directement en cause), le principe en a joué avec une réelle efficacité?...

Le débat n'aura cependant jamais lieu. L'interlocuteur virtuel ne se trouve pas en effet en présence d'une suite de propositions susceptibles d'être assouplies, nuancées, précisées, infléchies. Il se trouve en présence d'un dogme, dans l'exposé duquel la répétition inlassable des mêmes termes assure bien qu'il participe au domaine du sacré. Ce qui apparaissait au départ, au cours des années 1960 et chez certains auteurs, comme un effort très remarquable de renouvellement et d'adaptation de la pensée militaire française s'est vu transmué en un système théologique. La formule, si souvent utilisée, de "logique du

nucléaire" se révèle en l'occurrence parfaitement fallacieuse: l'argumentation technique n'a ici de sens que dans la mesure où elle s'insère dans une succession d'impératifs de caractère essentiellement idéologique. L'objection, la réserve même ne sont pas acceptables puisqu'elles conduiraient à douter de la capacité pour la France d'assurer par ses seuls moyens dissuasifs les conditions primordiales de sa défense, à admettre donc sa nécessaire solidarité et sa nécessaire communauté de destin avec d'autres peuples, d'autres nations, d'autres Etats. Attitude sacrilège, dont le seul énoncé a pour immédiate conséquence le rejet dans le camp des maudits, celui de l'Anti-France, "le parti de l'Etranger". Toute interrogation, si mesurée soit-elle, sur la totale crédibilité dissuasive de la force nucléaire nationale conduit ainsi celui qui la formule à se trouver aussitôt assimilé aux irréductibles adversaires de l'unité et de l'indépendance nationale, les Ligueurs du XVI<sup>ème</sup> siècle, les Frondeurs du XVII<sup>ème</sup>, les émigrés de Coblenze et de Londres. "Le parti macédonien d'Athènes était aussi subtil qu'aujourd'hui le parti américain à Paris: il se justifiait en dénonçant le péril perse comme d'autres à présent le péril russe et le tour était joué". (10)

#### "LA SEULE FRANCE"

Mais n'est-ce pas finalement accorder une importance excessive à quelques groupes restreints de doctrinaires, écoles marginales dont le dogmatisme même n'a pu que réduire l'influence par rapport aux tendances majeures de la vie politique et morale de la France d'aujourd'hui? La réponse n'est pas évidente compte tenu du fait qu'au delà de certaines outrances de langage, avec moins de netteté ou plus de circonspection, les attitudes exprimées, les principes avancés ne sont pas sans avoir trouvé de nombreuses et larges résonances: les thèmes développés étant ambivalents par rapport à la trop classique opposition de la droite et de la gauche, on en retrouve l'expression ou l'imprégnation aussi bien dans d'importantes marches d'un certain gaullisme de nostalgie que dans beaucoup de milieux relevant plus ou moins de l'univers culturel socialiste. Une analyse attentive du discours politique en révélerait très vite, en tout cas, la présence quasi quotidienne...

Présence qui semble mériter d'autant plus l'attention qu'elle s'inscrit dans une longue, redoutable et tumultueuse histoire qui n'est autre que celle de l'idée nationale française ou pour parler court, dans le sens anglo-saxon du terme et en enlevant à celui-ci toute connotation négative, celle du nationalisme français. Du vieil héritage la marque est là, singulièrement insistante, dans le système de références historiques, la terminologie, le vocabulaire, dans l'orgueilleuse assurance surtout, de la part de certains de ses interprètes, de représenter seuls les grands intérêts de la Patrie. Mais aussi, du moins le croyons-nous, dans le développement de quelques uns de ces signes cliniques qui ont commencé depuis plus d'une quarantaine d'années dans divers secteurs de son champ idéologique, témoignant très apparemment d'une situation de crise, d'inadaptation ou de vacuité, pour ne pas

dire de trouble névrotique.

Premier indice clinique: la tendance de plus en plus marquée à faire de l'idée nationale une sorte d'absolu métaphysique, se suffisant à lui-même, ne trouvant et n'affirmant sa légitimité qu'en lui-même et par lui-même. Il y a chez Michelet sacralisation de la nation; mais cette sacralisation est liée au fait que cette nation — la nation française — est censée incarner les valeurs primordiales du Progrès et de la Liberté humaine: le combat pour la France se confond avec le combat pour les Droits de l'Homme. Il y a, dans l'école nationaliste conservatrice de la fin du siècle dernier, affirmation de la primauté du fait national; mais l'idée de la défense prioritaire d'une nation considérée comme tragiquement menacée de déclin demeure inséparable de la notion d'une civilisation, d'une harmonie et d'un ordre à dimension universelle dont la disparition de cette nation précipiterait la ruine. En bref, et peut-être même jusque dans les pires excès de la rhétorique guerrière du premier conflit mondial, toute "idée de la France" semble avoir toujours (ou presque toujours) été associée à une certaine idée de l'homme, à un certain système de valeurs sociales, intellectuelles et morales, — et que ces systèmes soient loin d'avoir toujours coïncidé ne change rien à l'essentiel de la constatation. Il faut sans doute attendre la défaite de 1940 et la déconcertante et triste fin du vieux Maurras pour voir le souci de "la France seule" très explicitement isolé du terrible enjeu idéologique d'un conflit qui se prolongeait et s'amplifiait hors d'un très précaire et très provisoire "sanctuaire national". En déniaut aux Français vaincus le droit et le devoir de choisir entre les adversaires toujours en présence, en assimilant la cause anglo-saxonne à la cause de l'Allemagne hitlérienne ("ni Londres, ni Berlin"), en s'acharnant à définir sur le plan des principes une position théorique de neutralité, la doctrine de "la France seule" (11) réduisait le fait national à la seule affirmation d'une abstraction d'ordre juridique et politique. Elle le vidait de toute sa charge morale, de tout son poids de civilisation.

Paradoxalement elle conduisait en même temps un certain nationalisme français à s'enfoncer toujours plus avant dans le domaine du rêve et de la fiction, à se détourner de plus en plus agressivement des réalités immédiates d'une histoire dont il ne parvenait plus à maîtriser le sens... Ce sont de curieuses images que celles qu'offraient aux Français de la zone non occupée les informations cinématographiques du gouvernement de Vichy, dans la belle période de la Révolution nationale, aux derniers mois de l'année 1940 ou dans le début de l'année 1941: les troupes défilent fanfares en tête, le Maréchal tapote la joue des enfants et serre la main des anciens de Verdun, les petits rats de l'Opéra emménagent à Marseille et les demoiselles de la Légion d'Honneur à Grenoble, les vieux artisans remettent en marche les métiers d'autrefois. Le monde extérieur se voit providentiellement effacé; il est permis de tout ignorer de Londres qui brûle, de la guerre qui se poursuit en Afrique et sur les mers, de Paris même que sillonnent les convois allemands. Cette farouche obstination dans le repli sur soi-

*Une certaine idée de la France et une certaine idée de l'homme  
préservent des tentations du neutralisme.*

même est susceptible peut-être d'inspirer une certaine forme de respect. Mais il est bien évident que le choc en retour du réel devait se faire avec d'autant plus de brutalité que l'on s'était entêté à le méconnaître. Le temps devait venir où la volonté même de ne pas choisir allait dans les faits, correspondre à un choix — et le plus déplorable de tous. Erigée en dogme intangible, la formule de la "seule France" n'avait eu, concrètement d'autre signification que celle d'une vaine fuite dans l'imaginaire. L'absolutisation de l'idée nationale n'avait abouti qu'à sa totale désincarnation.

Entre un certain national-neutralisme français des années 1980 et un autre national-neutralisme français des années 1940, l'établissement d'un lien de filiation ne relève en aucune façon des roueries d'une inutile polémique. La confrontation des textes témoigne de trop de similitudes de fond et de forme, et jusque dans l'aspect répétitif du vocabulaire le plus couramment employé, pour qu'il s'agisse d'un rapprochement fortuit. On ne peut manquer surtout d'être frappé par la même fonction incantatoire qui se trouve réservée au langage. Le souci d'analyse et de démonstration disparaît devant l'affirmation dogmatiquement énoncée. Les contradicteurs virtuels automatiquement anathémisés, discrédités *a priori* dans leurs actes et leurs intentions, toute possibilité de débat se montre d'avance écartée. Le discours s'organise en une succession de formules stéréotypées, reconstruisant dans l'abstrait et dans le rêve un univers apparemment logique mais sans rapport évident avec l'état présent des faits. Etrange pensée, obstinée dans la récitation de son seul *credo*, repliée sur son seul système conceptuel, et qui tend de plus en plus à s'écarter du réel, à témoigner de son impuissance à s'inscrire dans le réel...

Mais ne s'agit-il pas davantage encore du refus d'un certain réel ? L'évidente schizophrénie de certains types d'attitude doit sans doute être perçue et comprise comme l'une des inévitables conséquences de cette rupture décisive, de ce traumatisme majeur qui, depuis un demi-siècle, dominent le cours de l'histoire nationale française. Il n'est certainement pas aisé, pour qui se définit comme l'héritier d'un assez fabuleux passé de grandeur et de gloire, d'accepter le bouleversement d'un ordre international qui, jusqu'en 1940, avait accordé à la France l'un des premiers rôles parmi les puissances majeures. Pas aisé d'admettre une nouvelle carte du monde, un nouvel équilibre des forces, une nouvelle distribution des centres de décision. Pas aisé de renoncer à l'image d'une Grande Nation, dominatrice, impériale, maîtresse d'immenses étendues, libre de décider de la paix et de la guerre. Pas aisé de se soumettre aux nécessités inusitées des solidarités et des interdépendances, de reconnaître le coût de la réduction de l'espace, le poids des inégalités démographiques, économiques, techniques, militaires. Pas aisé, en d'autres termes, de vivre le passage relativement brutal d'une situation historique à une autre situation historique... D'où sans doute ce mouvement de rétraction et de crispation où viennent se mêler et se confondre refus, amertume, et rancœur, fidélités et nostalgies. D'où aussi,

ce refuge cherché dans un système clos, abstraitement construit autour de quelques formules de résonance magique, artificiellement plaqué sur une réalité dont on récuse l'image.

Il reste à savoir si une certaine forme d'exclusivisme national ne conduit pas, directement ou indirectement, à compromettre et à réunir les conditions réelles de la sécurité de la nation. La métaphysique de la France seule a-t-elle, en 1982, plus de chances de sauver et de garantir la liberté des Français qu'en 1942?

Raoul GIRARDET

**N.B. Ce texte de Raoul Girardet reprend, pour l'essentiel, le contenu d'un exposé présenté en fin 1981 devant les membres de l'Association française pour la Communauté atlantique.**

**Nous remercions Raoul Girardet de nous avoir autorisé sa publication dans "France-Forum".**

(1) *Le Figaro*, 23 nov. 1981.

(2) *Le Nouvel Observateur*, 21 nov. 1981. Selon ce sondage le pourcentage des Français souhaitant pour leur pays une position de neutralité l'emporterait sur celui des Néerlandais (55 %) des Allemands de l'Ouest (44 %). Le sondage *Figaro-Sofres*, publié le 23 nov., donne des résultats très sensiblement différents: le pourcentage des Français partisans d'une alliance militaire "entre les pays de l'Europe de l'Ouest et les Etats-Unis" s'élèverait à 35 % des personnes interrogées contre 24 % seulement partisans "d'une neutralité absolue". (22 % se montrant favorables à "une alliance militaire entre les pays de l'Europe de l'Ouest, mais indépendante des Etats-Unis").

(3) Jean Cau. *Pourquoi la France*, la Table ronde, 1975. 160 p. P. 138.

(4) Jean Cau. *Op. Cit.*, p. 73

(5) Edmond Jouvé. "Le problème des alliances" in *Les conditions de l'indépendance nationale dans le monde moderne. Actes du colloque international tenu à l'Institut Charles de Gaulle les 21, 22 et 23 nov. 1975. Edit. Cujas, p. 65 et suiv.*

(6) Paul-Marie de La Gorce "Les conditions internes de l'indépendance nationale" in *Op. cit.*, p. 70.

(7) Philippe de Saint-Robert. *Discours aux chûnes endormis*. Albin Michel, 1979, p. 40 et suiv.

(8) Jean Cau. *op. cit.*, p. 32

(9) *Légitimité que l'auteur de ce texte serait le premier à reconnaître et à défendre.*

(10) Philippe de Saint-Robert. *Op. cit.*, p. 124

(11) Nous n'ignorons pas que, comme bien d'autres formules maurrassiennes l'expression de "la France seule" peut revêtir diverses significations et est donc susceptible de plusieurs interprétations. Le sens que nous lui attribuons ici s'impose cependant à la lecture des textes, avec une parfaite évidence. Cf Charles Maurras. *la Seule France*. Lyon, Lardanchet, 1941. 328 p. Parmi bien d'autres citations: "L'Allemagne a vaincu, cela la regarde, l'Angleterre nous a jetés au devant de la catastrophe, tant mieux pour elle si elle s'en sauve, nous n'avons pas plus à l'en tirer qu'elle ne s'est donné la peine de nous en tirer nous-mêmes. La France! la France! c'est au salut de la France que nous avons le devoir de nous consacrer exclusivement"... P. 36 et suiv. Cette attitude se trouve d'ailleurs en contradiction avec d'autres textes antérieurs à 1940 où Maurras affirmait l'existence, face à la barbarie hitlérienne, d'une communauté de civilisation entre la France et la Grande-Bretagne.



# L'INFLATION, CE MAL QUI RÉPAND L'INQUIÉTUDE ...

Interview de Roger PARTRAT

*Henri Bourbon - Le Conseil Economique et Social a consacré une de ses récentes délibérations au problème de l'inflation. Vous avez été, Roger Partrat, chargé de présenter le rapport et le projet d'avis sur ce sujet. Rapport et projet d'avis qui ont été adoptés à une large majorité par cette Assemblée. On comprend le souci du Conseil Economique et Social de se pencher sur cette grave question qui préoccupe de nombreux pays et plus particulièrement le nôtre. En France le taux d'inflation annuel voisine maintenant 14 %, tandis qu'aux U.S.A., en Allemagne, en Grande-Bretagne les rythmes annuels de hausse des prix descendent et se situent autour de 6 %. Le différentiel d'inflation s'accroît à notre désavantage; notre compétitivité s'affaiblit, le franc devient plus vulnérable. Situation délicate dont le gouvernement français reconnaît qu'elle est préoccupante. L'inflation semble une composante permanente du paysage économique de la France. Bien qu'il y ait un changement complet de politique économique avec le nouveau septennat (stratégie de soutien à la croissance, relance de la consommation, accentuation du déficit budgétaire) on demeure encore dans une situation où pour le moment progressent chômage et inflation.*

- *Ma première question : l'inflation est-elle, selon vous, un mal chronique dont souffre l'économie française et dont nous trouvons la trace persistante jusque dans nos souvenirs les plus lointains ?*

- Un examen, même succinct, du passé est nécessaire pour mieux réfléchir aux problèmes de l'inflation "moderne". Nous avons constaté, en premier lieu, que, exclusion faite des lendemains de la Libération, les variations de prix étaient beaucoup plus amples avant la dernière guerre qu'après. A titre d'exemple, en 1926 et en 1936, la hausse du coût de la vie approchait 30 % l'an, les chutes de prix observées en 1920, en 1932 et 1935 avoisinaient 10 % l'an; comparé à ces mouvements, notre inflation actuelle peut paraître modérée !

Sans doute, faut-il être très prudent dans des comparaisons d'aussi longue période, car les structures de consommation et par conséquent de prix, ont subi des transformations considérables. Il n'en reste pas moins que les prix que le consommateur supporte pour ses achats, quel que soit le mode de vie fluctuent beaucoup moins depuis trente ans. Il faut sans doute voir là le rôle actif joué par les progrès de la pensée économique, le renforcement et l'affinement des interventions et des moyens d'action de la puissance politique, la rationalité et la cohérence accrue des décisions prises par les acteurs de la vie économique et, enfin, la multiplication des pratiques d'échanges et de concertation entre les Etats

dans le monde.

- *Qu'en est-il alors de l'inflation depuis 1950 ?*

- Eh bien ! Nos souvenirs sont parfois trompeurs ! La IV<sup>e</sup> République tant décriée pour son instabilité chronique, n'a pas fait moins mal que la République qui lui a succédé. De 1950 à la mi 1952, les prix ont connu une envolée en relation avec la guerre de Corée et les tensions fortes sur les marchés de matières premières; en 1958, les troubles liés à la guerre d'Algérie ont provoqué une nouvelle flambée (15 %). Mais, de 1952 à 1957, l'indice du coût de la vie a augmenté de 7 % en quatre ans. Résultat remarquable que l'on a jamais retrouvé par la suite !

Depuis 1959, il nous faut distinguer trois périodes, et cette distinction est importante, car elle n'est pas spécifique à l'économie française; elle marque l'évolution de l'ensemble du monde occidental et déborde largement la seule considération de l'inflation.

- *Que voulez-vous dire par là ?*

- Je veux dire que ces trois périodes correspondent à trois cycles économiques bien déterminés, avec leurs caractéristiques propres et l'inflation n'est que l'une d'entre elles.

De 1959 à 1968, nous entrons, avec l'ensemble de nos partenaires industrialisés, dans un cycle d'expansion forte liée sans doute au démantèlement des barrières tarifaires aux échanges, à la constitution d'un vaste marché européen, mais aussi à la faiblesse persistante du coût de l'énergie et des matières premières. Sur ce dernier point, il est incontestable que le monde industrialisé a bâti une partie de sa prospérité récente au détriment de ses fournisseurs de base, c'est-à-dire des pays du tiers-monde. La France a toujours préconisé, quelle que soit la tendance de son gouvernement, de Mendès-France à De Gaulle, de Giscard à Mitterrand, l'organisation des marchés des matières de base, sans être jamais entendue par les pays du monde libre. On a payé depuis dix ans le prix de cette imprévoyance, non seulement en ce qui concerne la nécessité morale et physique d'une réduction des inégalités de développement, mais aussi, sur le plan strictement économique, par les retards apportés à la recherche et à la mise en exploitation de nombreuses ressources de base, notamment charbonnières.

Mais revenons à la période 1959-1968: la croissance y est forte, la création de richesses permet de satisfaire à la fois l'expansion des besoins de consommation matériels d'investissements; les équilibres extérieurs sont, dans l'ensemble, respectés et la principale préoccupation des gouvernements, notamment en France, est d'organiser la régulation de cette croissance, pour éviter que les pénuries de main d'œuvre ou les excès de demande de la part des ménages et des entreprises ne provoquent des tensions inflationnistes susceptibles de provoquer une interruption, même légère, de ce mouvement de fond. L'heure est à la régulation, à un pilotage nuancé pour rechercher l'optimum d'une croissance obtenue dans des conditions relativement équilibrées. C'est l'époque où le Ministre des Finances d'alors peut proposer que l'on inscrive l'équilibre budgétaire comme une obligation constitutionnelle.

Dans notre pays, l'inflation oscille alors entre 2,5 % et 4 % l'an, sauf en 1962 et 1963, où elle atteint 4,5 % environ, au moment des événements liés à l'indépendance algérienne. Cette inflation est un peu supérieure à celle des autres pays industrialisés: de 1960 à 1968, elle atteint 3,8 % en moyenne, contre 3,3 % pour la moyenne des autres pays de la Communauté européenne. Le différentiel d'inflation d'un demi-point est d'ailleurs en large partie compensé par des gains de productivité supérieurs à ceux de nos partenaires.

*A partir de 1968 et jusqu'en 1973, s'amorce brusquement un deuxième cycle, où l'inflation s'accélère nettement pour atteindre un rythme annuel compris entre 5 et 7,5 % l'an.*

*- Mais cette accélération n'est-elle pas imputable en France à la crise de mai 1968 ?*

- Bien sûr, en France, la crise de mai 1968 avec son cortège de hausses de salaires très amples, et sa conséquence inévitable, la dévaluation du franc d'août 1969,

explique la montée du rythme de la hausse des prix; mais les mesures anti-inflationnistes adoptées par la suite n'empêchent pas l'accélération de l'inflation; l'enchérissement du coût de la vie atteint au cours des quatre années 1970 à 1973 successivement: 5,1 %, 5,5 %, 6,2 %, 7,3 %: le mouvement est tout à fait significatif. Et d'ailleurs, il n'est pas propre à la France. Partout, dans le monde occidental, aussi bien dans les pays où surgissent des troubles en 1968 (Etats Unis, Italie) que dans les autres, on observe une accélération analogue de l'inflation. Sur la période 1959-1973, la France enregistre une hausse moyenne des prix de 5,9 %; dans l'ensemble de la Communauté Européenne, la hausse atteint 5,5 %. Même la R.F.A. championne du monde de la stabilité des prix, passe d'une tendance de 2,8 % l'an à 4,1 % à partir de 1968.

*- Comment expliquez-vous cette convergence d'évolution dans tous les grands pays industriels ?*

- Le monde occidental connaît à cette époque un véritable "boom" économique, la croissance reste forte, la consommation progresse sensiblement et les équipements industriels plus encore. La France n'a jamais connu en 1973 un taux d'investissement aussi fort: 24 % du Produit National Brut. Cette expansion est analogue dans les autres pays; mais on voit aussi apparaître les premiers signes de dérèglement des mécanismes économiques et monétaires. Parmi les plus significatifs, je citerais: le déficit élevé de la balance des paiements des Etats-Unis, en partie imputable à l'effort consenti par ce pays dans la guerre du Viet Nam. L'afflux de dollars émis en contrepartie de ce déficit suscite des inquiétudes grandissantes à l'étranger (rappelons-nous les diatribes du Général de Gaulle contre le dollar !): en 1974 le Président Nixon rend caducs les accords de Bretton-Woods, ce qui met un terme au fonctionnement d'un système monétaire international reposant sur des parités fixes. A partir de cette décision, les déséquilibres monétaires entre les zones dollar, européenne, et yen peuvent s'amplifier d'autant plus qu'au fil des ans, le développement des échanges commerciaux a entraîné la constitution d'un véritable réseau de banques internationales et la création d'un marché monétaire correspondant sur lequel les autorités nationales n'ont guère de prise. C'est à cette époque que l'on découvre l'importance des euro-dollars, plus généralement des euro-marchés.

D'autres faits sont également significatifs. La pénurie de main-d'œuvre qualifiée et la bonne tenue des marchés provoquent des surenchères salariales qui avoisinent sensiblement le niveau des salaires. Malgré l'importance des investissements, le rythme d'augmentation de la productivité diminue; il semble bien que nous arrivions à l'époque au terme d'un long cycle d'expansion et que la baisse de l'efficacité du capital investi en soit l'une des manifestations évidentes. Quant aux prix des matières premières et de l'énergie, ils ne jouent aucun rôle dans ce mécanisme d'inflation, puisque leur niveau reste relativement faible. A cela s'ajoute la montée régulière du chô-

mage, qui passe de 300.000 en 1968 à plus de 500.000 en 1973. Le parallélisme des deux courbes d'inflation et du chômage est d'ailleurs étonnant, mais il faut se méfier des fausses corrélations !

*- C'est une sorte de fin de cycle que vous décrivez pour l'année 1973. Aurions-nous donc connu les mêmes difficultés que celles que nous avons rencontrées depuis, s'il n'y avait pas eu la rupture des prix de l'énergie en décembre 1973 ?*

- Non, sans doute; mais il est évidemment impossible de décrire une situation hypothétique. La science économique n'est pas - heureusement ou malheureusement - une science exacte. Toutefois déjà le monde occidental se dirigeait vers une récession économique qu'il lui aurait fallu plusieurs années pour surmonter.

Abordons maintenant la troisième période de 1973 à 1981.

La crise pétrolière, surgie aux lendemains de la guerre du "kippour", accentue fortement la gravité des difficultés rencontrées par les économies occidentales, déjà fragilisées par l'évolution antérieure. Le choc est multiforme

- aggravation considérable du déséquilibre commercial extérieur

- effet direct sur les prix par la hausse des cours des matières de base.

- effet indirect différencié selon le degré d'utilisation du pétrole et de ses denrées dans les diverses branches industrielles (sidérurgie et textile synthétique)

Ce choc se répercute en ondes concentriques :

- les prix des matières s'envolent en même temps : de fin 73 à fin 74, ils auront doublé.

- les salaires, généralement déterminés par des conventions collectives qui en réglent l'indexation sur les prix, augmentent dans des proportions très fortes : de 1973 à 1975, les coûts salariaux unitaires augmentent de 14 % en France, soit un taux voisin de celui observé, en moyenne, dans la Communauté Européenne.

L'inflation atteint alors un nouveau palier supérieur à 10 % l'an, jusqu'en 1976; depuis lors, et malgré les efforts de rigueur budgétaire et monétaire accomplis par le gouvernement Barre, elle n'est jamais redescendue au dessous de 9 %. Mais la situation n'apparaît pas tellement différente dans les autres pays industrialisés.

*- Mais alors, Roger Partrat, peut-on penser que la France ait lieu de s'inquiéter davantage que les autres pays ?*

- Oui, dès cette époque, pour trois raisons au moins.

1) Les entreprises françaises étaient déjà en 1973 dans une situation financière assez fragile : elles s'étaient beaucoup endettées pour réaliser un niveau élevé d'investissements. La forte poussée des coûts des matières premières de base et des salaires en 1974 réduit largement les marges d'exploitation, et induit un nouveau comportement donnant la priorité à l'assainissement financier. Il en résulte une forte diminution des investissements productifs qui, en 1978 étaient encore à 20 % environ au dessous de leur niveau de 1973. Quant aux investissements réalisés, on constate également un changement d'objectifs : avant 1973, le rapport entre les investissements consacrés aux extensions de capacité de production (que l'on peut estimer globalement créateurs d'emploi) et les investissements visant à la modernisation des matériels de production (plutôt "économiseurs" d'emplois) était de deux à un ; après 1973, ce rapport s'inverse, il passe de un à deux. Ces évolutions pèsent lourdement sur le niveau de créations nettes d'emploi et sur le rythme de la croissance.

2) Contrairement à la plupart des nations industrialisées, notre pays bénéficie d'une forte augmentation de la population d'âge actif par suite d'un double mouvement : accroissement du nombre des 16 et 18 ans et diminution du nombre des personnes arrivant à l'âge de la retraite. C'est près de 250.000 personnes qu'il faudrait intégrer dans la vie économique chaque année alors que le rythme de créations d'emplois ne dépasse pas 100.000.

3) Si la hausse des prix, entre 1975 et 1978, n'était pas en France tellement plus forte qu'à l'étranger, je dois ajouter que la R.F.A., les Pays-Bas, et d'autres pays parvenaient à résorber graduellement leur niveau d'inflation. C'est au dérèglement complet des prix au Royaume-Uni et en Italie que nous devons de sauvegarder notre position moyenne. Cette évolution contenait déjà en germe ce qui allait se produire au cours des toutes dernières années.

*- Ainsi nous arrivons à la situation présente. Qu'y a-t-il de nouveau sous le ciel de l'inflation ?*

- Trois faits méritent d'être mis plus particulièrement en lumière :

- La situation économique du monde industrialisé tendait à s'améliorer au cours de l'année 1978; le rythme de la croissance, notamment en France, commençait à se redresser, les investissements devenaient plus dynamiques, et même le chômage marquait une augmentation très relative. Malheureusement, la demande de produits pétroliers retrouvait aussi une allure fortement ascendante et les pays de l'OPEP ont décidé, en décembre 1978, à Caracas une nouvelle étape de hausse qui a fait passer le prix du baril de 15 dollars à 30 dollars en quelques mois. Nous sommes repartis dans le même cycle que celui que j'ai décrit précédemment pour les années postérieures à 1973 : nouvelles hausses des prix et des salaires, baisse des marges des entreprises et des

investissements, aggravation des problèmes de l'emploi.

- Aucun pays n'a échappé à cette évolution, mais l'Allemagne, les pays du Bénélux, le Japon, ont mieux résisté qu'après 1973 à l'enclenchement de l'engrenage inflationniste. Si la hausse moyenne des prix en France entre 1978 et 1980 a atteint 12 %, elle n'a été que de 10,5 % pour la moyenne de la Communauté Européenne, et surtout de 4,6 % en R.F.A. Le différentiel d'inflation s'élargit donc.

- Depuis le début de 1982, la mise en oeuvre de politiques rigoureuses aux États Unis, au Royaume uni et la poursuite de la politique allemande, qui s'accompagnent toutes d'une poussée forte du chômage, aboutissent à une résorption rapide de l'inflation. L'enchérissement annuel des prix dans ces pays est tombé au dessous de 5 %, où priorité a été donnée à la lutte contre l'inflation, au détriment du chômage. En France, le choix a été opposé, la politique de relance par le budget et par la consommation a entraîné une nouvelle poussée à la hausse des prix, une détérioration grave de la balance commerciale, mais le chômage a marqué une tendance plus modérée dans sa progression depuis six mois.

La situation paraît très préoccupante car les marges de manoeuvre de notre pays semblent maintenant très restreintes pour espérer se dissocier des évolutions actuelles de la conjoncture internationale. Quant à la stabilité du franc, elle paraît très largement compromise !

- *Au terme de cette analyse, l'inflation paraît un phénomène très complexe ! Quelles sont, selon vous, les motifs qui font que la France soit plus sensible que d'autres, par exemple, la R.F.A., à l'inflation ?*

- Oui, l'inflation est un phénomène hautement complexe et les experts, comme les hommes politiques, s'affrontent violemment sur les causes et les remèdes. Si l'on examine les causes attribuées à l'inflation, il faut distinguer les théories et les idéologies.

Pour les idéologues marxistes, ce sont le dérèglement du système capitaliste, la concentration du capital au profit de sociétés multinationales, la baisse de la rentabilité de ce capital qui expliquent l'inflation. Pour les idéologues du capitalisme, c'est au contraire l'aggravation du poids de l'État, des réglementations et le mauvais fonctionnement de la concurrence qui est à la base de nos difficultés.

Sur le plan des théories socio-économiques, même s'il y a souvent chevauchement dans les prises de position des chercheurs, il est utile de distinguer plusieurs types d'inflation : l'inflation par la demande, l'inflation par les coûts, l'inflation monétaire et l'inflation sociologique.

*L'inflation par la demande* résulte d'un excès de demande globale (qu'elle soit de consommation, d'investissement ou d'exportation) par rapport à l'offre résultant des capacités de production disponibles. C'était sans

doute le type d'inflation dominante pendant les années cinquante et soixante et toute l'action de l'État consistait à réguler le niveau de cette demande par le biais des finances publiques et des taux monétaires. La dernière période ne peut s'interpréter comme inflation de demande, bien au contraire, puisque l'utilisation des capacités de production est restée depuis 1974 à un niveau très modeste.

*L'inflation par les coûts* résulte d'une poussée autonome des coûts qui entrent dans le prix de vente des produits. Pour l'essentiel, on y trouve le coût de l'énergie et des matières premières, les coûts salariaux, les coûts "fiscaux", c'est-à-dire le poids de l'impôt direct ou indirect prélevé sur les circuits de production, et enfin les coûts financiers.

C'est manifestement à ce type d'inflation qu'il faut rattacher la situation présente, telle qu'elle résulte de l'évolution enregistrée depuis 1974.

Tous les coûts ont pesé, et pèsent encore à la hausse par une sorte d'engrenage que les pouvoirs publics ne parviennent pas à maîtriser.

Une autre interprétation de l'inflation a pris une importance croissante, ces dernières années, puisqu'elle est devenue en quelque sorte la doctrine officielle du gouvernement américain. C'est avec Milton Friedmann, l'école des monétaristes, pour laquelle *l'inflation est monétaire et n'est que monétaire*. Certes, des manifestations économiques sur les coûts ou la demande, ou la production peuvent résulter de l'inflation, mais ce ne sont que des phénomènes superficiels : c'est l'excès de besoins monétaires qu'il faut juguler. D'où une politique dure de taux d'intérêt pour casser les anticipations inflationnistes et réduire le niveau d'activité jusqu'à l'assainissement complet de la situation financière du pays.

Enfin, je ne pourrais évoquer que brièvement d'autres *interprétations à caractère structurel ou sociologique*. Et pourtant, elles ont, elles aussi, leur intérêt car elles comportent chacune une part de vérité. Par exemple, l'organisation de plus en plus structurée de nombreuses catégories socio-professionnelles fait surgir une société de corporatisme, de "lobby", où les groupes sociaux s'affrontent pour modifier, chacun à son profit la distribution des richesses économiques. Cette évolution a d'autant plus d'ampleur que notre société devient une société de redistribution des revenus par le biais de l'impôt et des transferts sociaux.

D'autres interprétations soulignent le caractère non maîtrisable par les autorités nationales d'un système bancaire international qui génère des masses considérables de crédits. Le système a pris une extension considérable avec le recyclage des excédents financiers des pays pétroliers. On estime aujourd'hui à plus de mille milliards de dollars les actifs monétaires détenus sur les euro-marchés !

*- Mais je répète ma question : pourquoi la France est-elle plus touchée que d'autres pays par l'inflation ?*

- Observons d'abord que dans les périodes d'évolution stable, la France n'a pas obtenu des résultats beaucoup plus médiocres qu'ailleurs en matière d'inflation. De 1953 à 1957, de 1959 à 1967, et de 1969 à 1973, et même jusqu'en 1978, le différentiel d'inflation a été assez faible. Mais, de temps à autre, surgissent des événements dont les effets inflationnistes ne se résorbent que de façon graduelle, et conduisent à des dévaluations fortes, plus ou moins retardées.

C'est le cas en 1958 avec les troubles liés à la fin de la IV<sup>e</sup> République; c'est de nouveau le cas en 1968, avec la crise de mai, dont les effets ne seront maîtrisés qu'en fin d'année 1969. C'est le cas en 1974, avec les effets du premier choc pétrolier qui conduit à la sortie du serpent monétaire européen. C'est le cas en 1981 avec le changement de majorité et sa politique de relance qui aboutit aujourd'hui, dans une conjoncture internationale déprimée, à une forte aggravation de notre écart inflationniste avec l'étranger.

Pourquoi la France est-elle plus sensible aux dangers inflationnistes que la R.F.A. et ses pays voisins, comme la Belgique ou les Pays Bas ? Je pense que les raisons en sont complexes et je ne me hasarderai pas à les citer de façon exhaustive. Sans doute, l'Allemagne a-t-elle gardé le souvenir des dérèglements inflationnistes considérables qu'elle a vécus avant et immédiatement après la dernière guerre : cette explosion d'inflation et les drames qu'elle a provoqués ont profondément marqué la conscience collective du peuple allemand. La société française est aussi une société plus divisée que l'allemande, car les mutations extraordinaires que nous avons connues en une trentaine d'années pour parvenir au stade d'une nation industrialisée moderne ont été beaucoup plus récentes. Nous restons aussi largement influencés par un comportement très individualiste, qui nous fait considérer avec méfiance les disciplines ou l'intérêt de la collectivité. En Allemagne au contraire, l'augmentation du chômage a été le signal qui a conduit les syndicats à accepter... des baisses de pouvoir d'achat pour mieux défendre le niveau de l'emploi. Les difficultés rencontrées par le pouvoir actuel pour faire accepter l'idée d'un partage réaliste du travail en sont un autre témoignage. Quant aux privilèges et aux inégalités de statuts, on ne les compte plus à tous les niveaux de la société...

*- Alors, comment parvenir à maîtriser l'inflation dans notre pays ? N'est-ce pas un constat d'impuissance que l'on est tenté de dresser ?*

- Comme l'a dit M. Jacques Delors devant le Conseil Economique et Social, il n'y a pas de solutions miracles. Mais cela ne doit pas signifier qu'il n'y a pas de solutions. C'est tout un ensemble de mesures, prises par les pouvoirs publics et acceptées par le corps social, qui pour-

raient permettre une résorption graduelle de l'inflation.

Il faut d'abord convaincre l'opinion publique de l'urgence d'une action de lutte contre l'inflation. Il y a un effort d'information à entreprendre pour montrer les conséquences de l'inflation sur les inégalités d'emplois et de situations de revenus, sur les inégalités de patrimoine.

Il faut ensuite que l'Etat donne l'exemple. Car l'Etat ne perd jamais avec l'inflation; les recettes fiscales sont indexées sur la valeur des transactions et des revenus, parfois même accélérées par le taux de la progressivité de l'impôt; quant à son endettement, le poids du remboursement des emprunts passés diminue à la mesure de la hausse des prix ! Donner l'exemple d'une plus grande rigueur dans la gestion publique au sens large, c'est-à-dire y compris le budget social, serait essentiel pour accréditer l'idée que la situation doit être maîtrisée.

Cette rigueur ne passe pas nécessairement par une réduction brutale des dépenses publiques, mais elle doit résulter de l'application de disciplines très fortes

1) Le montant du déficit budgétaire ne doit pas dépasser une fraction clairement déterminée de la masse d'épargne disponible sur le marché financier. C'est une erreur fréquente, qui consiste à comparer le niveau de l'endettement public au seul Produit national brut, sans tenir compte des structures de financement existantes; ainsi l'Allemagne de l'Ouest ou les Etats Unis peuvent se permettre un déficit public plus élevé qu'en France, car leur marché financier y est beaucoup plus large.

2) Les administrations publiques doivent payer le prix "réel" de leur endettement; autrement dit, tous les mécanismes de financement de ces administrations devraient reposer sur des taux d'intérêt correspondant au moins au rythme de l'inflation. Chacun connaît les avantages dont bénéficient les collectivités locales pour leurs emprunts, qui sont financés largement par les fonds déposés à bas taux d'intérêt dans les Caisses d'épargne.

3) Quant aux transferts sociaux et à la Sécurité Sociale, il serait indispensable que la solidarité nationale soit assumée plus par les ménages, que par les entreprises. Sur ce point, certains débats sont parfaitement hypocrites, puisque augmenter les cotisations sociales à charge des entreprises, revient à accélérer le rythme de la hausse des prix... qui sont payés par les ménages.

*- Donc, davantage de rigueur budgétaire; mais alors, vous qui n'êtes pas monétariste, est-ce que vous rejettez l'orientation de la politique économique américaine ?*

- Une politique de régulation monétaire est indispensable à la maîtrise de l'inflation, mais elle ne peut en aucun cas y suffire. Elle doit être insérée dans un ensemble d'autres dispositifs d'ordre budgétaire, fiscal, ou portant sur les revenus. Elle doit être également graduelle, pour éviter qu'une action directe trop brutale sur l'infla-

tion ne s'accompagne d'une récession trop grave. Car c'est bien l'inconvénient majeur de la politique monétaire "dure" pratiquée par les Etats-Unis: ne s'attaquant pas au problème du déficit budgétaire de l'administration américaine, cette politique risque de casser ou de compromettre par la pratique de taux d'intérêt trop élevés les ressorts de l'investissement des entreprises.

- *Question brutale et brève: que peut-on faire ?*

- A l'action sur les finances publiques et la monnaie, il faut ajouter nécessairement une maîtrise plus grande de l'évolution des revenus. C'est par ce dispositif d'ensemble que passe la compétitivité de notre économie, et par conséquent la bonne tenue du franc. Et c'est en cela que la politique menée par Raymond Barre était fondée. Souvent on considère la parité du franc comme une variable avec laquelle on pourrait aisément jouer pour mieux satisfaire les priorités internes de la politique économique et sociale: c'est une erreur profonde. La confiance dans notre monnaie permet des mouvements de capitaux internationaux favorables à notre économie, et réduit le niveau du taux d'intérêt correspondant à ces mouvements. Ainsi, à l'automne 80, alors que le taux d'intérêt américain était déjà très élevé, proche de 20 %, la stabilité très grande du franc permettait de maintenir nos propres taux d'intérêt à des niveaux de l'ordre de 11-12 %. Croire que l'on peut améliorer notre compétitivité par une politique de dévaluation régulière du franc, aboutirait à une spirale inflationniste désastreuse. Pour être réussie, une dévaluation exige une politique d'accompagnement très rigoureuse: autant en faire l'économie et être rigoureux avant plutôt qu'après...

C'est du côté des revenus qu'il faut aussi se tourner. Relancer d'abord une mission d'études et de propositions analogues à la Commission Rueff-Armand, des années 1959, pour faire le point actuel sur les obstacles de tous ordres à la désinflation. Puis, dans le cadre du Plan, dont les méthodes sont en cours de renouvellement, organiser chaque année une grande conférence annuelle sur les Revenus pour examiner ensemble, gouvernements et partenaires sociaux, les évolutions compatibles avec la reprise des investissements et l'amélioration de notre compétitivité.

Certes, il ne s'agit pas de remettre en cause la liberté de négociations de partenaires sociaux, souvent très attachés — fort légitimement — à la politique contractuelle. Il s'agit de fixer les grandes orientations compatibles avec le redressement durable de l'emploi; chacun ensuite pourra exercer sa liberté, et aussi sa responsabilité, compte-tenu des orientations préconisées lors de cette conférence.

- *Vous proposez de relancer la politique des revenus, qui avait pourtant abouti à un échec en 1965?*

- Si, par politique des revenus, il faut entendre une police des salaires et des autres revenus, alors certaine-

ment pas ! Une telle politique supposerait une organisation centralisée et dirigiste de la société française, qui me paraîtrait tout à fait inadaptée, voire nocive.

Mais il faut fixer les règles du jeu social et faire connaître davantage à l'opinion publique les risques qu'il y aurait à les outre-passer. Pour assumer sa responsabilité, il faut que chacun connaisse réellement l'enjeu. Il est évident que des hausses de prix et de salaires situées, par exemple, à une hauteur de 5 % auront un effet très positif sur l'emploi — par le biais de nos exportations et de la défense de notre marché national — alors que des hausses voisines de 15 % exerceront des conséquences négatives: et pourtant le pouvoir d'achat reste le même dans les deux cas !

- *Vous pensez donc que l'on peut guérir des maux inflationnistes?*

- Il le faudra bien ! Sinon notre économie connaîtra un déclin graduel par inadaptation à l'effort d'imagination, d'initiative et de rigueur qu'exige impérieusement un monde en mutation rapide. Notre pays ne se maintiendra dans le concert des nations développées que si les pouvoirs publics et le corps social prennent la mesure des risques du présent. La maîtrise de l'inflation est un aspect particulier du problème d'ensemble qui nous est posé: comment trouver les chemins d'une croissance équilibrée susceptible d'inverser la courbe du chômage. Il faudra, outre l'initiative, l'imagination et la rigueur, un grand esprit de solidarité. Est-ce possible dans une France dont tout le système politique repose et amplifie la division du pays? La parole est aux politiques...

- *Au moment où se déroule notre entretien, le Gouvernement vient de décider un réajustement du franc, c'est-à-dire une nouvelle dévaluation. Comment situez-vous cette dévaluation, assortie d'un blocage temporaire des prix et des revenus, par rapport à vos conclusions sur l'inflation?*

- J'ai déjà souligné l'aggravation de notre différentiel d'inflation avec nos principaux partenaires industrialisés. La dévaluation du franc était inévitable à plus ou moins brève échéance; elle rétablit notre niveau de compétitivité. Mais en tant qu'instrument de politique économique, une dévaluation n'a pas de signification par elle-même, sauf à introduire de nouveaux facteurs inflationnistes par le jeu des prix à l'importation. Tout dépend en fait du cadre politique et économique dans lequel elle se situe. Les mesures d'accompagnement prises par le Gouvernement sont rigoureuses en ce qui concerne les prix et les salaires. Mais il s'agit surtout de savoir comment nous sortirons de la phase provisoire de blocage de ces prix et de ces salaires; il me paraît superflu de souligner que des sacrifices ne pourront pas être demandés aux partenaires sociaux si l'État lui-même ne témoigne pas du souci d'une plus grande rigueur dans la gestion des finances publiques.

***Roger Partrat était interviewé par Henri Bourbon.***

# EDUARDO FREI ET LE DRAME D'UNE DÉMOCRATIE

par François FRANCOU

*Dès le coup d'Etat chilien de septembre 1973 et sous le titre: "une démocratie assassinée", France-Forum, analysait le triste épisode dans le style qui convenait et Etienne Borne s'exprimait en des termes qui n'ont rien perdu de leur actualité. (F.F. d'octobre-novembre 1973).*

*"Ce qui se passe au Chili... s'appelle l'intolérable. Que l'armée saccage la légalité, fasse du palais présidentiel une ruine-calcinée... dissolve les deux assemblées ainsi que tous les partis, gouvernementaux et oppositionnels, et que dans le vide institutionnel et politique ainsi créé, elle installe ses hommes à la tête de tous les pouvoirs, y compris le judiciaire et l'universitaire, qu'elle considère tout une part de la nation et la plus démunie de ressources, de sécurité et de dignité comme un membre gangrené qu'il s'agirait maintenant de traiter par la plus expéditive des chirurgies, ...cette sinistre constellation d'événements requiert d'abord un cri d'indignation".*

*On s'interrogeait en Europe sur l'attitude, après le coup de force, de la démocratie-chrétienne chilienne et de son leader Eduardo Frei qui, avant l'élection de Salvador Allende, avaient exercé six ans le pouvoir et engagé une politique de réformes économiques et sociales, représentant ainsi pour les problèmes du Chili et l'Amérique latine, l'espoir d'une solution démocratique, faussée par l'impatience révolutionnaire des uns et écrasée par la répression réactionnaire des autres. Selon la conclusion du texte signé d'Etienne Borne, "les raisons chrétiennes et démocratiques une fois encore conjuguées" n'appelaient face au coup de force qu'une politique et une seule, "la résistance". Or l'attitude passive et hésitante de la Démocratie chrétienne du Chili n'était pas sans provoquer quelque émotion en Europe et notamment dans l'Internationale démocrate-chrétienne. Une légende tenace veut que Frei ait eu une attitude complaisante et même complice à l'égard de la dictature. Perplexité des premiers moments, vite rompue. Eduardo Frei, si sa conviction démocratique lui interdisait tout appel à la violence, a été un opposant résolu à un régime qui est la version chilienne du franquisme et ses obsèques en février dernier ont été l'occasion d'une manifestation contre la dictature, qui, comme en Pologne, rassemblait une jeunesse pour laquelle a repris tout son sens le mot de liberté.*

*Au moment de cette mort on a vu réapparaître ici et là le stéréotype malveillant dont Eduardo Frei est la victime. Aussi par souci de justice proposons-nous le témoignage d'un de nos amis qui, religieux, anime depuis de longues années à Santiago l'une de ces communautés de base qui sont l'une des caractéristiques de l'Eglise en Amérique latine. François Francou a vécu, c'est à dire observé et agi, sous les divers régimes que depuis quelque vingt ans a connus le Chili. Il a été en rapport avec Frei; il dit ce qu'il a vu et entendu avec sérénité et simplicité.*

*François Francou occupe une bonne place dans la littérature philosophique et religieuse de ce temps. Entre autres publications, il est l'auteur de deux livres où il fait état de son expérience chilienne, mais qui portent par l'universalité des problèmes traités au delà de cette expérience dont sont nourris l'un et l'autre ouvrage.*

*Dans "Le Chili, le socialisme et l'église", François Francou faisait le bilan des trois années d'"Unité populaire" (1970-1973), montrant ce qu'avait de fascinant l'ampleur des ambitions au début de la présidence d'Allende et expliquant les raisons de leur tragique avortement. Pour reprendre une de ses formules c'est la guerre idéologique qui a eu raison de la démocratie.*

*Pour remonter des effets aux causes, le Père François Francou écrira "L'Evangile d'abord" (2). L'idéologie, qu'elle soit de droite ou de gauche est la première responsable des malheurs des peuples. Aussi faut-il que l'annonce de l'Evangile soit libérée de toute mésinterprétation idéologique. D'où le titre du livre. L'Eglise ne peut ni être au service des pouvoirs établis sous prétexte d'ordre à maintenir ni sous prétexte de justice à établir laisser manipuler son message par de contre-pouvoirs révolutionnaires, qui sont eux aussi des pouvoirs. L'évangélisation ne se sépare pas d'un combat pour les droits de l'homme et les droits du peuple. Combat vraiment évangélique s'il n'est pas perverti comme il arrive en Amérique Latine par une idéologie marxisante qui s'infiltré jusque dans les théologies dites de la libération, et qui finit par faire se poser en termes d'alternative insoluble les problèmes de tout un continent.*

*Heurtant trop de préjugés établis, l'œuvre de François Francou n'a pas eu dans la presse, même chrétienne, l'audience qu'auraient méritées tant d'expérience et de rigueur intellectuelle et spirituelle. Raison de plus pour donner la parole à un témoin qui sait de quoi il parle.*

Henri Bourbon

1) Editions France-Empire 1976

2) Le Centurion 1980

**M**algré l'hommage qui lui fut rendu, une ombre plane sur la personne et l'œuvre politique d'Eduardo Frei: l'attitude qui fut la sienne à l'heure du Coup d'Etat militaire de septembre 1973, au Chili.

Cet homme fut sans doute combattu avec acharnement, à droite, par ceux qui lui reprochent d'avoir été par "sa révolution dans la liberté" le fourrier du marxisme au Chili, à gauche, par ceux qui l'accusent d'avoir par son opposition favorisé la venue des militaires au pouvoir. A les en croire - et c'est peut-être un hommage indirect - il n'y aurait au Chili et depuis vingt ans qu'un vrai responsable de l'histoire: Edouardo Frei. Lui qui s'est senti si profondément impuissant, surtout en ces dernières années, à en changer le cours !

Mais négligeons ces accusations contradictoires pour ne retenir que l'inquiétude de ceux qui lui sont proches par l'esprit. Beaucoup se demandent en effet, parmi ses amis, comment cet homme qui voulut être et qui fut, par les propos et les actes de toute sa vie, la sincérité et l'intransigeance même dans la défense de la démocratie, a pu, ne serait-ce qu'un moment, se taire et accepter comme inévitable la mainmise des militaires sur son pays ?

Je ne prétends certes pas élucider tous les problèmes qui se posent autour de l'attitude personnelle d'Eduardo Frei et du parti démocrate chrétien dont il était - on l'a bien vu lors de ses obsèques - non seulement le fondateur mais la conscience -, à travers l'histoire dramatique de la démocratie chilienne. Mais témoin de la vie chilienne depuis de nombreuses années et, ayant eu le double privilège de la vivre au milieu du peuple et d'approcher Eduardo Frei, je voudrais essayer d'apporter quelque lumière ou de dissiper, si c'est possible, quelques nuages.

Non que je crois que la mémoire de Frei ait besoin d'être défendue. Il eut été d'ailleurs le premier à admettre qu'il fut quelque peu dépassé par les terribles événements qui secouèrent son pays. "Je ne suis pas de Gaulle" disait-il à ses amis et il ajoutait avec humour: "Je n'ai de lui que la taille et le nez". Et pourtant de Gaulle avait reconnu en lui, lors de sa visite à Paris, "l'un des meilleurs hommes d'Etat de notre temps". Mais un homme d'Etat peut avoir des défaillances et pourquoi ne pas le reconnaître, même si elles ôtent à son œuvre le sceau de la grandeur...

Non, là n'est pas la question. Le problème porte au-delà de la personne d'Eduardo Frei et des événements du Chili. Il concerne tous les démocrates, en particulier ceux

d'inspiration chrétienne, et qui peuvent être pris un jour ou l'autre dans les mêmes tourmentes. Que peuvent-ils faire pour exorciser les démons de la guerre civile et de la dictature quand un pays entier court sur la pente entraîné vers l'épreuve de force par une dialectique sans pitié ?

Le problème est présent aujourd'hui presque partout en Amérique Latine et il peut l'être demain même dans une Europe occidentale exposée aux vents de l'Est.

Pour comprendre Eduardo Frei, il faut sans doute connaître quelque chose de sa carrière politique, de son caractère et de sa personne et j'en dirai d'abord quelques mots. Il faut aussi se rendre compte de ce que fut cette lente agonie de la démocratie chilienne au temps d'Allende et ce que furent ses causes, j'essaierai donc de les évoquer. Je pourrais peut-être alors tenter de répondre à la question: "que fit Eduardo Frei et qu'aurait-il pu faire pour conjurer l'événement ou lui donner un autre cours ?"

## I

Eduardo Frei était le fils d'un émigrant suisse marié à une chilienne. Un jour, il évoqua d'un mot son enfance modeste: "je n'avais qu'un costume et des souliers troués". Il appartenait donc à cette classe moyenne, pauvre et plus nombreuse au Chili qu'on ne le croit généralement, et son attachement à son pays était aussi profond - comme c'est le cas pour beaucoup de chiliens - que s'il était le fruit d'un plus vieil enracinement.

Venu à la politique par l'action catholique universitaire, il voyagea en Europe entre les années 32 et 34 et découvrit à Paris le philosophe Jacques Maritain dont il admira la pensée et pour lequel il professera durant toute sa vie un attachement que le maître lui rendra bien. Rentré à Santiago - il n'a alors que vingt deux ans - il adhère au parti conservateur - le seul parti qui s'offrait alors aux catholiques - Pas pour longtemps. Avec quelques amis, devant la résistance du parti "à réaliser les postulats de justice sociale et de réorganisation de l'Etat qui jusqu'alors dorment dans les programmes", il fonde très vite la "Phalange nationale" qui en dépit du titre n'a rien à voir avec la phalange espagnole, qui s'inspire déjà de la démocratie chrétienne et qui vingt ans plus tard en 1957, se transformera en Parti démocrate chrétien. Entre temps, il aura parcouru déjà une longue carrière politique: député, sénateur, ministre sous un gouvernement radical en 1945, mais surtout penseur et inspirateur de son parti. Il dirige un journal, il fonde une revue "Politica y Espiritu", il écrit. Toute sa vie d'ailleurs il saura unir la pensée à l'action, la chaleur du discours à la qualité de



l'analyse, et séduire par la gamme de ses dons aussi bien les milieux populaires que les jeunes universitaires.

En 1957, il est déjà candidat pour la seconde fois aux élections présidentielles et arrive bon troisième, derrière Alessandri et Allende. En 1964 il est élu Président de la République. En recueillant plus de 50 % des voix dans le vote populaire - ce qui s'est vu rarement au Chili, il n'a pas besoin de recourir au Parlement pour être désigné comme Président. "Ce qui compte, dit-il en rentrant au Palais de la Moneda, c'est la volonté de servir la justice et d'élever les conditions de vie des plus pauvres".

Durant six ans il s'efforce contre vents et marées, c'est-à-dire contre la gauche et la droite coalisées, de faire passer son programme dans les faits. A force d'obstination et ne pouvant pas toujours compter sur la majorité qui lui est indispensable dans l'une et l'autre Assemblée, il n'en arrive pas moins à faire reconnaître le droit syndical pour les travailleurs agricoles, à réaliser la Réforme Agraire avec distribution de terres et exploitation en coopératives, à faire une réforme scolaire et universitaire qui ouvre aux plus pauvres l'accès des Universités et enfin à mettre en place les organisations populaires qui permettent aux travailleurs de participer à la vie sociale et civique dans la gestion de leur quartier et aux femmes de faire leur promotion. Sans compter la "chilenisation" du cuivre, qui en accordant plus de 50 % des actions à l'Etat chilien constitue un pas décisif vers la nationalisation.

Au moment où l'on pouvait espérer que son successeur serait démocrate chrétien - la constitution lui interdisant de se représenter -, son parti se divisa et imposa la candidature de Radomiro Tomic qui n'était pas la meilleure à ses yeux. Lui cependant ne songea jamais à utiliser sa popularité qui était immense pour faire valoir son point de vue contre la majorité du Parti: il croyait trop à la démocratie, même interne, pour jouer si peu que ce soit au "caudillo". Après avoir tout fait pour éviter la brisure de son parti et quand l'élection présidentielle de 1970 eut amené Salvador Allende à lui succéder grâce au vote de confiance que lui accordèrent les démocrates chrétiens du Parlement, Frei transmit ses pouvoirs à Allende sans aucune hésitation - contrairement à ce que certains ont voulu faire entendre - mais non sans inquiétude, évidemment. Il était trop lucide pour ne pas voir les orages qui se préparaient: "dans les dix années qui viennent, affirma t-il au moment de quitter le pouvoir, le destin du pays ne sera pas seulement un défi politique formel". Raison de plus, ajoutait-il, pour continuer le combat auprès de ceux avec lesquels il avait toujours lutté.

Il n'en tra pas cependant aussitôt dans la lutte bien qu'il sentit dès le début vers quelle impasse l'Unité Populaire acheminait le pays. A l'occasion des élections municipales d'avril 1971, il reprit publiquement la parole: "on ne peut pas, dit-il, jouer avec le passé et le présent de ce pays: on ne peut sans légèreté ni enfantillage proclamer

la rupture". Mais c'est seulement moins d'un an avant la chute d'Allende, quand le pays frisait déjà la catastrophe économique et le chaos politique qu'il revint en première ligne du combat politique en acceptant d'être élu sénateur de Santiago avec un nombre impressionnant de suffrages (près de 400.000 voix) et d'être désigné par ses pairs à la Présidence du Sénat.

Bien qu'il s'effaçait devant les votes de l'Assemblée comme il s'inclinait devant les décisions de son parti, il ne cacha pas qu'il approuvait la loi qui donnait à l'armée le pouvoir de perquisitionner dans les usines pour retirer les armes qui avaient été confiées à certains groupes d'ouvriers. Il dénonça publiquement, fort de l'appui majoritaire des deux assemblées, les illégalités dans lesquelles était tombé le pouvoir sans pour autant accepter de proclamer avec la droite son illégitimité. Jamais cependant on ne l'entendit encourager publiquement les grèves des camionneurs ou des mineurs d'El teniente alors qu'il s'avérait de plus en plus qu'elles étaient l'expression d'un refus populaire face aux abus du pouvoir. A l'époque, plusieurs honnêtes citoyens parmi lesquels l'ancien ministre de l'Intérieur de Frei avaient été d'ailleurs assassinés par des bandes qui n'étaient pas sans liens avec le gouvernement.

Mais pour comprendre les dernières tentatives qui furent faites pour sauver la démocratie et leur échec, il convient de rappeler rapidement ce qu'était devenu le pays à la veille du coup d'Etat.

## II

On commence tout de même à se faire partout dans le monde une idée plus juste de ce qu'on appelle avec pudeur les événements du Chili. (1) Je crois en effet qu'elle a été d'abord perçue à travers le prisme déformant des passions et des partis-pris idéologiques.

On désirait tant qu'une expérience de socialisme démocratique réussisse et l'on disait tant que l'expérience d'Allende était cela qu'en dépit de tout ce que l'on savait d'elle: l'inflation et le chaos économique, les factions armées, la pénurie etc..., on ne voulut attribuer son échec qu'à la mauvaise volonté nord-américaine et à l'aide apportée par le Département d'état aux groupes réactionnaires qui se refusaient au socialisme.

Quelle que soit la part de vérité de cette interprétation, la réalité était encore plus complexe et plus décevante. En réalité la démocratie était agonisante. Frei, au mois d'août 1973 faisait une analyse lucide d'une situation qui devenait révolutionnaire:

"On cherche disait-il, à établir au Chili, à n'importe quel prix, un nouveau modèle de société: il faut détruire la précédente et changer les bases de l'économie. On a donc commencé par offrir un chemin légal vers le socialisme avec les meilleures intentions de respecter le droit et la liberté. Mais très vite on a découvert les difficultés

différents le parti socialiste chilien et le parti socialiste français.

Le parti socialiste chilien (et pas seulement le parti communiste) ici je ne veux pas parler d'Allende mais de son parti-, était typiquement marxiste par son idéologie et sa praxis. Il ne cachait pas sa volonté de conquérir le pouvoir total et reconnaissait que tôt ou tard il serait amené à remplacer le vote par le fusil pour réaliser cette conquête. Plusieurs de ses jeunes militants appartenaient au MIR (mouvement de la gauche révolutionnaire) qui était armé et dirigeait l'occupation par la force des propriétés et entreprises avec ses "cordons industriels". Plus encore que le PC, c'est le PS chilien qui poussait le pays, souvent contre la volonté d'Allende, à une situation révolutionnaire. C'est lui qui, pour répondre à la menace extrémiste de droite, fit introduire les armes clandestinement et les fit distribuer dans les usines. C'est lui qui tenta d'introduire la subversion dans l'armée. Quand vint le coup d'État, la situation dans le pays n'était plus démocratique, elle était révolutionnaire et aucun démocrate, quels que fussent son influence et son prestige, ne pouvait réussir à l'infléchir dans un sens démocratique.

Comme l'a bien vu Juan Garcés, le conseiller "républicain espagnol" d'Allende, il ne restait, avant la guerre civile, que deux possibilités d'une solution démocratique "soit l'entente de l'Unité Populaire avec la démocratie chrétienne", soit le recours à un référendum sur la définition des différents secteurs de l'économie qui, en modifiant la Constitution, permettait le recours au Peuple.

Le dialogue avec la "démocratie chrétienne" fut tenté un mois et demi avant la chute du régime. Frei non seulement ne s'y opposa pas mais il encouragea les membres du parti qui y résistaient à l'entreprendre. "Quand il n'y aurait qu'une chance sur un million, dit-il, il faudrait la tenter". Patricio Alwin au nom de la DC en fut chargé : il rencontra le Président Allende deux fois dans la même journée. Entre temps Allende put consulter ses amis. Il proposa l'étude de 12 dossiers (occupation d'usines, école unifiée etc). Patricio Alwin lui opposa qu'il fallait aller vite et que, si l'on voulait restaurer dans le pays la confiance, seul un gouvernement de salut public, avec des techniciens et des militaires, et appuyé par l'Unité populaire et la démocratie chrétienne, pourrait tenter de la faire. Mais le PC fit remarquer que cet accord pouvait briser "l'Unité populaire", et le PS s'y opposa catégoriquement: "S'il y a accord avec la DC, dit Altamirano, nous quittons le gouvernement".

Devant ce refus, Garcés suggéra à Allende de demander aux partis de l'"Unité Populaire", qui le soutenaient, les pleins pouvoirs et la liberté de manoeuvre durant 90 jours. Ceux-ci tergiversèrent et différèrent leur réponse de jour en jour.

Restait le "référendum constitutionnel". Allende demanda à son ministre de l'Intérieur, Carlos Briones, deux jours avant le coup d'État, de rédiger un discours

#### *Eduardo Frei à Paris en 1980.*

réelles à la faire. On a donc cherché le moyen de tourner la loi... Pour obtenir l'appui politique nécessaire on s'est tourné du côté du prolétariat industriel et on a exacerbé la lutte des classes pour le mobiliser en vue de détruire le système en vigueur... On a tendu non seulement à éliminer les groupes privilégiés mais les classes moyennes et l'on a détruit avec elles un capital humain qui s'était formé au prix de longs efforts. La pénurie qui est le fruit de l'échec de cette politique a amené le rationnement qui plus qu'un moyen de distribution est devenu un instrument de contrôle des personnes... A cela s'ajoute l'arrivée au pays de milliers d'étrangers appartenant à des organisations extrémistes de ce continent ou d'autres et qui, protégés par le gouvernement, s'infiltrèrent dans toutes les activités avec l'unique objectif de diriger l'action politique... En définitive, on va vers le parti unique qui inévitablement sera, sous n'importe quel nom, le parti communiste... Il n'y a en tout cela aucune méchanceté préconçue ni le désir de faire tort à personne comme on pourrait le supposer, non c'est la logique d'un système qui ne peut opérer autrement..."

Ici, il faut écarter les mauvaises comparaisons et les fausses symétries qui égarent. On songe évidemment à la France et à la Pologne, à la tentative actuelle de socialisme démocratique en France et à la prise du pouvoir par les militaires en Pologne. Le cas chilien fut à ce double égard, tout à fait différent.

Par rapport à la France il faut se souvenir non seulement que les peuples sont différents, différents leur passé démocratique, leur psychologie, leur situation matérielle et économique, ce qui est l'évidence même, mais surtout

pour le présenter au peuple. Mais le ministre tarda dans la rédaction et Allende qui voulait le prononcer le lundi 10 septembre dut le remettre jusqu'au lendemain 11 qui fut le jour du Coup d'État... Nul ne sait d'ailleurs si ce discours et ce référendum eussent pu changer le cours des événements. Il eut fallu en cas d'échec, qu'Allende accepta de se retirer - ce à quoi il n'était pas tenu, et surtout que les partis et factions populaires qui le soutenaient acceptent le verdict du pays et se soumettent - ce dont on peut douter... En tout cas, tous ceux qui observaient objectivement le pays le voyaient déjà en état de guerre civile et d'une guerre civile dont l'issue dépendait essentiellement de ce que ferait l'armée. Se mettrait-elle du côté d'Allende? Ce que beaucoup de membres de l'opposition redoutaient encore, malgré la démission récente du général Prats, étant donné le peu de confiance que leur inspirait le nouveau commandant en chef: ce général Pinochet qui leur paraissait favorable à Allende. Frei sut plus tard que le matin du Coup d'État, Allende s'était demandé avant d'être informé sur la participation de Pinochet: "qu'auront-ils fait de ce pauvre Pinochet?". L'armée se partagerait-elle? C'était le voeu secret d'Allende, semble-t-il, au dire de certains de ses amis. Ou enfin, se sentant soutenue par une majorité de chiliens qui ne voyaient plus qu'en elle la sortie du tunnel, l'armée prendrait-elle le pouvoir pour son propre compte en réprimant l'Unité Populaire et en éliminant le jeu des partis?. Ce qu'elle fit...

### III

On le voit, le problème s'est posé au Chili en des termes, malgré les ressemblances, assez différents et même opposés à ceux de la Pologne. Certes il s'agit dans les deux cas de deux dictatures militaires qui ont imposé le silence au pays en réprimant, et sans doute encore beaucoup plus violemment au Chili qu'en Pologne, toute velléité de résistance.

Mais le pouvoir a été pris en Pologne par les militaires - contre la grande majorité du peuple qui aspirait à des élections libres et qui déjà voyait naître la démocratie - et pour fortifier le parti au pouvoir que le peuple ne supportait plus. Au Chili au contraire les militaires, que le Président Allende avait déjà appelés à coopérer avec lui pour rétablir l'ordre et la confiance dans le pays et qui, sans y réussir, étaient devenus cependant les arbitres et les maîtres de la situation, ont pris le pouvoir contre le régime en place dont tous les chiliens constataient qu'il ne maîtrisait plus la situation et dont la grande majorité d'entre eux ne voulait plus. Dans un cas les militaires ont pris le pouvoir pour appuyer le parti au gouvernement contre la démocratie naissante; dans l'autre ils l'ont pris contre les partis au gouvernement dans une démocratie mourante et après que les partis au pouvoir aient fermé eux-mêmes toutes les issues démocratiques.

Si j'insiste, ce n'est certes pas pour justifier ce qui s'est passé, mais pour faire comprendre les vraies circonstances et la situation réelle dans laquelle se trouvait Frei,

le matin du Coup d'Etat et les jours qui ont suivi.

Lui aussi, comme tous les chiliens, se trouvait enfermé dans l'impuissance. Durant les mois qui précédèrent le Coup d'État, il se garda plus que tout autre de tout contact avec les militaires, essentiellement et indépendamment de tout intérêt politique, parce que tout complot, par conviction et par tempérament lui répugnait. Il était le démocrate-né et plus encore, ce qui explique sans doute en grande partie ses hésitations face à l'événement et le reproche qui lui a été fait bien souvent de temporiser, l'homme né pour la démocratie, c'est-à-dire pour le déroulement de la vie civique dans le cadre d'une démocratie reconnue et aimée de tous. Les tempêtes des dernières années l'ont surpris par leur ampleur et surtout peut-être le manque d'attachement viscéral de son peuple à la démocratie - je l'ai entendu en faire tristement la confidence. C'était au fond un démocrate européen un peu perdu dans le contexte sud-américain. Mais c'est par là peut-être qu'il aura été le plus grand et le plus utile à son pays et à sa jeunesse qui - plus que je ne le prévoyais, je le découvre tous les jours - a été profondément marquée par sa mort.

Eduardo Frei voyait donc venir, comme tout le monde et sans doute avec plus d'appréhension et de tristesse que beaucoup, l'inéluctable, sans d'ailleurs pouvoir deviner, même quelques jours avant le Coup d'État, de quel côté pencherait définitivement l'armée. Il semble d'ailleurs à ce propos m'a affirmé un de ses amis, qu'il ait majoré l'importance et surtout l'influence, au sein de l'armée, des officiers favorables à l'"Unité Populaire".

Quoiqu'il en soit, la veille du Coup d'Etat, malgré un coup de téléphone reçu pour l'alerter sur son imminence, croyant à une fausse alerte, il resta chez lui, contrairement à ce qu'il avait décidé de faire en cas d'urgence, pour pouvoir agir et être maître de ses mouvements. Il fut donc surpris et assista à son déroulement comme tous les chiliens, quels que fussent leurs sentiments. Les chefs de l'"Unité Populaire" comprirent bien vite qu'il n'y avait rien à faire qu'à se rendre ou se réfugier dans les ambassades, après que quelques uns d'entre eux eussent vainement appelé les ouvriers des entreprises à résister sur les lieux de leur travail. Seul Salvador Allende résista dans "La Moneda", avec quelques hommes décidés, jusqu'au milieu du jour. Partout ailleurs la résistance armée fut sporadique et inutile face à l'avalanche d'une armée bien organisée et qui se rendit maître aussitôt de la situation. Toutes les radios se mirent tout de suite à l'unisson pour ne pas parler de la télévision qui le soir même présenta le serment de la junte au grand complet. Que pouvait faire ou dire Frei et ses amis face à un tel événement et une telle situation qui, tout en étant prévus, mettaient immédiatement le pays consentant aux mains des militaires? Avec ne l'oublions pas 60 % des citoyens satisfaits de cette situation, 60 % qui représentait, à quelque chose près d'ailleurs l'électorat qui avait mené Frei à la Présidence de la République! Que peut un démocrate devant la force et devant la volonté et le consentement majoritaire

d'un pays qui se sentait délivré de sa peur d'une guerre civile ?

Entendons-nous bien. Que Frei ait éprouvé à ce moment là un certain soulagement face à la crainte que l'armée n'épousât la cause d'Allende, éventualité qu'il redoutait on l'a vu, rien n'est plus vraisemblable. Mais ce sentiment n'avait sûrement rien d'une satisfaction, et il s'y mêlait beaucoup d'inquiétude pour le présent et pour l'avenir, bien que Frei fut loin de se douter alors de la violence de la répression et de l'esprit antidémocratique qui animait les nouveaux maîtres.

Sans doute commit-il l'erreur de se rendre quelques jours plus tard, à l'invitation du cardinal qui lui même cédait à la pression de la junte, à une cérémonie religieuse qui d'ailleurs correspondait au jour et à la tradition de la fête nationale - le 18 septembre - et qui ne fut pas d'actions de grâces, comme on l'a dit, mais de prières pour le pays. Le cardinal y rappela aux membres de la junte présente, le devoir de revenir au plus tôt à la légalité et à la démocratie. Eduardo Frei, à la sortie, se refusa à serrer la main des militaires, ce qui fut aussitôt interprété par eux comme une offense et un geste de non-conformisme. On lui retira immédiatement sa voiture officielle de président du Sénat et le lendemain les deux assemblées étaient dissoutes.

On eut aimé certes que dans les mois qui suivirent Eduardo Frei se soit prononcé plus franchement sur la violation des droits de l'homme dans son pays. Mais nous avons tous su ce qu'il en pensait et il n'a pas craint de le dire à tous les journalistes qui l'ont interrogé - cela lui paraissait tellement aller de soi ! Il me le dit un jour, peu de semaines après le coup d'Etat: "ça, ce n'est pas un problème politique, c'est un problème de morale élémentaire sur lequel il n'y a pas à hésiter". S'il se tût, ce ne fut sans doute ni par peur ni par hésitation mais parce qu'il pensait que comme homme politique il se devait de dire quelque chose de plus, ouvrir l'événement, créer par sa parole une situation nouvelle et qu'il ne le pouvait pas...

Ce qui a sans doute fait le plus de tort à son image, c'est sa lettre à Mariano Rumor, dans laquelle il s'expliquait à cœur ouvert sur l'origine du coup d'Etat militaire et où sa résignation est apparue comme une acceptation. En "honnête homme", il s'expliquait ainsi sur les "Forces armées" de son pays: "Les forces armées, nous en sommes convaincus, n'ont pas agi par ambition. Elles ont longtemps résisté à faire le Coup d'Etat. Leur échec serait l'échec du pays et nous précipiterait à nouveau dans une impasse". Certes il se trompait et il l'a mieux vu par la suite, puisque chaque fois qu'il a pu il a pris position contre la dictature publiquement, au moment en particulier des plébiscites avec lesquels le général Pinochet a tenté d'affirmer son pouvoir. Il n'en demeure pas moins qu'il disait déjà dans les premiers moments du régime militaire: "Nous autres (la démocratie chrétienne) nous ne participons pas à ce gouvernement. Nous faisons ce que nous pouvons, pour défendre des objectifs fonda-

mentaux qui sont: le plein respect des droits de l'homme, le respect des droits acquis par les travailleurs ouvriers et paysans, le retour à la pleine démocratie".

C'était se faire beaucoup d'illusion: les démocrates peuvent bien peu quand s'installe la dictature. Les démocrates chrétiens, pas plus que la gauche, n'ont pas pesé lourd dans les balances du dictateur. L'exil suffit pour se débarrasser des opposants. Et Frei n'est plus là, si tant est qu'il pouvait encore inquiéter le pouvoir...

Pendant ses héritiers sont là, dans la jeunesse et dans le peuple, tels qu'ils se sont manifestés le jour de ses obsèques. Et ils n'étaient pas tournés vers le passé dans la fidélité à un homme, mais vers l'avenir, dans la volonté de servir une cause, un esprit.

La tentative de former des régimes démocratiques et sociaux en Amérique Latine après d'apparents échecs aussi lourds que ceux de Frei au Chili et dans le cadre qui s'offre aujourd'hui de dictatures militaires, d'anarchie et de guerres civiles, peut prêter à sourire. Et pourtant l'échec n'est pas dû me semble-t-il, au manque de force morale et de sens politique de tant d'hommes qui, comme Frei, se sont dévoués pour cette cause. Il est dû à mes yeux, en dehors même du poids de l'histoire et de la difficulté propre aux pays marqués par les inégalités sociales de construire des régimes à la fois de liberté et de justice, au fait essentiel qu'au sein des forces spirituelles qui représentaient l'Eglise en Amérique Latine, un doute est venu sur la capacité de trouver "à partir de l'Evangile" comme le disait Jean Paul II à Puebla, des remèdes efficaces pour réduire la misère et instaurer un ordre plus juste. On a eu recours, non seulement aux techniques indispensables - ce qui était un devoir absolu - mais aux idéologies et aux systèmes les plus discutables et sans le discernement nécessaire. On a cru aux idéologies et à une rencontre possible et pratique entre le christianisme et marxisme. On a cru que la cruauté des temps l'imposait et la nécessité de changer rapidement et efficacement la situation. On en est même venu à croire que "seul le marxisme pouvait rendre le christianisme opératif", on a prêché dans les Universités et dans les revues catholiques un christianisme engagé aux couleurs de Marx. On commence à en revenir lentement, malgré la pression sur les consciences de ceux qui estiment que c'est à ce prix et dans cette confusion que l'on est fidèle à la cause des pauvres. Par un contre sens sur la pensée de Jean XXIII on a cru s'ouvrir aux hommes et aux mouvements historiques qu'ils représentaient en s'ouvrant à leur idéologie irréformable. On en recueille aujourd'hui au Salvador et au Nicaragua les fruits amers, tout comme d'ailleurs au Chili, en Argentine et au Brésil. Jusqu'à quand ?

François FRANCOU

(1) On peut trouver à ce propos des éclaircissements dans les extraits des mémoires de Kissinger, parus dans "L'Express" du 12/03/1982, dans "La Tentation totalitaire" de Jean-François Revel et dans mon livre "Le Chili, le Socialisme et l'Eglise" (éd. France-Empire).

# LE RETOUR DE L'HISTOIRE

par Dominique BORNE

**J**usqu'en 1981 la France était gouvernée par un technocrate sociologue, usant des techniques du présent pour gouverner au centre une France décrispée. Il regardait la France au fond des yeux. Aurait-il compris que l'Histoire est tragique s'il l'avait regardée au fond des âges ?

On se souvient de cette page blanche qui ouvrait en 1974 le septennat de Valéry Giscard d'Estaing. Au soir du 10 mai 1981 François Mitterrand mesurait « le poids de l'Histoire, sa rigueur, sa grandeur ». Le 21 mai les roses du Panthéon symbolisaient ce retour de l'Histoire. Le septennat nouveau, « troisième étape d'un long cheminement, après le Front populaire et la Libération », affirmait sa raison d'être dans le déroulement retrouvé de la longue marche du peuple français conquérant jour après jour ses libertés.

## DU PAYSAGE A LA COMMUNAUTÉ NATIONALE

La publication sous le titre *Politique 2* d'un choix de textes, discours et entretiens de François Mitterrand de 1977 à 1981 éclaire ce rapport à l'Histoire. Au commencement il y a la terre, les eaux, les arbres. La marche charnelle vérifie l'alternance régulière des saisons. François Mitterrand aime citer Pascal : "Il faut un point fixe pour en juger", la nature est ce premier point fixe, elle seule permet de retrouver ses pistes, plus malaisées à reconnaître dans la France du béton. Il suffit d'identifier un oiseau par son chant, on n'est pas mort au monde; la nature déchiffrée laisse voir ce patient et long travail de l'homme qui s'appelle l'Histoire. Marcher dans la nature; toucher un monde humanisé, c'est à dire apprivoisé par l'Histoire. Nous sommes d'autant plus loin d'un vague ruralisme écologique que l'ambition de François Mitterrand est de poursuivre, de faire poursuivre à la société ce processus d'humanisation du monde : apprivoiser les villes, la technologie contemporaine, l'ordinateur. La modernité technique a été confisquée par une oligarchie, il faut rendre l'homme de nouveau maître de la machine.

Le paysage est aussi directement évocateur d'Histoire, il dessine peu à peu la figure de la Nation. Quand chaque année, à la Pentecôte, François Mitterrand gravit la Roche de Solutré, quand il reconnaît les débris des forêts celtes, il semble retrouver les gestes mêmes de Barrès à la

colline de Sion, de Charles de Gaulle méditant dans les futaies des marches de l'Est sur l'éternité de la France. L'inspiration est pourtant différente. On connaît cette phrase fabuleuse qui ouvre les *Mémoires de Guerre* du Général de Gaulle : "Toute ma vie je me suis fait une certaine idée de la France", pour François Mitterrand la France n'est pas cette *princesse des contes*, immortelle, endormie, dont seul le grand homme peut révéler le destin. La France n'est pas cette idée flamboyante, obscurcie parfois par les *fautes des Français*. La Nation, François Mitterrand dit plus volontiers *la communauté nationale*, s'inscrit dans les visions réconciliées par le temps d'un Clémenceau et d'un Jaurès : l'histoire de la France est inséparable de l'histoire des Français.

La référence qui règle et inspire l'action de celui qui veut peser sur l'Histoire n'est ni l'abstraction nationale de de Gaulle, ni la réflexion sociologique de Giscard d'Estaing mais la conscience concrète de l'Histoire et du temps. François Mitterrand n'a pas la tentation d'incarner la nation. L'Histoire passe, il faut s'y glisser.

## LA RENCONTRE DU SOCIALISME.

Cette observation attentive, ce guet aux lisières du temps apprend à infléchir la démarche politique. Le choix du socialisme est une manière de saisir autrement l'Histoire. "Il m'a fallu longtemps... pour que j'admette une fois pour toutes que l'aventure individuelle pas plus que le discours aussi vaste fût-il, sur la liberté et le droit, n'apportaient de réponse au besoin que j'éprouvais de prendre part au vrai combat pour l'autre libération, celle qui nous débarrasserait d'une société d'injustice." (*Ici et Maintenant*, page 12)

Aux temps de l'aventure individuelle, dans les luttes politiques de la IV<sup>ème</sup> République et des débuts de la V<sup>ème</sup>, François Mitterrand choisissait volontiers ses références historiques, l'index des noms de *Politique 1* en témoigne, parmi les grands acteurs du combat républicain pour le droit et la liberté : Gambetta, Clémenceau. Le choix du socialisme c'est le choix d'une autre stratégie politique, le recours à Jaurès, absent de *Politique 1* et souvent cité dans *Politique 2*. Car la rencontre avec le socialisme n'est pas l'adoption d'une idéologie. *Je suis un pragmatique*, répète François Mitterrand, *je suis un*

*empirique dont les idées naissent des faits, et encore : l'Histoire enseigne à se méfier des systèmes de pensée.*

Certes dans *Politique 2* apparaissent des expressions nouvelles, un vocabulaire absent jusque là s'installe comme si le style était contaminé par les motions des Congrès du PS : *Front de classes, les masses éclipsent le peuple*. Ce ne sont pas les accents les plus convaincants. De même la définition de l'ennemi de classe glisse vite des formules orthodoxes (*dictature de classe de la bourgeoisie*) aux images plus moralisatrices (*l'argent, toujours l'argent, l'argent roi, l'argent qui coule de tous côtés...*), ou aux visions plus politiques de cette *droite classique* qui ne brandit jamais plus haut le drapeau national qu'aux moments où, de 1792 à 1814 et de 1871 à 1940, elle se prépare à trahir la patrie pour mieux préserver son ordre social. La greffe de vocabulaire n'a pas pris, les mots qui spontanément émergent sont ceux des républicains de 1848, du Victor Hugo de *Napoléon le Petit*; sans oublier les analyses manichéennes d'Henri Guillemin.

François Mitterrand a choisi le socialisme comme Lamartine a rencontré la démocratie et la République pendant la Monarchie de Juillet. Même mouvement d'hommes qui, venus d'autres horizons, longtemps solitaires dans leur combat, choisissent la solidarité collective et l'Histoire. Lamartine s'était arrêté au seuil du socialisme qu'il ne comprenait pas, François Mitterrand a repris le même chemin.

## PRIMAUTÉ DU POLITIQUE.

Mais quel socialisme ? *Je suis de l'autre culture et donc de l'autre histoire* dit François Mitterrand quand il explique qu'il ne se reconnaît pas dans le marxisme; l'autre culture, ce socialisme plus attentif à l'individu, plus méfiant vis à vis de l'État. Mais cet enracinement dans un socialisme n'empêche pas l'auteur de vouloir la synthèse des deux cultures. La synthèse n'est-elle qu'habileté de Congrès ? Du socialisme français d'avant Marx vient sans doute l'essentiel : le recul instinctif devant la machine le goût de la petite communauté humaine, le désir de libérer l'individu, un humanisme. Mais de Marx, du Marx historien et polémiste, plus que de l'auteur du *Capital*, vient la passion de déchiffrer l'Histoire qui se fait et la volonté de la faire, cette lutte politique que méprisait Proudhon. Ainsi appréhendé le socialisme, s'il n'est en aucun cas une idéologie, est clairement défini comme *méthode*, comme *un outil*, l'approche la plus convaincante de l'Histoire, en somme une irremplaçable stratégie politique.

Que le socialisme de François Mitterrand soit une démarche et non une idéologie l'apparente plus à Jaurès qu'à Blum dont le souci théorique éclipsait la stratégie politique qu'il dut, en 1936, quasiment improviser. François Mitterrand répète : *je suis un homme politique. Politique* c'est le titre choisi pour les deux recueils successifs de textes. Il faut insister sur deux conséquences majeures de cette prééminence du politique : la réaffirmation de la dignité de l'élu et donc de la démocratie représentative (François Mitterrand reconnaît volontiers le rôle du mouvement associatif, mais le remet fermement à sa

place); le choix d'une stratégie politique (et non d'une idéologie) comme axe de l'action : depuis 1965 le *point fixe* est l'union de la gauche, qui permet d'attendre l'Histoire qui passe et de l'atteindre. Dans ces textes d'avant le 10 mai 1981 le lecteur voit se développer une lumineuse méthode de conquête démocratique du pouvoir; si, depuis, toute une histoire refoulée émerge (ainsi Charonne...), il reste à savoir comment, le pouvoir conquis, peuvent s'articuler ces conceptions de l'Histoire, du socialisme et du politique.

Beaucoup d'intellectuels désabusés par la faillite des idéologies, gagnés peut-être par une sorte de sociologisme ambiant, ne concevaient plus l'Histoire dans sa dimension politique. Certains analysaient la Révolution française comme un objet désormais froid : le Président de la République annonce la célébration solennelle du bicentenaire de 1789. On pourrait multiplier les exemples de ces décalages.

Est-elle "archaïque" cette pensée qui tente le réenracinement de la politique dans une histoire nationale ? N'est-ce que du Lamartine socialisé ? du Gambetta réchauffé ? Peut-on, sans emprunter des voies usées, redonner sens et dignité à l'action politique, c'est l'essentielle question d'aujourd'hui.

Encore faudrait-il que la stratégie politique débouche sur un projet politique. Le Général de Gaulle a légué une pratique : durcissement de l'affirmation de l'État et affirmation de la Nation dans un monde soumis aux Empires. Ses successeurs n'ont pas trouvé d'autres moyens d'affirmer la cohésion d'un peuple et sa présence à l'Histoire. Le projet politique socialiste oscille entre un discours jacobin plus ou moins repeint aux couleurs de la lutte des classes (se donner les moyens de briser l'opposition du grand capital), et un autre discours, celui du "changer de vie", celui de "vivre autrement" qu'on ne perçoit que comme discours et non comme projet politique.

Présenter à une Nation un projet politique, sans recourir aux magies incantatoires du nationalisme et sans provoquer un nationalisme xénophobe de réaction toujours possible en ces temps de crises; définir une démarche démocratique, restaurer à tous les niveaux la dignité de l'élu et l'importance de l'élection; dire clairement l'utopie indispensable à tout projet politique. Faire de la politique enfin, c'est-à-dire conduire un peuple dans son Histoire et lui permettre de la faire.

Dominique BORNE

*Ce texte est une réflexion sur les écrits de François Mitterrand et non une étude de ses actes politiques.*

*Il s'appuie essentiellement sur les deux derniers ouvrages parus :*

*Ici et Maintenant, Paris, Fayard 1980, 309 pages*

*Politique 2 (1977-1981), Paris, Fayard 1981, 368 pages. Mais aussi sur l'ensemble des livres de François Mitterrand et tout particulièrement :*

*Politique, (Paris, Fayard 1977, 640 pages) qui rassemble des textes échelonnés entre 1938 et 1977.*

# L'HOMME OCCIDENTAL

par Benoît VERMANDER

**U**n débat n'arrive jamais seul. Par des convergences non élucidées, c'est un ensemble de problématiques que l'on voit naître et fructifier, quelquefois mourir de concert - pour accomplir de suite leurs métempsychoses. Un tracé hésitant s'esquisse au travers des ouvrages, des compte-rendus, des polémiques. Les débats politiques, philosophiques et religieux rétroagissent, se gonflent, se contractent, ils nouent entre eux des liens ténus, têtus, repérables au cours du temps en dépit des remaniements des inflexions et des formulations.

Liens si constants, si embrouillés, liens si tenaces que parfois l'esprit s'embarrasse, doutant de ses propres subdivisions, ses catégories obscurcies, casiers et cloisons ébranlés. Par le fait d'une logique implacable, des royaumes secrets de l'esprit la perplexité s'aventure jusqu'aux devantures des libraires, jusqu'aux espaces des bons critiques.

Peut-être est-ce l'un de ces moments somme toute privilégiés que nous connaissons aujourd'hui. Moments privilégiés, bien sûr, que ceux où l'on questionne les divisions traditionnelles, où s'approfondit la perplexité; mais aussi moments ambigus, périlleux: quand la raison cherche son domaine à tâtons, les nouveautés et les absurdités trop souvent s'entrecroisent, et les dogmes discrédités réentrouvent la porte, doucement, de leurs

mufles.

Si périlleuse qu'elle soit, l'interrogation n'en est pas moins générale et obstinée, conséquence obligée du trouble de nos sociétés devant l'ébranlement de leurs savoirs et de leurs références.

## DIOGENE ET SOCRATE

Trouble et perplexité qu'André Glucksmann analyse pour eux-mêmes, scrutant les composantes philosophiques et passionnelles des discours de l'incertitude. Pour ce faire, il rejette les catégories, les questionnements dont nous évoquions la remise en cause:

"A mettre d'un côté leur littérature, de l'autre leur politique, dans un troisième débarras leurs expériences dites religieuses, venant en un quatrième étudier leur psychologie, nous concassons et surdissimulons le secret des occidentaux". (*Cynisme et Passion*, p. 280)

Pour incertainement appréhender l'incertitude occidentale - l'appréhension de la conscience devant la nuit originelle et terminale -, pour "tourner la fragilité en raison et façons de vivre" (p. 116), seront donc évoqués l'*Orestie*, *Igitur*, la tradition gnostique et Kierkegaard, Husserl et Jean Bodin, Aristote et Gödel, et tant d'autres... Je sais que le foisonnement des traditions, la multi-

plication des références ne font pas l'unanimité, pas plus que les contours savants, précieux de la pensée d'André Glucksmann. Pour moi, j'avoue être séduit par les éclats d'une langue souvent mallarméenne, qui incendie parfois les vocables de la tribu d'un faste et d'une pureté renouvelés. Quant aux contours de l'exposition, ils me paraissent déterminés par le projet philosophique d'André Glucksmann et par la logique qu'il implique.

Logique qu'annonce la mise en parallèle de l'hésitation cartésienne et des affres de l'électeur, du poète philosophique et de notre démocratie isoloir. Analogies de la structure de la pensée et du devoir-vivre commun: même discours de l'opposition et même complicité intime entre l'événement fugace et la révélation pérenne, entre le sort et l'élection, la confusion et l'unanimité, même recherche d'une cohérence cachée (le consensus !), même volonté d'éliminer l'incertitude...

C'est qu'à l'instar de ce que met en jeu l'ébranlement de la foi et de la raison, la conscience politique ne saurait faire l'économie du *pari*: le pari de la continuation de la communauté, parce que le risque de mort est incontournable; le pari du survivre (avant que du bien-vivre), parce que le risque de l'écroulement interne est coextensif au système. Une République est bonne autant qu'elle *est*, nous dit Jean Bodin. Elle vit de et dans la contradiction, puisque "l'Etat se nourrit des dissensions citoyennes qu'il a pour charge d'arbitrer" (p. 67), mais le perpétuel marchandage interne ainsi instauré, sans nul point d'appui extérieur, fonde l'existence même de la volonté politique commune. L'indécision est à la racine de la conscience et de l'existence collectives, tant pour l'intérieur de l'Etat ("l'absence du bien commun fonde seule la vie en commun" p. 94) que pour son extérieur: "Une petite puissance n'est pas moins souveraine qu'une grande lors qu'il lui appartient en propre de régler le rapport entre sa servitude et sa volonté, fixant par le prix de sa mort le coût de sa liberté". (p. 94)

Même logique, là encore, que pour l'avancée intellectuelle, forgée dans le dialogue et la contradiction. Mais le dialogue peut courir à l'échec, la pensée peut se contredire, la vérité de la conscience heurter la sécurité de la République. Montaigne et Jean Bodin. Péguy et Lucien Herr. Conscience civique et vérité d'Etat. Il n'y a pas d'unicité du mouvement historique, intellectuel, il faut apprendre à vivre dans la contradiction. Pénible épreuve, tant le principe de certitude cheville la langue et la pensée.

Devant l'appréhension du mal et de la contradiction permanente dans la pensée comme dans la société, deux attitudes: le cynisme construit une paradoxale certitude; la passion cherche à vivre le cogito de l'incertain.

Cynisme: c'est l'école délaissée des historiens de la philosophie, apeurés, irrités par ce corps de doctrine éclaté, ces historiettes provocantes, la grossièreté de Diogène. Car Diogène est nu. Mais sa force ne réside pas

### Diogène

dans son indécence, elle repose dans sa nudité même: le cynisme, c'est "l'exigence du maximum de conscience possible". (p. 126) Conscience qui se construit dans la provocation: Diogène a besoin de Platon pour exercer sa dérision. La "pensée qui coupe" (Platon) et le "couteau qui pense" (Diogène) ouvrent, dans une concurrence complice, le marché du cynisme (cf. p. 148). C'est dans le soupçon polémique que le cynique construit sa paradoxale certitude: soupçon et certitude se rejoignent dans le désir du contrôle absolu de la faculté de mourir, donc de vivre. La certitude de la mortalité gouverne l'attitude du cynique, la certitude de sa maîtrise soutiendra celle de son être pensant: l'être et la destruction s'identifient. Suivant la même logique, le cynique affirme l'impossibilité d'asseoir un point de vue légitime du savoir, de séparer ainsi le bien du mal, il identifie la connaissance de soi et la reconnaissance de sa puissance, et il confond très sciemment l'ésotérique avec l'exotérique: changer et échanger signes et apparences revient à modifier l'intérieur même des choses.

Ainsi, ce n'est pas une vision du monde que propose le cynique, mais l'antivision d'un univers explosé, telle qu'elle est expérimentée depuis le lieu de la mortalité et de l'obscurité. Se voulant pensée du bord de l'abîme, le cynisme se donne le projet de construire une métrique universelle, le plaisir étalonné à l'échelle de la peine, le bonheur à l'aune du malheur, la vie à la mesure du néant. Avec le cynique, "l'homme, rongeur de néant, nomme jours les nuits dont il calfeutre la nuit". (p. 211)

Même métrique en politique: l'affrontement étant l'ordinaire, la menace de mort étant première et universelle,



désir de certitude habitant impensé le spectateur" (p. 325). La passion, c'est la tentative de penser l'incertitude tout en relevant le défi de la séparation du bien d'avec le mal.

Méditation de la pensée sur sa propre aporie, sa propre suspension. L'esprit, c'est cela "qui se trouve à même de s'égarer". (p. 287), cela qui trouve qu'il ne trouve pas. Découverte d'abord *poétique*, appréhension de la détresse, immersion de l'esprit dans la matérialité des ténèbres. André Glucksmann marche à tâtons parmi l'*Orestie*, *Oedipe*, *Le Banquet*. Au milieu de l'obscurité, la lumière est inexplicable, et la foudre d'Eros, et la reconnaissance, la communication entre nous autres, aveugles. Inexplicable et impossible. Mais cet impossible *est*. L'éclair de la voyance, de l'interrogation meurt et rénaît sans cesse dans l'inquiète représentation de nos pensées et de nos actes.

Communication, spectacle, mise en scène: processus d'élaboration, perpétuels apprentissages de l'incertitude au cœur du savoir, de la justice, de la démocratie.

Le jugement se vit dans la passion, la passion dans l'indécision, l'inconnaissance du fondement: "Comment nous éclairer d'une lumière qui nous baigne en nous échappant?" (p. 332)

Réponse dans la pédagogie de la conscience et de la liberté: partage de la passion (compassion) purifiée et entretenue par elle-même - *catharsis*. Entre nous, nulle échappatoire. "L'illusion de départ propre à la tragédie est qu'on peut en finir. La vérité qu'elle fait toucher enfin est qu'il n'y a pas d'issue de secours car la circulation du tragique (to deinon) permet la coexistence mortelle". (p. 340-341)

Tel est le miracle grec de la connaissance, suggère Aristote: le ravissement de se ressaisir au milieu de la débandade. Ainsi, penser l'incertitude, c'est penser dans le vagabondage de la panique, pour s'arrêter non sur des positions préétablies mais sur l'être de la déroute. Pour découvrir alors l'incalculable: l'infini, "expulsion sans fin, naissance et mort des choses, comme tel intelligible parce que réitéré". (p. 348) C'est la passion de l'étonnement qui fonde à ce moment les retrouvailles de la communauté.

Penser le cogito du groupe et la solitaire investigation, le douloureux étonnement existentiel et la discussion raisonnée: on aura compris que les dimensions de l'espace que *Cynisme et Passion* parie d'investir en font la grandeur et les difficultés. On abandonnera sans combat des raffinements excessifs et des touffeurs obscursicisantes, mais du livre d'André Glucksmann on retiendra au moins ceci: il n'est plus possible de penser la liberté de la communauté sans la référer à l'incertaine condition de la personne, de même que l'on ne peut penser l'homme questionnant si l'on ignore le partage communautaire de la passion en ses incertitudes. Les structures que le

### Socrate

la puissance doit être à la mesure de la menace: absolue. Toute source de conflit éliminée. Pour la dispute universelle, juridiction universelle. Rêve de l'empire sans nulle limite, du jugement indépassable partout où existe conflit, de la conjonction de la paix suprême et de la suprême certitude, de l'empire géopolitique et de l'empire scientifique, de la vérité et de la puissance. De ce point de vue, l'idéologie est réponse à la demande cynique d'adéquation totale de l'esprit à la chose. Recherche non point tant de la vérité que d'un indispensable "pouvoir-vivre". "L'idéologue n'est qu'un cynique assoupi" (p. 226).

Mais la connaissance socratique, connaissance mortelle d'un soi mortel, "mine l'intime conviction du cynique - que la conviction ultime est possible". (p. 232) en doutant devant la mort même qu'elle soit l'ultime étalonnage. Cultivant la vertu propre de la *question*, Socrate ne réfère plus la pensée à sa fin. La mort n'est plus le cogito suprême.

C'est ainsi que la philosophie trouve la force de se détacher du cynisme sans détourner les yeux de ce qu'il observe. S'ouvre alors l'espace de la passion. André Glucksmann le scrute essentiellement au travers de la tragédie antique, "plus philosophique que l'histoire" (Aristote), "stratégie d'une pensée qui capte et casse le

groupe se donne, la représentation de lui-même à lui-même témoignent des structures de la conscience du sujet individuel et du pathétique de sa destinée. L'ordre politique retrouve ainsi un horizon métaphysique qui n'est plus entr'ouvert par le dogme de la certitude mais par le partage du questionnement et par la suspension du jugement.

La croyance, pour Debray, fonde seule le groupe et l'identité politiques. Peu importe son contenu "idéologique", c'est sa fonction qu'il convient de considérer. L'idéologie est le "moyen d'expression d'une identité collective" (p. 182). Croire est un impératif organisationnel, l'impératif d'appartenance. Lequel s'explique lui-même par "l'aventure *anthropologique* qui impose à l'homme le détour pour devenir lui-même. De même que la constitution du sujet psychologique nécessite la médiation de l'image du corps, la constitution du sujet politique nécessite la médiation de l'image du groupe (...) Aliénation individuelle et identité collective ne font qu'un". (p. 212) C'est cette identité qui explique qu'une conscience politique, prise au sens fort du terme, "serait en définitive comme un cercle carré". (p. 35) Autre proposition connexe: "Ce qu'on appelle à un moment donné de l'histoire l'écroulement des certitudes s'explique d'abord par l'effritement des structures d'appartenance". (p. 158) En elle-même, une doctrine n'est donc que "l'organe créé par la fonction sociale de conservation". (p. 370)

Si le *groupe* (caractérisé par son rapport polémique au milieu externe, sa finalité autoreproductrice et la spontanéité de son fonctionnement - p. 231-249) a un besoin vital de la croyance pour son être et sa conservation, c'est que (théorème de Gödel *dixit*) la fermeture du groupe fonctionne par ouverture à un élément extérieur au champ: il faut produire une transcendance pour souder la collectivité. D'où variations sur la naturalité de la religion et sur le dogme de l'Incarnation, censé déclencher notre modernité occidentale (p. 412-413) et constituer une géniale trouvaille politique.

Enfin, nous serions ici en présence d'une loi constante et immuable: un "automatisme compensatoire" produirait "un rapport constant entre les facteurs dits de progrès et les facteurs dits de régression". (p. 444) En témoignerait l'évolution contemporaine à la fois vers l'universalisation et le morcellement, évolution qui pourrait fort bien provoquer une "montée des tensions jusqu'au zéro final". (p. 468)

Karl Marx

## MARX ET CONSTANTIN

Contraste et continuité, faciles l'un et l'autre, avec la *Critique de la Raison Politique* de Régis Debray. Contraste: autant Glucksmann témoigne d'intelligence et de culture, autant Debray évolue pesamment dans le carcan d'une langue sans nul attrait et d'une pensée sans subtilité. Continuité: les rapports du groupe et de la croyance sont au centre de cette *Critique*; les mythes informent là aussi le Politique.

Fin du parallèle. Le dessein de Régis Debray n'est pas de l'ordre de celui d'André Glucksmann. Il s'agit ici d'"une étude des conditions d'organisation et de fonctionnement des groupes humains stables". (p. 43) (Au passage: le titre ne se justifie pas. Il n'est jamais question de la *raison* comme telle, sauf une définition courte, isolée, consternante... p. 460 ! Dans ces conditions, le concept de *raison politique* s'applique à tout et à n'importe quoi).

Riche idée que de terminer sur ce *zéro final* !... On aura déjà compris que mon admiration pour l'ouvrage de Régis Debray est des plus mitigées. Non pas que je tiens pour négligeables les questions qu'il soulève, au contraire. Mais elles sont obscurcies à l'excès par de multiples tares dont il convient de dire un mot, ne serait-ce que parce qu'elles constituent un véritable musée archétypal de défauts intellectuels constants:

Frappe d'abord *un scientisme* parfois désarmant de naïveté: références, révérences aux disciplines à la mode (thermodynamisme, "biologie sociale": Comte est au rendez-vous), le tout agrémenté d'un zeste d'épistémologie à la Michel Serres. Scientisme parfois réjouissant. Ainsi, p. 303: "Ce que chaque époque tient pour "surnaturel", c'est ce qui reste en dessous de la connaissance qu'elle a pu acquérir des phénomènes objectifs et que la science, plus tard, remettra à niveau". On songe à l'ins-

formation d'une société totale et l'infaillibilité de l'empereur-évêque (p. 406-412). Sans même parler des ambiguïtés de cette expression d'"évêque du dehors" qu'employait Constantin, ni des réactions fermes et rapides des meilleurs penseurs chrétiens (Ambroise, par exemple) contre toute tentative de constitution d'une *société totale* civile, militaire, religieuse, il faut rappeler les perpétuelles hésitations de Constantin, le rappel des Ariens juste après Nicée, l'exil d'Athanase, le baptême de l'Empereur par un évêque arien. J'envie l'assurance avec laquelle Régis Debray prétend toujours nous révéler la vérité cachée de tout discours et de toute situation historique.

Troisième tare de l'ouvrage: *un art raffiné de l'amalgame* qui permet par exemple à l'auteur d'analyser la popularité de Jean-Paul II comme ersatz à la disparition de "l'effigie sur papier du Père Karl" (p. 345). Ou de repousser toute distinction entre les sociétés de l'Est et de l'Ouest qui serait fondée sur le concept de totalitarisme "guère opératoire parce qu'il escamote la permanence des fonctions sous la variété des organes". (p. 22) Terreur et totalitarisme sont des clichés ("on a vu, on voit, et on verra de plus en plus des sociétés "socialistes" sans gou-lag, sinon - sérieux avantage sur l'Occident - sans prisonniers politiques" p. 22...); c'est l'ennui socialiste qu'il convient fondamentalement d'analyser... Ce n'est pas le seul lieu du livre où Régis Debray fait preuve de cet intellectualisme desséché, voire délirant.

Enfin, il faudrait démontrer que la méthode scientifique de Régis Debray est aussi flottante qu'elle se veut rigoureuse, mais les exemples précédents le font déjà plus que soupçonner, me semble-t-il. Qu'il suffise de noter que les présupposés abondent, que le fonctionnalisme paraît constituer la méthode de prédilection de Debray, et que la technique de l'emporte-pièce supplée à bien des défaillances.

Ne pas conclure trop vite que *Critique de la Raison Politique* soit quantité négligeable. Une fois aménagée, la thèse est susceptible de bien jouer son rôle sur la scène intellectuelle. Refus implicite du concept même de vérité. Toute croyance, toute appartenance décrites comme une aliénation. Voilà des thèmes dévastateurs. N'en devient que plus urgent un redéploiement de la pensée sur la croyance et son statut devant les déterminations: détermination de la croyance par le groupe, du groupe par la croyance. La conscience ou l'appartenance; le jugement ou la croyance. Ce sont là des oppositions dont le simplisme pourrait bien ne pas retarder le succès. Chaque époque a sa manière de dénier à l'esprit toute possibilité d'atteindre à la liberté agissante. Mais de chacune, aussi, peut ressurgir l'obscur clarté de l'incertitude et de la passion, et se ranimer la spéculation un temps étouffée.

Benoit VERMANDER

André Glucksmann: *Cynisme et Passion* Grasset 1981.

Régis Debray: *Critique de la Raison Politique* Gallimard 1981.

### Constantin

pecteur d' *Intermezzo*. Mais Debray surclasse Giraudoux. Témoin la suggestion suivante, qui mérite d'avoir toute sa place au Panthéon de l'histoire religieuse: "le Saint-Esprit du Nouveau Testament (...) ne doit-il pas son obscurité métaphorique à la méconnaissance qu'on avait alors des phénomènes thermiques?" (p. 301)

Ce n'est pas suffisant, il faut qu'en outre Régis Debray témoigne d'une *information historique erronée*. Non seulement il se complait dans de vertigineuses généralités, mais encore il s'en va puiser à des sources aussi incontestables que... Loisy ! Lequel, faut-il le souligner, n'est pas de la dernière actualité en matière d'histoire des religions. L'intérêt actuel pour les premiers temps de l'Eglise s'accompagne le plus souvent d'un retard de l'information scientifique. Faudra-t-il passer une petite annonce ? *Intellectuels français Nouvelle vague, toutes écoles post-althussériennes, recherchent cours de recyclage complet en patristique. Emules de Loisy s'abstenir*. A titre d'illustration, on pourra se référer à l'analyse des rapports que Debray entrevoit entre l'ecclésiologie et la théologie (p. 304). Ou encore à l'étude de la période constantinienne: Debray veut prouver à toute force que la formulation du dogme de l'Incarnation asseyait définitivement l'autorité de l'Empereur, qui, de ce fait, a voulu et a manœuvré le Concile de Nicée, en 325, contre un arianisme dont la structure de pensée mettait en péril la

# LES DÉFIS DU T.G.V.

**L**e Train à Grande Vitesse se veut l'instrument d'un nouveau mode de transport sur rail (20 millions de voyageurs prévus en 1983 sur l'axe Paris-Lyon). En outre, le T.G.V. constitue le premier maillon d'un réseau appelé à s'étendre à l'Ouest, au Nord et à l'Est de la France. Journaliste aux *Dépêches* de Dijon et adjoint au maire, Robert Poujade, Jean-François Bazin s'est fait l'historiographe du T.G.V. Son livre, fouillé et remarquablement écrit est d'abord une introduction vivante à cette nouvelle conquête du progrès. (1)

Nous présentons ci-après une interview de Jean-François Bazin par Eric Vatré.

*Eric Vatré: Le T.G.V. Paris - Sud-Est favorise naturellement les déplacements. Mais contribue-t-il au développement de certaines régions ?*

Jean-François Bazin: Les infrastructures de communication ont toujours été des pôles de développement économique. On s'en aperçoit, a contrario, quand une ligne ferroviaire connaît un certain déclin. Prenons le cas de l'ancienne ligne Paris-Lyon, dans l'Yonne. L'électrification et l'évolution des techniques ne nécessitent plus d'arrêts aussi fréquents qu'autrefois. L'axe de cette ligne constitue aujourd'hui un axe de chômage très important.

Quant au T.G.V., est-il ou non un facteur de décentralisation, un atout pour les régions ? Difficile à prévoir... Les Parisiens iront plus vite dans les stations de sports d'hiver. Les Lyonnais iront plus facilement au théâtre à Paris. Confirmant et renforçant la fameuse "étoile" des chemins de fer rayonnant depuis la capitale, le T.G.V. constitue à coup sûr un point d'appui offert à la décentralisation. Les provinciaux apprécient de pouvoir perdre moins de temps pour se rendre à Paris et en revenir. Mais ils devront se rendre tout autant à Paris, sinon davantage...

*Beaucoup se sont émus de ce que le tracé du T.G.V. ait été conçu au préjudice de l'environnement. N'a-t-il pas défiguré certains sites ?*

- La S.N.C.F. a accompli des efforts, c'est vrai. Elle a fait appel à de bons architectes pour ses ouvrages d'art, pour les gares nouvelles. Cela dit, c'est une coupure, une saignée dans le paysage. Particulièrement dans la traversée du vallon lamartinien, et même si l'on se rappelle que le poète de Milly fut un défenseur du chemin de fer, le passage du T.G.V. n'est pas très heureux... Pourtant,

comme une ligne E.D.F., un canal ou une autoroute, une ligne ferroviaire devient un élément du paysage. Songez aux quelques kilomètres de ligne construite près d'Orléans à l'intention de l'aérotrain Bertin. Faut-il démolir ce béton ? Ou au contraire le conserver comme une sorte de témoignage archéologique, symbole d'une idée qui fera peut-être son chemin dans un siècle ou deux ?

*Quel est l'arbre généalogique du T.G.V. ?*

- En gros, il y a plusieurs rameaux. D'abord un rameau japonais; l'idée du Tokaido (1964), ligne nouvelle toute droite jetée entre Tokyo et Osaka pour une sorte de métro interurbain. Ensuite, un rameau italien: l'idée de la *Direttissima* Rome-Florence (1969), tirer au plus court.

Et puis les rameaux français. Expérimentations sur les turbo trains. D'ailleurs, le premier prototype du T.G.V. fonctionnait avec une turbine à gaz. Et le T.G.V. devait être à l'origine un "turbotrain à grande vitesse". La crise du Kippour a conduit la S.N.C.F. à changer son fusil d'épaule, en faisant confiance à la traction électrique.

Enfin, l'adoption d'un certain nombre de principes (ligne spécialisée et réservée aux voyageurs, recherche de la grande vitesse, compatibilité avec le réseau existant, etc.) qui appartiennent en propre à la famille des T.G.V. français: Sud-Est, Atlantique, peut-être Nord et Est dans l'avenir...

*Pour quelles raisons l'indicateur de vitesse a-t-il été supprimé dans les voitures ?*

- Un indicateur de vitesse figurait sur le prototype 001 essayé à partir de 1972. Conçu pour les 300 km/h, il atteignit rapidement dans les Landes 307, puis 318 km/h. Cela dépassait les espérances des constructeurs et de la S.N.C.F. L'indicateur de vitesse, insuffisamment gradué, ne pouvait plus suivre... Mais, de toute façon, il s'agissait d'une rame d'essais. Il n'a jamais été question d'installer un indicateur de vitesse dans chaque voiture du T.G.V. commercial.

*Quelles sont les caractéristiques techniques du T.G.V. ?*

- Je suis tenté de vous renvoyer à mon livre, car ces caractéristiques sont nombreuses et variées ! Disons que

Les promoteurs de ce projet pensent à des dessertes courtes (aéroports), puis à des ambitions plus larges (liaisons inter-villes, de type T.G.V.). Les services de recherche français et allemand essayent le moteur linéaire inventé par l'ingénieur stéphanois Guimbal et en cours de mise au point à Sorbiers (Loire) par la Sté Celduc. Suspension magnétique, moteur linéaire, ce sont d'autres pistes, beaucoup plus révolutionnaires. Le T.G.V. est une solution classique, sûre et immédiate. Elle est évolutionnaire plus que révolutionnaire.

*Quelles améliorations souhaiteriez-vous voir apporter à l'actuel T.G.V. ?*

- Sur Paris - Sud-Est, l'entrée complète en service n'aura lieu qu'en octobre 1983. Les défauts ? Ne parlons pas de la restauration, d'une décoration parfois criarde (les voitures de 2<sup>e</sup> classe) et fâcheusement impersonnelle. C'est surtout l'accès aux rames qui est critiqué: une certaine lourdeur, la complexité... C'est tout de même un train assez exceptionnel, qui présente beaucoup de qualités.

Il est vraisemblable que le projet Atlantique tiendra compte de cette expérience. On ne peut pas réussir à 100 % pour un coup d'essai.

*Quels axes prévoit-on pour les futurs T.G.V. ?*

- Le T.G.V. peut être vendu à l'étranger. Deux projets sérieux seulement, l'un en Corée du sud dans la perspective des Jeux Olympiques (Séoul-Pusan), l'autre au Brésil (Sao-Paulo - Rio de Janeiro). Aux Etats-Unis, on est encore très loin du T.G.V.

En ce qui concerne la France, il existe depuis déjà longtemps un projet Nord vers Bruxelles et Londres. Condition *sine qua non* : le tunnel sous la Manche. On n'en est pas encore là. Autre projet, le T.G.V. Est vers la Lorraine et l'Alsace. Il n'est pas à l'ordre du jour. La S.N.C.F. ne court pas deux lièvres à la fois: sur la lancée du discours de François Mitterrand à Montchanin en septembre dernier, elle met au point le T.G.V. Atlantique vers l'Ouest et le Sud-Ouest, qui pourrait être réalisé en 1988-1989.

Un gros problème: le T.G.V. Paris - Sud-Est a été financé totalement par la S.N.C.F. Celle-ci demande à l'Etat de "prendre ses responsabilités" pour le T.G.V. Atlantique, qui coûterait au moins 6 à 7 milliards de F. actuels. L'Etat prendra-t-il le relais ? Enfin, les réactions défavorables sont vives sur le tracé de cette ligne nouvelle: municipalités, vigneron de Vouvray, syndicats agricoles... Autant dire que le projet Atlantique n'est pas encore réalisé, bien qu'il bénéficie de l'appel d'air du premier T.G.V. dont la réussite n'est guère contestée.

Propos recueillis par Eric Vatré

(1) *Les Défis du T.G.V.*, Dencël, 248 pages.

## Miguel Devèze. « T.G.V. »

le T.G.V. est une rame articulée, une sorte de chenille se déplaçant à la vitesse d'un reptile. Dix véhicules: huit remorques (on en prévoit 10 sur le projet Atlantique) et deux remorques à chaque bout. La rame peut aller dans un sens et dans l'autre. Chacune a 200 mètres de longueur, avec 384 places assises. Pas de voyageur debout !

*Le T.G.V. est-il encore un train ?*

- Oui et non. C'est un train, bien sûr: des roues en acier évoluant sur des rails en acier. Mais il n'y a plus de compartiments, on n'est plus guère tenté de parler à son voisin, et le voyage devient une fonction. La Madone des Sleepings s'y endormirait sur son attaché-case... Sans parler de la réservation obligatoire, du déjeuner pris sur ses genoux... Le T.G.V. sacrifie peu à la poésie des chemins-de-fer. Son nom, d'ailleurs, est bêtement abstrait. Autrefois, on l'aurait appelé "la Flamme orange", ou quelque chose dans ce goût-là. Triomphe des ingénieurs qui ne s'expriment que par sigles !

*C'est l'apogée de la conquête du rail. Mais n'est-ce pas la limite ultime de cette conquête ?*

- Limite ultime, ou presque, c'est vrai. On pourra aller encore un peu plus vite, mais guère plus. Le T.G.V. a atteint les 380 km/h, il peut franchir le cap des 400. Vitesse commerciale ? A 300 km/h, ce serait déjà beaucoup. Les limites sont difficiles à repousser: captation du courant électrique, sécurité, résistance de la voie, etc.

Pour vingt ans au moins, le T.G.V. est probablement imbattable sur des parcours de ville à ville, sur des distances de quelques centaines de kilomètres.

Mais les recherches se poursuivent. La firme japonaise Toshiba parle d'un train à 500 km/h avec un moteur linéaire. L'aérotrain n'a pas dit son dernier mot, même si la France a repoussé ce pari. Le consortium allemand Magnetbahn Transrapid (Messerschmidt) est en train de construire au nord de ce pays un tronçon d'essai de 31,5 km afin d'étudier le Transrapid qui doit être prêt courant 1982 et pourra transporter 196 passagers à 400 km/h.

# LA VIE LITTÉRAIRE

par Philippe SENART

*La Correspondance de Chateaubriand - Une biographie sentimentale de l'Enchanteur, par Jean d'Ormesson - Sur Ballanche - De Montalembert à Lacordaire, avec José Cabanis.*

**D**oit-on en croire Sainte-Beuve? Y-a-t-il un Chateaubriand d'avant la Charte et un Chateaubriand d'après la Charte? 1814 partage-t-il en deux moitiés le bloc de poésie et de politique déposé par le reflux de la Révolution aux bords naissants du XIX<sup>e</sup> siècle?

Le troisième volume de la *Correspondance générale* de Chateaubriand (1) apportera peut-être une réponse à ces questions. M. Pierre Riberette y a rassemblé et annoté avec le luxe d'érudition que nous connaissons et qui fait de cette publication un chef-d'œuvre d'édition critique, les lettres écrites entre 1815 et 1820. Il nous rappelle que Chateaubriand avait raté en 1814 son entrée dans la vie politique. "Parti trop tard dans la course aux places", il avait dû se contenter d'une ambassade à Stockholm où il avait juré de ne jamais mettre les pieds. Il essaiera de se rattraper en suivant le Roi à Gand. "Nous partimes quatre cents, nous revînmes dix mille" écrivit-il. Il n'y eut de places au retour que pour les dix milles; Chateaubriand fut des quatre cents. Il eut droit cependant à un hochet: un ministère d'Etat. Déçu, il entreprit alors d'écrire *la Monarchie selon la Charte*, opposa la majorité ultra au Roi et à son gouvernement, fut destitué de son ministère fictif, perdit son traitement. Après avoir vendu la Vallée aux loups, "nu comme Job", il ne lui resta plus

qu'à aller de château en château, de belles amies en belles amies, ne revenant chez lui que pour soigner sa femme, intrigant en vain pour obtenir par Mme de Duras ce que Molé appelait "un ministère de fantaisie": *la messe et l'opéra, le culte et la culture*, annonçant continuellement pour le lendemain la chute de l'ingrate Royauté, se faisant une spécialité de la liberté de la presse, fondant *le Conservateur* avec ses amis ultras, Lamennais, Bonald, Castelbajac, Vitrolles, enfin triomphant le jour où la catastrophe espérée se produisit et où Decazes glissa dans la flaque de sang de l'assassinat du duc de Berry. Il n'y eut pas de *divine surprise*: l'événement n'avait été que trop prévu. Chateaubriand ne rentra pas en grâce auprès du Roi mais, par l'intercession de Mme Récamier et à la faveur du rapprochement des ultras avec le pouvoir, il fut réintégré dans son ministère d'Etat et nommé ambassadeur à Berlin. Après la traversée du désert, c'est le prélude de l'entrée aux affaires. Telle apparaît entre 1815 et 1820 la vie de Chateaubriand toute entière, ordonnée semble-t-il, à une ambition politique.

C'est cette ambition qui, au dire de Sainte-Beuve, la gâta. L'auteur de *Chateaubriand et son groupe littéraire* évoque sous "l'homme officiel", "l'homme naturel", le *bon garçon* cher à Joubert, qui ressemble au *bon enfant* peint par Frénilly dans ses *Souvenirs* "naïf, gai, prenant à

tout, riant à des riens” et qui, à Champlâtreux, chez Molé, poursuivait ses amis dans les couloirs avant de se coucher en leur jetant des pots d'eau à la figure. C'est celui-là qui le 12 mai 1804, avait écrit à l'abbé de Bonnevie, après avoir donné sa démission de ministre de France au Valais: “J'ai recouvré la gaieté avec mon loisir” et c'est celui-là aussi qui, rentrant d'émigration avait confié à Fontanes son plan de vie: “Je publierai un gros livre (*le Génie du christianisme*) et l'on m'enverra à Rome”. Toute sa vie, Chateaubriand a rêvé à Rome. Mais c'est Blacas qui y va à sa place en 1814 et, en 1817, au comble de la disgrâce, il ne peut qu'écrire à Mme de Duras; “Le soleil me fait rêvasser de l'Italie”. Il lui faudra attendre 1828 pour réaliser son rêve. Le bon garçon, le poète, le rêveur... Mais qui a détourné Chateaubriand de ses songes et de ses jeux? Qui l'a lancé à la folle et vaine conquête du pouvoir? La Marquise de Montcalm écrit dans son *Journal*: “Pendant son voyage à Gand, des personnes ennemies de son repos ont exalté son ambition. On lui a facilement persuadé que lui seul était capable d'influer sur les destins de la France et désormais il ne connaîtra plus de bonheur”. Sainte-Beuve, lorsqu'il souligne le rôle des belles dames adoratrices et adulatrices dans le *détournement* de Chateaubriand, n'a-t-il pas vu clair? Ne faut-il pas incriminer l'ambition de Mme de Chateaubriand elle-même? Chateaubriand écrit à celle-ci le 19 août 1815: “Eh bien! me croiras-tu, me laisseras-tu tranquille! Ne voudras-tu me pousser à être ceci ou cela! Pair et ministre d'Etat, que faut-il de plus?... Du travail, notre Vallée, de l'aisance, nous serons très heureux”. Il ne veut rien d'autre. Il écrit à Mme de Duras le 7 juin 1816: “L'ambition est chez moi chose étrangère. Certainement, je me crois tout aussi capable que les gens que je vois à la besogne, de conduire les affaires de la France, mais après tout, mon goût naturel n'est pas là. Si j'étais seul et libre dans la vie, vous me verriez bientôt secouer la poussière de mes pieds et dire adieu aux affaires”. Certes, on ne le croira pas. Et pourtant! Il pouvait sonder le fond de son cœur, il savait qu'il n'était pas fait pour tenir une fonction politique dans cette monarchie qu'il se donnait l'air d'avoir restaurée et à laquelle il n'était attachée que par point d'honneur. Il ne pouvait que lui faire don de ses songes, lui insuffler l'esprit du *Testament de Saint Hélène*, l'entraîner, pour “rajeunir la vieille gloire des Bourbons” dans des entreprises chimériques, loin du “précarré”. Il aurait eu plus de chances d'être entendu de Charles X que de Louis XVIII, mais, auprès du prince qui alla livrer à Navarin et à Alger les batailles même du romantisme, Polignac, le fils du *Génie du Christianisme* qu'on appelait Jean d'Arc, lui damnera le pion. Après la chute des Bourbons qui lui procura, il l'a avoué “quelque contentement intérieur” ne portait-il pas à la branche aînée ce qu'Astolphe de Custine a bien nommé “une haine profonde”, il put aller librement faire l'offre méprisée de ses rêves à la France elle-même. Il ne lui proposait rien de moins que de “prendre la tête du mouvement du monde”. Il vaticinait en termes de pré-apocalypse: “Vous avez quitté la voie battue pour le sentier des précipices; eh bien, explorez-en les merveilles et les périls. A nous, innova-

tions, entreprises, découvertes venez! Où y a-t-il du nouveau? Est-ce en Orient? Marchons-y. Où faut-il porter notre courage et notre intelligence? Courons de ce côté... Oui, si j'étais admis au conseil de ma patrie, je tâcherais de lui être utile dans les dangereux principes qu'elle a adoptés. La retenir à présent, ce serait la condamner à une mort ignoble. Je ne me contenterais pas de discours; joignant les œuvres à la foi, je préparerais des soldats et des millions; je bâtirais des vaisseaux comme Noé en prévision du déluge”. La politique de Chateaubriand, ah, que la monarchie capétienne avait eu raison de s'en méfier!

“Monsieur de Chateaubriand aime les crises”, notait flegmatiquement l'anglais Canning. On ne pouvait certes moins dire. Le Roi n'ayant pas voulu dans ses conseils d'un René “aspirant à la destruction”, Chateaubriand estima que la France et, avec elle, l'Europe étaient perdues. Déçu de ne pouvoir mettre en scène ses songes, il écrit à Mme de Duras le 13 octobre 1819: “Qui me délivrera de la France, de la politique, des bruits, des sots et des fripons” et il ajoute, pour faire bonne mesure, “des rois et des républiques”. Lorsqu'en 1848, il dira à son cher Béranger, chantre lui aussi des “beaux trépas”: “Eh bien, vous l'avez votre République”, celui-ci lui répondra: “Oui, je l'ai et j'aurais mieux aimé la rêver que la voir”. De même, Chateaubriand avait eu sa royauté, mais il aurait préféré la rêver. Heureusement, pour le tirer de sa rêverie, il y eut les ingratitude, les camouflets, les vilénies. Chateaubriand avait, comme un Claudel, “besoin d'ennemis”. Il les trouva, il s'en inventa dans le parti constitutionnel au pouvoir comme plus tard il s'en inventera dans le parti royaliste lui-même. Sainte-Beuve observait ironiquement qu'il n'était “charmant qu'avec ses adversaires, un Carrel, un Béranger” et qu’“il ressemblait à ces maris qui gardaient leur mauvaise humeur pour la maison et pour leur femme”. “Sa femme, disait Sainte-Beuve, c'était le parti royaliste”. Il faut l'entendre déclarer à la confidente privilégiée, Mme de Duras: “Ils veulent la guerre, je vais la faire et cette fois c'est aux personnes que j'irai tout droit. Nous verrons si je ne les marquerai pas”. Le *Coquin de journaliste* comme dira Charles X, tout simplement le grand journaliste, celui dont un François Mauriac aura hérité le talent au fer rouge était né. L'écho de ses fureurs résonne dans quelques unes des pages de ce recueil. Il se fera entendre encore davantage dans le prochain volume, lorsque Chateaubriand aura été écarté du pouvoir par ses propres amis et qu'il s'écriera: “La Restauration m'a pris pour un ennemi: elle s'est perdue”.

Les dernières pages du présent volume font entendre pourtant une note d'apaisement en attendant les prochaines imprécations. Alors que les *ultras* se sont rapprochés du gouvernement de Richelieu et que Villèle et Corbière, qui y sont entrés, déclarent: “Si nous savons nous modérer et suivre un plan de conduite ferme et sage, la Chambre et la France se lieront à nous chaque jour davantage”, préfigurant ainsi l'attitude des ministres communistes dans le gouvernement socialiste de 1982,

Chateaubriand réconcilié avec le pouvoir part pour son ambassade de Berlin avec un arriéré de traitement, en se donnant l'air du désintéressement mais en espérant bien revenir le plus rapidement possible. C'est le moment où il écrit à Madame Récamier "Vous seule emplissez ma vie et quand j'entre dans votre petite chambre j'oublie tout ce qui m'a fait souffrir". M. Riberette en publiant à la fin de son livre quatre lettres inédites de Juliette Récamier dont il avait réservé la primeur aux lecteurs du *Bulletin* de la société Chateaubriand (n° 16, 1976) projette dans la *petite chambre* des lecteurs bien intéressantes.

\*  
\* \*

Il n'y a que Chateaubriand pour bien parler de Chateaubriand", écrit M. Jean d'Ormesson dans *Mon dernier rêve sera pour vous* (2). Après avoir lu la *biographie sentimentale* qu'il a consacré à l'auteur des *Mémoires d'outre-tombe*, on devrait ajouter "et aussi M. d'Ormesson!". "Qu'il fasse son métier, disait Joubert à Pauline de Beaumont, qu'il nous enchante". Le propos s'appliquait à Chateaubriand. M. d'Ormesson a fait le sien. A enchanteur, enchanteur et demi. On lit son livre, comme on boit un philtre, avec délices.

*Mon dernier rêve sera pour vous* commence comme un pastiche de roman de Balzac: "Dans les dernières années du règne de Louis-Philippe, les Parisiens que leurs habitudes ou leurs occupations amenaient aux abords de la rue du Bac, du côté où elle se perdait dans les jardins de Babylone, voyaient passer assez souvent d'un pas ralenti par l'âge un vieillard reconnu et salué par beaucoup. C'était un homme de petite taille, aux yeux remplis de tristesse, à la bouche désabusée et dont les cheveux blancs en désordre semblaient soulevés encore par quelque tempête invisible". Avec ses gants, ses guêtres, sa fleur à la boutonnière, son élégance de l'ancien temps, ce personnage ressemble au chevalier de Valois, mais c'est Chateaubriand. M. d'Ormesson le suit dans son trajet quotidien entre la rue du Bac où il demeure et l'Abbaye aux Bois où il va retrouver madame Récamier. Stendhal disait qu'un roman, c'est un miroir qu'on promène le long d'une route. M. d'Ormesson, posté au coin de la rue du Bac, tend à l'illustre passant le miroir où celui-ci voit défiler, à la faveur de ce que nous appelons un *flash-back*, toute sa vie. M. d'Ormesson aurait pu par le même procédé prendre son personnage dans l'attitude familière où Othenin d'Haussonville l'a peint, dans le petit salon de l'ambassade de France à Rome, le soir, "posé tout droit devant la glace... les deux coudes appuyés sur le rebord de la cheminée, avec les mains passées dans ses cheveux et croisées sur son large front". Othenin d'Haussonville ajoutait: "Il n'était pas rare de le voir se regarder ainsi face à face pendant des quart d'heures entiers. A quoi pensait-il alors?"

Dans le miroir que M. d'Ormesson présente à Chateaubriand, on voit se refléter autour de la maigre figure ébouriffée et pâle, tous les visages des femmes qu'il a aimées (ou plutôt qui l'ont aimé), de Charlotte Ives à

Lucile - cette "semi-idiote de génie", selon l'admirable formule de M. d'Ormesson à Pauline de Beaumont, Delphine de Custine, Natalie de Noailles, Cordelia de Castellane, Hortense Allart. M. d'Ormesson se demande pourquoi Chateaubriand "petit, plutôt mal fait, mélancolique jusqu'à l'amertume, avec sa double réputation de séducteur et de catholique pratiquant, plaisait tant aux femmes".

Madame Récamier dont le visage mignard orne la couverture de *Mon dernier rêve...* et qui a eu le privilège d'accompagner René jusqu'au bord du tombeau où il est descendu, un crucifix à la main, dans l'éternité, occupe la plus grande partie de cette biographie sentimentale. La première fois que Chateaubriand a vu madame Récamier, il l'a trouvée languissantement étendue déjà sur une chaise-longue dans la position où tout le siècle (et celui qui a suivi) l'a admirée. Il s'était demandé en la quittant s'il avait vu "la statue de la pudeur ou celle de l'amour". De toutes façons, il avait vu une statue. Madame Récamier a eu au moins le mérite dans la position où elle a été immortalisée, de savoir écouter. "Elle se faisait lire vingt fois les vers de l'un et la prose de l'autre, dit Mérimée, et chaque fois c'était une admiration sans bornes. Son procédé était si simple qu'il paraît grossier. Elle vous disait à mi-voix et pour vous seul que vous étiez l'homme le plus extraordinaire du siècle". Chateaubriand a trouvé dans Madame Récamier une merveilleuse oreille.

Madame de Chateaubriand n'apparaît que furtivement dans *mon dernier rêve...*; elle n'écoutait son mari qu'à la dérobée, par exemple pour mettre une bûche de plus dans la cheminée un quart d'heure après qu'il s'était plaint de la chaleur ou faire ouvrir une fenêtre quand il s'était plaint du froid et elle lisait ses œuvres, mais en cachette, et elle ne lui en parlait pas. C'était une femme de beaucoup d'esprit et du plus pointu, originale en diable, piquante avec son nez de belette qui avait un petit air de gaieté tout à fait charmant; elle avait un regard vif; elle maniait une plume acérée. Cette femme d'écrivain a été aussi un écrivain, sans qu'on le sache, mais peut-être son mari s'en était-il aperçu et en avait-il conçu quelque jalousie. Céleste est en tout cas la plus attachante de toutes les femmes qui ont entouré Chateaubriand. Qu'allait-il chercher ailleurs? L'air du large... On a beaucoup écrit sur les ménages célèbres; l'histoire du ménage Chateaubriand, (M. d'Ormesson, toujours malicieux, laisse à entendre qu'il y aurait eu une intrigue entre Céleste et Hyacinthe Pilorge, le fidèle secrétaire), cette histoire - ou ce roman, reste à écrire.

\*  
\* \*

Jean-Jacques Ampère montre dans son *Journal* Ballanche immobile et muet, tel un Sphinx, devant la cheminée de la petite chambre de Juliette Récamier à l'Abbaye-aux-Bois, tout entier enveloppé des fumées de sa *Palingénésie sociale*. "On souriait de lui tout en l'aimant" note Ampère. Ballanche avait été présenté à madame



Récamière en 1912 à Lyon par Camille Jordan, Il vivait, vieux garçon orphelin dont les fiançailles avec une jeune fille idéale avaient été rompues par la mort de celle-ci en 1811, dans les régions supérieures de "la vie réelle et immuable", au milieu des brumes de la capitale nostalgique des Gaules, "loin de la vie d'illusion et de changement", où, "laid, de petite condition, inconnu, habituellement silencieux et gauche", ainsi l'a peint Guizot, il s'embarrait dans des démarches de cygne inhabile à mettre les pieds sur la terre. Le lendemain de sa première rencontre avec Madame Récamière, il lui envoya la Bible. Il allait lui consacrer sa vie. Il la plaça très haut, au dernier étage de "la vie réelle et immuable", là où les nuages se dissipent dans l'éther. Elle fut le modèle de son *Antigone*. Il lui dédia ses *Essais de palinogenèse sociale*. Il se fit enterrer à ses pieds dans son caveau du Père Lachaise.

Ballanche avait rêvé d'être l'éducateur de l'inconsistante Madame Récamière. Le soir même où il lui envoyait la Bible, il lui adressait ce billet: "J'ai pensé tout le jour que vous aviez bien travaillé, car vous avez été un peu paresseuse et vous avez besoin de réparer le temps perdu". Cette vocation d'éducateur apparaît dans l'opuscule publié par Mme Arlette Michel, *le Vieillard et le Jeune Homme* (3). Ballanche s'adresse dans les premières années de la Restauration à un noble jeune homme qu'il veut guérir de son *mal du siècle* et réconcilier avec son temps. Descendu du socle où il se tient au dessus des agitations de "la vie d'illusion et de changement", il lui consacre sept entretiens. Ballanche né à Lyon en 1776 a eu dix huit ans au moment du siège de Lyon. Il a vécu la Révolution comme un cauchemar. Il a gardé de ce temps une *sainte* horreur. Je dis *sainte* parce que la Révolution, la Terreur, le sang versé ont leur place dans la mystique de l'Histoire de Ballanche. La Révolution, pour lui, n'est pas un accident politique qui aurait pu être évité. Elle s'inscrit dans le plan de la Providence. Elle est la punition, l'expiation, mais aussi le moyen d'une rédemption. Toute la pensée de Ballanche est dans cette phrase: "L'horreur et l'immensité de la crise révolutionnaire prouve la grandeur et l'importance de l'ouvrage qui devait être accompli. Hommes doux et pacifique, ne frémissez pas, mais qu'il me soit permis de le dire: si cette crise terrible n'eut point été nécessaire, elle n'eut pas eu lieu. Rien d'inutile ne s'accomplit dans ce monde des épreuves, des expiations, du progrès". Le mot est dit à l'adresse du noble jeune homme exilé de son temps. La Révolution est l'instrument (satanique, dirait Maistre), divin pense Ballanche du progrès universel. L'auteur du *Jeune Homme et le Vieillard*, royaliste et catholique, traditionaliste et progressiste, veut donner à la Révolution un sens que Faguet dans ses *Politiques et moralistes du XIX<sup>ème</sup> siècle* qualifiera de "rassurant". Mme Arlette Michel, après Faguet, peut très justement écrire qu'il a surmonté le *scandale* du fait révolutionnaire pour en découvrir la *fécondité*.

Dans la perspective où il se place, Ballanche ne considère pas la Charte octroyée par Louis XVIII comme une

solution constitutionnelle de compromis entre le passé et l'avenir. Royer-Collard a décrit la nation "innocente de la Révolution" scellant avec le trône une nouvelle Alliance dont la Charte était l'Arche. Ballanche, curieusement, a, de ces Tablettes de la Loi, la même conception sacrée que l'avocat doctrinaire et positiviste. Mais, tout aussi curieusement, ce mystique découvre que ce sont, selon le mot du Fustel de Coulanges, "les faits qui engendrent les institutions", que chaque époque produit d'elle-même les lois qui lui sont nécessaires, que la Charte, arche sainte, est aussi "le procès-verbal d'un fait". Ballanche, ainsi, fonde d'une manière très positive la légitimité non dans un *droit divin* abstrait dont les légistes du Moyen-Age, inventeurs du concept pour faire échec aux prétentions temporelles de la Papauté, n'avaient pas prévu les développements poétiques, mais, selon le plus ancien droit monarchique, sur le consentement des peuples. Il estime que le principe héréditaire n'est qu'une convention pour garantir dans les meilleures conditions politiques la stabilité du pouvoir. Le dogme de la souveraineté populaire l'amène à poser une question: "De quel droit une portion du peuple imposerait-elle un souverain à l'autre?". Il écrit, en physicien social, que "tous les droits émanent de la société" et que "l'homme n'a de droit qu'autant que lui en donne la société". Enfin, il fait une observation de portée pratique: "La multitude ne sait pas créer l'ordre, mais elle a un instinct admirable pour l'adopter". Ce qui a fait dire à Jacques Bainville que le suffrage universel était conservateur.

Les traces de réalisme et de positivisme qu'on peut relever dans l'écrit de Ballanche s'effacent cependant si on le considère de plus haut et si on le situe dans une perspective de *meta-politique*. "Toute Politique est Là-Haut", disait Blanc de Saint-Bonnet. Généreux, optimiste, Ballanche pense que progressisme et christianisme ne sont pas irréductibles l'un à l'autre, mais complémentaires, il croit que la société moderne émancipée et laïque est une société profondément religieuse; "Le christianisme est entré dans l'essence même de la société". Cependant, curieusement encore, il ne promet pas le bonheur à cette société. Qui n'aimera le doux Ballanche, et son esprit de conciliation, et sa prose harmonieuse où les idées qui n'ont pas d'arêtes trop vives ne se heurtent jamais? "Il y avait beaucoup de passé et d'avenir dans cet esprit" note Faguet. Doit-on comme Ampère en sourire? Ballanche nous a dit que la vieille Europe avait besoin de quelques apôtres comme lui.

\*  
\* \*

"Sans le portrait de Lacordaire par Chassériau qui est au Louvre et le regard qu'on lui voit, dit M. José Cabanis, jamais je n'aurais écrit ce livre". Ce livre a pour titre *Lacordaire, Montalembert et quelques autres*. Le portrait de Lacordaire peint par Chassériau en orne la couverture. Un sous-titre l'explique peut-être: *Politique et religion*. De la Restauration et de la Monarchie de Juillet aux débuts de la III<sup>ème</sup> République, M. José Cabanis nous entraîne dans une promenade à travers l'Histoire

du XIX<sup>ème</sup> siècle par des détours un peu sinueux et qui peuvent sembler nonchalants, mais qui, de Montalembert et de l'abbé-duc de Rohan à Dupanloup, de la Chênaie de Lamennais au Sorèze de Lacordaire ne nous conduisent par un itinéraire rigoureusement jalonné où des haltes sont ménagées pour confronter, opposer, concilier Politique et Religion, qu'au rond-point terminal où leur divorce se manifeste.

“Je suis arrivé à mes croyances catholiques par mes croyances sociales, aux idées religieuses par les idées politiques”, a écrit Lacordaire en évoquant les souvenirs de sa jeunesse au temps de la Restauration. C'était le temps où, de la Conférence religieuse de l'abbé de Scorbac et de l'Association pour la défense de la Religion de l'abbé de Salinis à la Société des bonnes études, autour de Saint Sulpice, des jeunes gens exigeants et impatientes, recherchaient les moyens, après l'épreuve de la Révolution, de fortifier, mais aussi de régénérer le catholicisme. Le comte de Carné écrit dans ses *Souvenirs de jeunesse*: “La question du moment, c'était la régénération du catholicisme qui ne pouvait se faire que par l'intelligence et par conséquent par la liberté... Elle avait tout notre amour. Nous demandions non seulement pour nous-mêmes, mais pour tout le monde, la liberté de conscience, la liberté de la presse, la liberté d'association”. Le catholicisme libéral est né de cette revendication juvénile et passionnée. Montalembert, Carné, ils avaient tous lu le *Génie du christianisme*, mais ils ne se satisfaisaient pas de ce qu'il avait de trop décoratif. “C'est de la beauté et non la vérité qu'on cherchera dans cet ouvrage”, avait écrit Joubert à Pauline de Beaumont. Ils voulaient restaurer la beauté de la Religion en se détournant des fausses ruines accumulées par le Romantisme et ils s'attachaient à faire renaître la vérité.

Montalembert apparaît dans les premières pages du livre de M. José Cabanis avec ses longs cheveux blonds de lord anglais, son regard bleu mêlé de douceur et d'ironie à travers un lorgnon élégant, un air d'ange de cathédrale, tous les signes de la séduction auxquels personne, à commencer par Lacordaire, ne résista. Mais tous ces jeunes lecteurs de Chateaubriand, c'était Lamennais, surtout, qui les entraînait et c'est l'air d'étang, de bois et d'océan annonciateur de la tempête qu'il leur faisait respirer à la Chênaie. Il ne s'était pas encore manifesté tel qu'il se montra à Carné, en 1830, après la Révolution de juillet, au temps de *l'Avenir*, dans son salon enfumé de la rue Jacob, “petit bourgeois malingre et mal vêtu, la face parcheminée d'un procureur aussi poudreux que ses dossiers”, il n'était marqué pour eux que du signe lumineux de l'Esprit. Eugénie de Guérin n'avait pas encore mis en garde son frère Maurice contre celui dont elle avait pressenti dans son Journal qu'“il manquait complètement de charité”. M. José Cabanis fait observer que “l'on comprend mal aujourd'hui la séduction de Lamennais sur ses proches”. Montalembert comprit, cependant assez vite qu'“il ne pouvait supporter d'autre supériorité que la sienne” et Lacordaire préféra quitter la Chênaie un matin sans prendre congé en s'en-

fuyant à travers les bois. Vitrolles qui garda toujours son amitié à Lamennais, même quand il se fut enfermé dans ce que Montalembert nommait avec horreur “son système politico-républicain”, lui écrivait: “La solitude donne de l'aigreur à votre esprit; je voudrais vous savoir une autre compagnie que la tempête”. Les amis et les disciples partis, Lamennais resta seul sur son piedestal frappé par la foudre.

On ne respire pas dans le livre de M. José Cabanis l'air de la tempête, mais il est tout illuminé par les rayons du siècle et il est soulevé par l'assurance du bonheur que promet l'alliance nouvelle de Dieu et de la Liberté. “Chose admirable, dira Dupanloup, la religion chrétienne qui semble n'avoir pour objet que la félicité de l'autre vie, fait encore notre bonheur dans celle-ci”. Le livre de M. Cabanis contient des pages exquisées sur l'esprit d'enfance, d'évangélisme fénelonien et de poésie sulpicienne qui émane de la piété de Mgr Dupanloup. Après l'accession au siège de Pierre en 1846 d'un pape qui comblait les vœux de Montalembert et de ses amis, le catholicisme libéral connaîtra une saison heureuse, mais brève. Déjà, 1848, *l'année folle et fatale*, ainsi l'a appelée Sainte-Beuve, se profile à l'horizon. C'est en cette année où Lacordaire s'écriera joyeusement que “Dieu se découvre”, c'est en cette année où les nombreux légitimistes qui n'avaient pas accepté l'usurpation orléaniste reconnaissaient au pouvoir populaire une légitimité supplétive du pouvoir royal et où, comme Chateaubriand l'avait espéré, ils entrevoyaient le jour où Henri V viendrait, dans une sublime passation de pouvoirs historiques, sacrer le Peuple à Reims - Falloux ne proclamait-il pas que le Roi ne pourrait plus être désormais que le Président de la République? - c'est en cette année que Lacordaire et Montalembert s'éloignèrent. Après les journées de juin, Morny dira: “Il n'y a plus que le prince Louis-Napoléon et les rouges”, comme plus tard Malraux: “Il n'y a que les communistes et nous”. Toujours Montalembert qui a apporté son soutien au parti de l'ordre, ce qui ne l'empêchera pas d'être le plus intrépide dans la condamnation de la dictature napoléonienne, toujours Montalembert reprochera à son ami de “n'avoir pas su discerner l'odieuse injustice et l'impardonnable inutilité de la révolution de 1848 et d'avoir pris pour le point de départ d'une ère de salut et de réparation cette épouvantable catastrophe”. Lacordaire, certes, pourra écrire ensuite qu'adepte de la démocratie, il n'avait pu accepter celle qu'il avait vu sur les bancs de l'Assemblée Nationale, il pourra certes manifester quelque nostalgie de la Restauration de 1814 qui avait “fondé la liberté” tandis que Montalembert déplorait “le naufrage de ce beau navire qu'on appelait la monarchie constitutionnelle”, la faille que la politique avait creusée entre les deux amis n'en demeurera pas moins béante.

Peut-être pour éviter ce divorce, était-ce à l'attitude d'Armand de Melun qu'il eut fallu se conformer. Le vicomte de Melun passe trop discrètement à travers les pages du livre de M. Cabanis et celui-ci reconnaît qu'il est moins “voyant” que les Lacordaire et les Montalembert.

Ce gentilhomme de vieille race qui est comme Villermé, Villeneuve-Bargemont, Albert de Mun, une des grandes figures du catholicisme social distinct, par ses affinités de caractère légitimiste, du catholicisme libéral marqué davantage par l'orléanisme, renonça après l'avènement des Orléans et la montée au pouvoir de la classe industrielle et financière, à toute action politique. Lui qui se souvenait qu'au collège de Sainte-Barbe, Dieu avait été mis aux voix par ses camarades de classe et qu'il n'était passé qu'à une voix de majorité, il n'acceptait pas, se défiant de tout scrutin, qu'un roi fut, selon l'expression de Carné, "nommé par cent quatre vingt trois voix comme un questeur d'assemblée". M. Pierre de Boisdefre a écrit dans la *Foi des anciens jours* "Je garde le souvenir de l'Eglise de Stendhal qui s'est vautrée aux pieds des riches et des puissants". Melun est un meilleur témoin de l'Eglise au XIX<sup>ème</sup> siècle que Stendhal. Lui qui consacra sa vie aux pauvres à la suite de Sœur Rosalie dont le quartier Saint Médard garde le souvenir et qui fut un infatigable créateur d'œuvres dément la légende d'une Eglise ignorante en ce siècle de la classe ouvrière. Melun a voulu "régénérer la Société par la Charité" et il s'est détourné de ces assemblées où il s'égara en 1848 après avoir constaté "qu'on s'y injuriait au nom de la Miséricorde". La répression des journées de juin ne le vit pas aux côtés des forces de l'ordre; il demanda "qu'au lieu de gendarmes, on envoyât dans les faubourgs des commissaires de la charité". La grande peur des biens pensants a été totalement ignorée d'Armand de Melun.

Sans doute est-ce à cette attitude de désengagement politique que Lacordaire par des voies différentes se rallia en définitive. M. Cabanis le montre à la fin de son livre retiré de Paris dans son collège de Sorèze. Il écrivait: "Je m'adresse aux âmes, je travaille pour elles chaque jour de ma vie et n'y en eut-il qu'une seule je la préférerais à tous". Etrange rappel d'une parole de l'abbé de Saint-Cyran! C'est l'époque où Lacordaire multiplie les macérations et les mortifications, où il se supplicie par amour de la Croix, où il se roule avec ses élèves au cours d'innocentes promenades champêtres dans des buissons d'épines. Il n'entend plus monter du pied de la chaire de prédication la musique ensorceleuse des adulations parisiennes; il se rétablit en lui "une habitude de silence". C'est dans ces pages où le silence s'étend progressivement sur un siècle bruyant de politique et où la religion paraît enfin se libérer, de toutes les sollicitations temporelles, que M. José Cabanis entre dans la communion la plus intime avec son cher Lacordaire. Quand il écrivait des romans, ce qu'il n'exprimait pas et qu'il ne laissait qu'à entendre lui paraissait toujours le plus important. Retiré près de Toulouse dans son Nollet comme Lacordaire à Sorèze, dans des lieux où le siècle n'a pas accès, c'est le silence encore ici qu'il veut rendre seul éloquent. Ceux qui connaissent et qui estiment l'œuvre de M. Cabanis devront mettre *Lacordaire, Montalembert et quelques autres* au nombre de ses livres les plus personnels et les plus attachants.

Philippe SENART

(1) Gallimard

(2) Jean Claude Lattès

(3) Garnier

#### Livres signalés :

Je tiens à signaler à mes lecteurs pour qu'ils fassent leur profit de mes recommandations pendant les vacances :

A la librairie académique Perrin : *La Vendée en armes* (3 vol.) de Jean François Chiappe; c'est depuis l'ouvrage célèbre, mais démodé, de Cretineau-Joly ce que l'on a écrit de plus complet sur les guerres de Vendée, avec tout l'acquis de la recherche moderne qui fait apparaître le soulèvement vendéen comme une révolte de la base.

La réédition du remarquable *Joseph II* de François Fejto, collaborateur de notre revue que nos lecteurs connaissent bien.

Un *Mozart* de Marcel Brion,

A la librairie Plon : *le concerto en ut majeur*, roman d'amour et de musique de M. Maurice Schumann.

A la Table ronde : la réédition des *Fiancées sont froides*, célèbre autant que clandestin roman des années 50 dont l'auteur Guy Dupré a publié cette année au terme d'un long silence *Le Grand coucher*.

Chez Luneau-Ascot : *Le tableau de la vie littéraire en France d'avant guerre à nos jours* par le meilleur connaisseur de la littérature contemporaine, M. Jacques Brenner; ce guide est indispensable à qui veut s'aventurer dans le maquis des livres; c'est non seulement un classement, mais le plus malicieux des commentaires critiques; si vous ne lisez qu'un livre cet été, ce sera celui-là.

Chez Gallimard : les *Carnets* de Louis Guilloux (1943-1974) dont le premier volume a fait l'objet de l'une de mes chroniques.

*Le procès du rêve*, hommage de Zoé Oldembourg à la figure du père.

Une promenade à travers la politique par des chemins parfumés sous la signature de M. Leroy-Ladurie, *Paris-Montpellier*.

Au Mercure de France : *Les lettres de la princesse Palatine* qui ne ruinent pas le mythe national de la monarchie comme prétend la *prière d'insérer* de cet ouvrage due peut-être au préfacier, M. Pierre Gascar, mais qui nous introduit sur les traces de la plus spirituelle des visiteuses de monuments historiques dans un monde certes plus familier au français moyen de l'époque que le palais de l'Élysée au français moyen d'aujourd'hui, le château de Versailles; il suffisait de louer une épée chez le concierge pour aller regarder Louis XIV sous le nez.

Chez Stock : la cinquième réédition de *l'Esprit de perfection* que M. Georges Roditi remet sans cesse sur le métier pour l'affiner davantage et qui s'inscrit d'ores et déjà dans la plus haute tradition de la littérature française après la Rochefoucauld et Chamfort.

Chez Bernard Grasset : un agréable roman de dame, *Belle Alliance* de Christine de Rivoyre, *La lumière du Nord*, des nouvelles d'un sombre glacé de Marcel Schneider, une remarquable biographie de Jean Baptiste Racine, par Jean Pierre Giraudoux.

Je ne veux pas omettre pour finir :

Chez Julliard : *L'Allée du roi*, le grand succès de l'année, mémoires apocryphes de Madame de Maintenon due à la plume de Mme Françoise Chandernagor qui s'égale à la meilleure Yourcenar, celle des *Mémoires d'Hadrien*.

Chez Albin Michel : *Tycho de Leyde*, évocation de la Hollande du XVII<sup>ème</sup> siècle à travers le regard d'un peintre imaginaire, par le professeur Pierre Debray-Ritzen, écrivain français et esprit européen de grande race.

Chez Garnier : le tome XVI de la Correspondance de Georges Sand

Chez Plon : les tomes VIII et IX de Correspondance de Proust.

Au Seuil : le Journal de Julien Green des années 76-78.

Je reviendrai sur certains de ces livres dans ma prochaine chronique. Bonnes vacances.

# PHOTOLOGIE

par Yvan CHRIST

C'est un fait nouveau que j'ai déjà souligné ici même: la photographie, singulièrement l'ancienne, s'impose désormais, de manière quasi permanente, à l'attention des pouvoirs publics. Quelques chercheurs et curieux étaient seuls, naguère, à fouler un tel domaine: on ne se privait pas, en haut-lieu, de sourire de leur manie et de leur fièvre. Cela étant, ils ont frayé une voie qui ne cesse de s'élargir et de se magnifier. L'âge des pionniers prend fin...

\*  
\* \*

Mon dessein n'est pas de dresser un bilan complet des récentes manifestations qui ont pris pour thème la photographie historique. Je me borne à constater qu'en cette année 1982, le musée d'Art et d'Essai, au Palais de Tokyo, a présenté les plus anciennes photographies de Jérusalem et de la Terre sainte, exécutées par Auguste Salzmänn au début du Second Empire; qu'au Grand Palais, la Direction du Patrimoine au ministère de la Culture, avec le concours de la Direction des Musées de France, a organisé une exposition intitulée "Versailles, palais d'images", où figuraient, autour des œuvres d'Eugène Atget, maintes épreuves dues aux premiers praticiens de l'objectif; que la Bibliothèque nationale s'est penchée sur les débuts des procédés photomécaniques en analysant le mariage de la photographie et de la gravure; que l'Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, qui dresse l'inventaire de ses collections photographiques, exposera bientôt ses pièces les plus précieuses.

Quatre manifestations révélatrices, parmi d'autres. A noter qu'une étude exhaustive a été consacrée à Salz-

*Eugène Atget. Versailles, Bosquet de l'Arc de Triomphe (photo - 1904)*

mann par Françoise Heilbrun, responsable du département photographique au futur musée d'Orsay (1), et qu'un beau catalogue, accompagné pour la partie ancienne, d'un texte de Philippe Néaju, chef du Service des Archives photographiques à la Direction du Patrimoine, complétait l'explosion du Grand Palais où hommage était rendu aux premiers photographes du château de Louis XIV (2). Il en ira certainement de même pour ce qui est de la prochaine exposition de l'Ecole des Beaux-Arts, laquelle nous a habitués, pour chacune de ses grandes manifestations à des catalogues méthodiques qui sont des modèles du genre. La *photologie* devient une science à part entière.

\*  
\* \*

Versailles, en juin dernier, a été, on s'en souvient, à l'ordre du jour international — les républiques, quelles que soient leur numéro et leur couleur, goûtant très vivement au délicat plaisir de se parer des plumes de la monarchie défunte... N'est-ce pas Jaurès qui philosophait sur le "*charme séculaire de la royauté*"? Ce charnelà, qu'incarne Versailles, les photographes, dès les premières heures de l'invention, n'ont pas laissé d'y être sensibles. L'a parfaitement démontré l'exposition du Grand-Palais. Mis à part Atget, mais pour les années 1900, les noms les plus fameux de l'âge d'or de la photographie, tels qu'ils s'imposèrent sous le Second Empire, sont pourtant absents du palmarès,

On aurait tort d'en être surpris. Confite dans le médiévisme, éprise de "pittoresque", cette époque, qui donnait dans le romantisme tardif et qui en suivait fidèlement le catéchisme de persévérance, n'était guère touchée par le

mystère en pleine lumière du classicisme. A cette lumière, apparemment paisible, des châteaux et des palais tels que les modela le règne du Roi-Soleil, elle préférerait les ombres réputées inquiétantes des églises et des cathédrales, où elle aimait à se perdre délicieusement. Les photographes des années cinquante et soixante, à l'exemple des petits "peintres de genre" du même temps — ce qu'ils seraient restés sans Niepce, Daguerre et leurs premiers émules... — n'avaient d'yeux que pour le Moyen Age "énorme et délicat". Hors du gothique, point de salut!

Les historiens de Paris ont la plus grande peine à mettre la main sur des photographies anciennes du faubourg Saint-Germain, voire du Marais, c'est-à-dire sur des images de ces hôtels des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, qui, méprisées par les médiévistes et par les urbanistes, souffraient alors mort et passion. Ainsi en allait-il, Napoléon III régnant, pour Versailles. Les organisateurs de l'exposition du Grand Palais croient devoir affirmer que le domaine de Louis XIV est un des lieux les plus photographiés de toute la France. Oui, certes, mais pour ce qui est surtout du XX<sup>e</sup> siècle, le siècle précédent n'ayant qu'incidemment tourné son regard vers Le Vau, Hardouin-Mansart et Le Nôtre — sinon à l'occasion de quelques circonstances exceptionnelles, officielles et anecdotiques. Si nous avons le privilège de posséder une abondante documentation photographique sur le château des Tuileries, c'est qu'il était la demeure habituelle de l'empereur, de sa femme et du petit prince. Seuls des fantômes et, qui plus est, non "moyenâgeux", peuplaient la demeure du Roi-Soleil, dont les rayons estompés ne caressaient que quelques marches de marbre rose — à l'intention des poètes, qui sont dotés, quant à eux, du don de double vue...

Des photographies, signées de noms qui sont inconnus du grand public — Alphonse Davanne, Louis Robert, Achille Quinet — occupaient la première partie de l'exposition. Œuvres honorables du Second Empire, non point chefs-d'œuvre insignes. Il fallut attendre la chute du XIX<sup>e</sup> siècle pour que survint un photographe qui fût doué du sens de la poésie vraie et à la sensibilité duquel parlât enfin Versailles.

Près de cinq cents clichés furent réalisés par Eugène Atget tant à Versailles qu'à Sceaux et à Saint-Cloud. Le poète populiste de la rue parisienne n'eut aucune peine à devenir le chantre inspiré des perspectives royales. Le "génie du lieu", lui seul, en fin de compte, sut le déceler, le saisir et le traduire — avec un incomparable naturel, sans grimaces ni faconde. Trente de ses épreuves, en attendant mieux, l'ont démontré aux visiteurs du Grand Palais. Quelques-unes d'entre elles sont reproduites dans le catalogue de l'exposition: elles sont belles parce qu'elles sont simples — une simplicité qui est le fruit d'un regard à la fois spontané et exercé. Rien de sublime ni d'affecté. Point d'effets appuyés, point de coups d'œil complices — tel qu'il en abonde et en surabonde dans l'actuelle production photographique, singulièrement sur le terrain

*Eugène Atget. Versailles, Statue de l'Air par Le Hongre (photo - 1904)*

versailles. Face à la subtilité de Versailles, face à ses horizons et à son espace, le bonhomme Atget, a exactement ouvert les yeux là où il fallait qu'ils le fussent. Mieux que tout autre, il a vu le vrai Versailles. Il nous apprendra toujours à le voir et le revoir tel qu'il doit être vu et revu.

\*  
\* \*

La leçon d'Atget est permanente. C'est à New York que vient de se tenir une imposante exposition consacrée à celui qui, sans conteste, fut un des plus inspirés sous sa feinte humilité, de tous les photographes français. Au musée d'Orsay de prévoir, pour son ouverture prochaine, un hommage, plus solennel encore, rendu à ce créateur du temporel. Paris aura bientôt son musée du XIX<sup>e</sup> siècle — établissement public qui, *ipso facto*, abritera l'esquisse de ce musée national de la photographie que la France se refuse à fonder. Je suis de ceux qui, depuis près de trente ans, appellent une telle fondation. Serons-nous un jour entendus? Orsay est le résultat d'une première écoute. Il appartient aux *photologues* de forcer encore la voix...

Yvan CHRIST

(1) Cf. *F. de Saulcy (1807-1880) et la Terre Sainte, tome V. de la collection "Notes et documents des musées de France". Ministère de la Culture, édition de la Réunion des musées nationaux, Paris, 1982.*

(2) *Versailles, palais d'images, photographies 1852-1982, ministère de la Culture, association française pour la diffusion de la photographie, Paris, 1982.*



---

# notes de Lecture

---

## ● Une grande œuvre : le dictionnaire encyclopédique d'histoire de Michel Mourre

J'avais pour Michel Mourre, cet ancien novice dominicain de Saint-Maximin, devenu l'architecte d'un extraordinaire *Dictionnaire encyclopédique d'Histoire*, une grande admiration. Je l'avais découvert à travers son *Histoire vivante des moines* (Edition du Centurion 380 p. 1965) et suivi avec beaucoup d'intérêt, car il était mon contemporain et nos curiosités étaient parentes. Comme moi, il s'intéressait à l'histoire du christianisme, aux cheminements des idées spirituelles, mais il s'y consacra tout entier. Il se cloîtra dans son bureau, comme dans le monastère qu'il avait quitté et se consacra tout entier à son grand dessein.

La vie de cet homme, d'une rare érudition mais d'une grande modestie, il se tenait à l'écart de toute publicité, se confondit désormais avec son œuvre et rien ne peut-être dit de l'une qui ne soit un commentaire de l'autre. Très vite, une immense culture historique et philosophique, étayée par une grande rigueur d'analyse, lui valut le respect des érudits et lui ouvrit la porte des éditeurs. *Malgré le blasphème*, essai autobiographique écrit en deux mois, fut suivi par *Charles Maurras, Lamennais, le Monde à la mort de Socrate, le Monde à la mort du Christ, les Religions et les Philosophies d'Asie*, jalons d'une carrière d'encyclopédiste qui devait le mener en 1963 à entreprendre la réalisation du premier *Dictionnaire d'histoire universelle*, édité en langue française depuis 1857. Les deux volumes de son Dictionnaire à peine publiés (1968) par les Editions Universitaires, Michel Mourre reprenait la plume pour bâtir la grande édition illustrée en huit volumes publiée par les Editions Bordas.

Michel Mourre est mort en août 1977, à la suite d'une brève et foudroyante maladie. Quelques semaines plus tôt il relisait et corrigeait encore les derniers feuillets d'un manuscrit de vingt mille pages, point d'aboutissement de quinze ans d'un inlassable travail, qui demeure la grande œuvre de sa vie, le *Dictionnaire encyclopédique d'Histoire*, instrument d'érudition incomparable que tous les établissements d'enseignement, tous les hommes de culture, se doivent de posséder.

Enorme entreprise, le *dictionnaire encyclopédique d'histoire*, aux Editions Bordas, réunit 5 500 pages, 6 000 documents en noir et blanc, 500 documents en couleur,

en 8 volumes reliés, tous les volumes sont maintenant publiés. Une édition plus réduite vient d'être réalisée en un volume.

Curieusement, aucun ouvrage de référence consacré à l'histoire universelle, qui regroupe et présente sous forme alphabétique les faits, les notions, les idées et les hommes, n'avait été publié en langue française depuis le siècle dernier. Et pourtant, les cent vingt dernières années ont été l'occasion d'une véritable "explosion" des connaissances sur notre propre passé. Les historiens utilisent pour leurs recherches l'apport des sciences humaines et leurs analyses ne sont plus consacrées aux seuls grands hommes et événements majeurs, mais portent sur l'ensemble des activités, des institutions, des générations précédentes.

Jamais le public, dont l'intérêt pour l'histoire va grandissant, n'a eu à sa disposition autant de thèses, d'études, de biographies, alors que se multiplient émissions, articles, films et romans à thème historique. Le besoin d'un ensemble de références aisément utilisable se faisait donc ressentir et renforce l'intérêt de l'entreprise de Michel Mourre, qui a travaillé pendant près de quinze ans pour offrir à ses lecteurs une somme considérable, mais très accessible.

Il a adopté le classement alphabétique, clef la plus aisée de la recherche de l'information, et il a enrichi son ouvrage d'articles de synthèse permettant, par une recherche croisée, de reconstituer aisément et rapidement des dossiers historiques complexes. L'ampleur d'une telle œuvre est à la mesure de l'universalité actuelle de l'histoire. Il ne s'agit plus d'étudier l'histoire du monde, seulement par rapport à un système de références occidentale, mais au contraire de saisir chaque civilisation, chaque continent, chaque pays, ainsi que les régions et les groupes sociaux, dans ce qu'ils ont de spécifique.

La richesse du "Mourre" tient au traitement, dans ses quelques 18000 entrées, des données essentielles qui constituent l'histoire de tous les temps, à travers tous les continents. Il aborde l'histoire de tous les Etats, actuels et anciens, des provinces, des régions, des villes du monde entier. Tous les personnages ayant joué un rôle important dans l'histoire du monde font l'objet de notices

biographiques. De nombreux articles sont d'autre part consacrés aux institutions, aux idéologies, aux partis et mouvements politiques, à la presse, aux structures sociales, aux doctrines économiques, aux faits de culture, à la guerre, et à l'art militaire, aux grands événements.

L'iconographie, confiée à des spécialistes confirmés de la recherche internationale, fait appel à des classiques de la documentation historique, qu'il s'agisse de sites archéologiques comme la crypte secrète de la Pyramide des Inscriptions à Palenque, en Amérique Centrale, de scènes vécues: le Général de Gaulle descendant les Champs Elysées au jour de la Libération, de témoignages comme l'affiche de Sennep: "... les Républiques passent".

Mais les curiosités historiques l'emportent peut-être sur les classiques. Au fil des pages, on ne compte plus, en marge, les blasons des villes, les sceaux, les portraits, les objets, compagnons et signes révélateurs de la grande histoire, mais on est surtout frappé par le grand nombre de scènes vivantes. Ici, c'est le premier envol de l'avion qui ait réussi à décoller du pont d'un navire, là Hitler baptise la première Coccinelle, voici Louis XVI qui lève son verre à la santé de la nation, des dockers de l'antiquité qui déchargent le blé dans le port d'Ostie, Clémenceau qui fait charger les manifestants du 1er Mai 1906. Voici Romain Rolland qui salue le poing levé, Malraux qui lance ses strophes lyriques, de graves diplomates signent le traité de Rome, Napoléon caracole *Unter den Linden*, Paul VI parle à l'ONU, Mao entame sa longue

marche. Voici les pasteurs du Désert qui parlent à leurs fidèles dans les Cévennes, et les Pères du Concile Vatican II en pleine discussion.

Mais à quoi bon assembler une collection d'images, si nombreuse, si animée et vaste fut-elle, si on ne la faisait revivre pièce à pièce par des textes de présentation particulièrement abondants. De très longues légendes, parfois 20 à 25 lignes pour un seul document, mettent en situation les images par rapport au passé et au présent. Elles expliquent les gestes, les visages des protagonistes et des comparses, la topographie de l'action, le pourquoi et le comment des choses représentées. Le document est commenté clairement. Son authenticité, sa volonté de flatter ou de nuire, sa vérité ou son exagération sont jugées le plus exactement possible. Sa signification, parfois cachée et incompréhensible sans de minutieuses recherches, est complètement élucidée.

L'image, loin d'être la chose morte d'un passé défunt devient vraiment "illustration", c'est-à-dire "lumière", et cette lumière réveille autant les fibres de notre curiosité, de notre sensibilité, finalement de notre intelligence, qu'en éveillent les événements présents et actuels. Ainsi le lecteur et le chercheur se sentent invités à être à leur tour des acteurs de l'histoire, ou tout au moins à participer à des moments de l'histoire, que jusqu'ici ils ignoraient ou croyaient bien connaître. Une magnifique entreprise réussie.

Jean CHELINI

## ● Sur l'Union Soviétique

Les études sérieuses en langue française sur l'Union Soviétique ne sont pas si nombreuses, que l'on peut se réjouir de la parution ces dernières années de quelques livres de qualité sur cette superpuissance dont le poids dans l'équilibre du monde n'est plus à démontrer, et dont l'influence en Occident même est immense, servant de repoussoir aux uns, de modèle à d'autres. Citons un volume de la collection U qui a pour auteur un professeur canadien, Jacques Levesque, "*L'URSS et sa politique internationale de 1917 à nos jours*". Mais surtout il y a l'œuvre d'Hélène Carrère d'Encausse, professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris qui s'impose comme une spécialiste internationale de l'U.R.S.S. par deux livres particulièrement remarquables: "*L'Empire éclaté*" et "*Le pouvoir confisqué. Gouvernants et gouvernés en U.R.S.S.*" qui prennent place parmi bien d'autres publications du même auteur qui font autorité. Enfin nous signalons le livre très intéressant d'un dissident, Michaël Voslensky, qui traite d'un sujet tabou dans les pays socialistes: "*La Nomenklatura: les privilégiés en U.R.S.S.*".

Le livre de J. Levesque présente l'évolution de la politique extérieure de l'Union Soviétique à partir de 1917;

c'est une introduction pour qui veut appréhender le rôle mondial de plus en plus accentué de ce pays depuis ces journées d'octobre "qui ébranlèrent le monde". Il montre d'une manière événementielle comment la puissance soviétique s'est affirmée grâce à des ressources naturelles immenses, en profitant de la deuxième guerre mondiale qui lui a permis d'étendre son empire par la création des démocraties populaires en Europe centrale; grâce aussi à l'extension du communisme dans un certain nombre d'autres pays (Chine, Vietnam, Cuba, Ethiopie par exemple) et à l'action des partis communistes fortement liés à Moscou depuis la III<sup>e</sup> Internationale fondée par Lénine sur la base des 21 conditions qui ont conduit à une bolchevisation de ces partis installés d'abord en Europe occidentale puis un peu partout dans le monde. Pourtant l'auteur a tendance à minorer les ambitions de l'U.R.S.S. et les menaces que sa politique impérialiste fait peser sur la paix mondiale. En réalité elle n'a pas renoncé au dogme de la révolution mondiale. De plus il y a dans son livre peu de renseignements sur les structures de la politique étrangère: les mécanismes de prise de décision, le rôle des services d'espionnage et de l'armée surtout, l'importance du complexe militaro-industriel. De même l'action des partis frères, souvent évoquée, n'est jamais traitée au fond pas plus que celle de mouve-



ments parallèles comme certaines organisations pour la paix soutenues par les services soviétiques ainsi que les entreprises de désinformation. Tout cela est bien suggéré par la photo de couverture qui montre un Georges Marchais resplendissant serrant la main de M. Brejnev à Moscou, le 8 janvier 1980, quelques semaines après l'invasion de l'Afghanistan. Mais tous ces aspects de la puissance soviétique sont trop négligés par Jacques Levesque.

D'un autre souffle sont les livres de Madame Carrère d'Encausse qui apporte une foule d'informations et de précisions sur le fonctionnement profond de l'U.R.S.S. L'auteur s'interroge d'abord sur les risques que fait peser sur l'unité du pays la coexistence de divers peuples: "plus de 100 nations et nationalités que tout sépare: langues, histoire, religions, races" (L'Empire.. p. 9). L'idéologie officielle dit que l'Empire des Tsars était une prison pour tous ces peuples mais que la révolution bolchévique de Lénine les a libérés. Dans la réalité on s'aperçoit que si formellement, l'Etat soviétique maintient officiellement une structure fédérale (la Constitution brejnevienne de 1977 confirme le système fédéral avec même le droit à la sécession pour les Républiques) il ne s'agit nullement d'une fédération de type étatsunien mais bien d'une organisation inégalitaire héritée de l'Empire avec un peuple guide, sorte de frère aîné, le peuple russe. La centralisation étant très poussée, les décisions échappent aux non-russes (L'Empire.. p. 161): le vrai pouvoir se trouve au centre; les pouvoirs périphériques ne sont que des pouvoirs de transmission et de gestion (Le pouvoir.. p. 177). 90 % des ministres sont slaves; au Comité Central du Parti Communiste, 82 % des délégués sont russes; au Politburo, sur 16 membres il n'y a que deux non slaves; tous les membres du secrétariat du PCUS sont slaves (L'Empire.. p. 170). Au niveau local, si le 1er secrétaire du PC des républiques est un national, il est flanqué d'un 2<sup>e</sup> secrétaire russe qui a le contrôle des hommes et qui nomme aux postes importants. L'armée est aussi un "instrument de dénationalisation" (L'Empire.. p. 201): 91 % des généraux sont slaves et la langue utilisée est le russe.

De même, si officiellement les langues nationales sont protégées, la connaissance du russe est une condition indispensable pour qui veut une promotion sociale. Pour tous les postes d'encadrement, même à un niveau subalterne, il faut parler le russe.

Pourtant le nationalisme est une réalité très vivante comme le montrent les multiples crises nationales qui éclatent ici et là malgré une répression féroce. Le nationalisme passe souvent par une religion: le catholicisme en Lituanie où cette religion joue un peu le même rôle qu'en Pologne: la lutte religieuse et la lutte pour l'existence nationale se confondent (L'Empire.. p. 281); l'Islam qui renaît et que le régime cherche à utiliser à des fins de politique étrangère; il y a aussi une renaissance de la foi juive et orthodoxe. Tout cela représente un élément d'insécurité pour le régime qui n'a pas réussi, comme il se le

proposait, à effacer les différences nationales: le mythe forgé par Lénine d'un univers socialiste où il n'y aurait plus de peuples, mais un homme nouveau, une sorte d'"homo sovieticus", a volé en éclats. Au contraire le nationalisme s'affirme de plus en plus. C'est bien là, dans un Etat dont la puissance militaire semble invincible, le point faible: l'Empire tsariste n'a-t-il pas vu sa vulnérabilité décuplée pendant la première guerre mondiale par la vulnérabilité de sa périphérie? Or le contexte démographique est très défavorable aux russes, alors que les peuples musulmans connaissent un progrès spectaculaire mais qu'il ne faut pas exagérer: il n'y a pas de risque de voir le peuple russe submergé par les autres et dépossédé de sa situation prédominante. Il y a cependant un risque de déstabilisation pour l'U.R.S.S. à un moment où elle entreprend une politique étrangère qui n'est pas systématiquement du côté des peuples de l'Islam en Egypte, en Ethiopie, en Iran et surtout en Afghanistan.

Ces questions des rapports entre le centre et la périphérie, entre les russes et les non russes sont des éléments du système de gouvernement de l'Union Soviétique. Le titre "*Le pouvoir confisqué*" est remarquablement bien choisi pour caractériser une dictature du prolétariat qui est en fait la "dictature du parti sur le prolétariat" (Le pouvoir..p. 9), un gouvernement pour le peuple qui est conduit sans tenir le moindre compte de celui-ci, comme si la maxime de Pierre-le-Grand "ceux qui dirigent la Russie ne doivent de comptes à personne; ils peuvent à leur gré récompenser ou châtier leurs sujets" avait été reprise par ceux que l'on appelle parfois les "tsars rouges".

Le pouvoir appartient à une oligarchie, mais sa nature a évolué: fondé sur la terreur sous Staline, aujourd'hui il n'y a plus de purges sanglantes; on est sorti de la peur et cela a permis d'établir une certaine stabilité du moins depuis 1964. Mais, souligne l'auteur, "la sphère du pouvoir est un monde clos sur lequel la société n'a pas de prise" (Le pouvoir..p. 54). La preuve en est qu'en 1956 Khrouchtchev a dénoncé les crimes de Staline, mais dans un "rapport secret", réservé au parti. Le pouvoir est concentré dans le Parti Communiste: "c'est une loi non écrite mais la loi fondamentale de l'U.R.S.S." (Le pouvoir..p.68): le vrai parlement, c'est le Comité Central; le vrai gouvernement le Politburo; le vrai 1<sup>er</sup> Ministre, le Secrétaire Général. Mais y a-t-il une dictature personnelle de M. Brejnev? Certes il bénéficie d'un culte stupéfiant comme Staline: des bustes partout, des décorations en quantité invraisemblable, les qualificatifs les plus glorieux accompagnent son nom dans la presse, une œuvre écrite dont on dit qu'elle est "lue, relue et étudiée passionnément" ! (Le pouvoir..p.89). Ses pouvoirs sont exorbitants, mais comme Hélène Carrère d'Encausse le montre, c'est un pouvoir qui lui a été donné par ses pairs, non arraché à eux, contrairement à ce qu'avaient fait Staline et Khrouchtchev (Le pouvoir..p.98). Il y a donc persistance d'un pouvoir collectif. Les événements récents semblent confirmer cette thèse: la disparition de M. Souslov survenue alors que M. Brejnev est malade

depuis plusieurs années semble avoir provoqué une déstabilisation à la tête de l'Etat. Dans ce système le PC a donc un rôle immense: il est "la colonne vertébrale de l'U.R.S.S." (Le pouvoir..p.102). Mais d'autres forces ont acquis un pouvoir: l'armée qui est représentée dans l'appareil de l'Etat et du parti, et le Kgb, la police.

Un autre caractère du pouvoir soviétique est la gérontocratie où le problème de succession n'est pas réglé, comme si les vieillards qui gouvernent le pays se refusaient à préparer l'avenir, se contentant de s'accrocher au pouvoir. La vie politique n'obéit pas à des règles établies et connues mais laisse la plus grande place aux rapports de force.

La coupure entre gouvernants et gouvernés est totale. Il n'existe aucune possibilité de socialisation en dehors du parti qui a pour tâche d'uniformiser les esprits: par l'école et les organisations de jeunesse que l'enfant doit fréquenter sous peine d'être marginalisé; par la propagande qui est intense et partout; par le contrôle de la vie privée (par exemple on est théoriquement libre de pratiquer une religion, mais non de la transmettre à ses propres enfants car il s'agirait de propagande religieuse qui est interdite); par "les tribunaux de camarades" qui doivent "éduquer leur prochain et lui épargner de s'engager dans une voie condamnable" (Le pouvoir..p.239); par la surveillance mutuelle: la société à un rôle de coercition, de surveillance, d'intimidation. Mais comme le régime a échoué dans sa volonté d'uniformiser les nations, il a échoué dans sa volonté d'uniformiser les esprits. Certes il n'y a pas de risques de révolte contre le pouvoir, mais se développe une autre culture différente de la culture officielle qui est celle de la dissidence, ce que les russes nomment "inakomysliachtchii", c'est à dire "qui pense autrement" (Le pouvoir..p.247): c'est le fait de personnes au courage exceptionnel car elles sont complètement rejetées de la société, privées de leur travail et de leur liberté, objet de chantage sur leurs enfants (1): intellectuels, religieux, nationalistes, ouvriers. La dissidence, pas plus que les nationalismes ne semblent devoir remettre en question le pouvoir communiste qui dispose depuis 60 ans de moyens de pression considérables sur la société et qui use d'une répression féroce sans scrupules humanitaires, d'autant que toute l'histoire russe est marquée par une remarquable passivité sociale. Mais il se heurte à ces butoirs que représentent des hommes profondément attachés à leurs traditions, à leur langue, à leur religion ou à leur manière d'être et de penser.

Le régime soviétique apparaît comme la plus formidable imposture de l'histoire, fondée sur une opposition totale entre la théorie et la réalité.

C'est une dictature du prolétariat où les ouvriers ont des conditions de travail particulièrement dures et où ils ne peuvent pas faire grève ni s'exprimer. Ils sont même exclus, comme les kolkhoziens, du PC, parti fermé aux masses et réservé aux diplômés, et leurs enfants le sont de l'enseignement supérieur.

C'est une démocratie où (sans parler des élections qui sont une sinistre farce et de l'absence totale de liberté d'expression qui est paraît-il une liberté bourgeoise) le pouvoir est confisqué par une oligarchie. Les libertés sont proclamées par la constitution, mais non admises par le pouvoir. Le peuple est méprisé, la vie politique obéit non à des lois démocratiques mais aux lois de la jungle.

C'est une fédération, mais la centralisation et la russification écrasent les nations.

C'est une société égalitaire mais le système social est figé et le fossé ne cesse de s'accroître entre les privilégiés et ceux qui ne le sont pas, avec une extraordinaire aisance matérielle des cadres du parti et la promotion d'une nouvelle classe orgueilleuse et pleine de morgue: c'est la "nomenklatura", liste des fonctions réservées par le parti à ses cadres, au niveau national mais aussi au niveau des républiques et des régions. Ceux qui y accèdent confisquent pouvoirs et privilèges dans un pays où tout manque sur le plan des biens de consommation. Relever de la nomenclature, c'est appartenir à l'élite, bénéficier de toutes sortes de privilèges matériels, accéder à l'éducation. Ce dernier point est essentiel car il donne la possibilité au groupe de se perpétuer au pouvoir et le rend fermé puisque l'accès à l'université est très contrôlé. Cette liste, on ne la connaît pas: la composition n'en est jamais publiée. C'est un élément central du système qui repose sur les intérêts d'une classe de privilégiés. Particulièrement édifiante est la remarquable description de la journée type d'un "nomenklaturiste" par M. Voslensky, avec un humour caustique qui serait drôle s'il ne s'agissait d'une réalité effrayante.

La jeunesse est exaltée par la propagande officielle mais le pouvoir réel est détenu par des vieillards.

A l'extérieur le régime tient un langage de paix mais il développe une puissance militaire jamais vue (c'est le complexe militaro-industriel), organise des interventions militaires directes ou indirectes, mène une politique d'expansion dans le Tiers-Monde et ne respecte pas ses engagements internationaux comme le montre le sort réservé aux accords d'Helsinki.

En bref tous les termes de la propagande soviétique (égalité, paix, bonheur, liberté...) sont battus en brèche par la réalité socialiste imposée par un pouvoir totalitaire. "L'avenir radieux" promis par le régime (2) n'est pas ressenti par la population qui fuit l'univers communiste par l'alcoolisme dont l'augmentation est considérable (12 % du revenu national provient des ventes d'alcool).

La moindre des impostures n'est pas dans l'admiration dont a bénéficié l'U.R.S.S. (et dont elle bénéficie souvent encore) dans les milieux intellectuels de gauche occidentaux y compris d'ailleurs chez des esprits honnêtes et

sincères, mais peu critiques (3).

Le système soviétique est figé depuis 60 ans autour d'un groupe dirigeant cohérent (qui a subi cependant des purges sanglantes jusqu'en 1953) qui se perpétue et s'autocrute. La mobilité sociale est très réduite. Le pouvoir est pétrifié, personnalisé par des vieillards mais semble atteint de boulimie dans la recherche de la puissance extérieure. C'est un système reposant sur une idéologie qui se trouve complètement à l'opposé de la philosophie personaliste.

Jean-Dominique DURAND

Jacques Levesque, *L'U.R.S.S. et sa politique internationale de 1917 à nos jours*, A. Colin, Coll. U, 1980, 335 p.

Hélène Carrère d'Encausse, *L'Empire éclaté*, Flammarion, 1978, rééd. Livre de Poche, 1981, 384 p.

*Le pouvoir confisqué, gouvernants et gouvernés en U.R.S.S. 1980*, 239 p.

Michaël Voslensky, *La Nomenklatura: les privilégiés en U.R.S.S.*, Belfond 1980, rééd. Livre de Poche, 1981, 572 p.

(1) Marie Samatan, *Droits de l'homme et répression en U.R.S.S.*, Seuil, 1980, 348 p. compte-rendu in *France-Forum* N° 189-190, juillet-sept. 1981, pp. 53-54

(2) Alexandre Zinoviev, *L'Avenir radieux* (roman), Lausanne 1978, rééd. Livre de Poche 1979.

(3) voir l'intéressant volume de la collection Archives, *Au pays des soviets, le voyage français en Union Soviétique 1917-1939*, de Fred Kupferman, Julliard, 1979, 189 p.

## ● Mourir : réflexions chrétiennes de P. Grelot, E. Borne, P. Adnès, C. Morel et A.M. Haas

Il y a beaucoup à apprendre dans le petit livre intitulé "Mourir. Expérience et réflexion chrétiennes", paru en 1981 aux éditions Beauchesne à Paris. Dans ces 120 courtes pages sont examinées successivement la mort dans l'Écriture Sainte, la mort dans l'existence humaine, la liturgie de la mort, la mortification, la mort mystique.

Les représentations de la mort dans l'Ancien Testament sont diverses. Pessimisme radical dans l'Éclésiaste: l'homme qui meurt retourne à la poussière comme les bêtes. Dès la Genèse cependant apparaît l'espérance d'une vie au-delà de la mort : les justes sont "enlevés" par Dieu. Selon la Sagesse ils sont "dans la paix". Leurs âmes sont "dans la main de Dieu". Progressivement l'espérance de la résurrection gagne de larges cercles dans le judaïsme. Avec le Nouveau Testament elle devient une conviction centrale fondée sur la résurrection du Christ. Cette conviction structure la liturgie funéraire telle qu'elle se précise dès les premiers siècles. Les pères des 4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> siècles, quoique peu explicites sur le sujet semblent croire que la prière pour les morts procure le pardon des péchés dans l'au-delà et assurent le salut de l'âme. Au début du second millénaire on constate qu'à la sérénité de la célébration primitive est venu se mêler, au point presque de l'oblitérer, un sentiment de crainte à la pensée du jugement. Au Moyen-Age on multiplie les messes à l'intention des défunts. La nouvelle liturgie catholique d'après le Vatican II exprime pleinement l'espérance chrétienne du salut sans cependant affirmer une assurance qui exclurait toute espèce d'appréhension.

La mort mystique n'est pas un thème exclusivement chrétien. Pour Platon l'âme, grâce à une anticipation de la mort physique, peut se libérer par une sorte de katharsis, pour accéder à la vérité éternelle et à la connaissance absolue. Porphyre distingue "la mort bien connue, quand le corps est séparé de l'âme, et la mort des philosophes quand l'âme est séparée du corps". Cette tradition

platonicienne a été reprise par les pères de l'Église et les auteurs monastiques. Mourir est, pour l'homme, la condition de la vision de Dieu. Dieu dit à Moïse: "Tu peux voir ma Face car l'homme ne peut me voir et demeurer en vie". D'où l'idée de la mort mystique, sorte de rapt, phénomène-limite, expérience exceptionnelle car une pleine vision n'est possible qu'après la résurrection de la chair.

Étienne Borne se livre au chapitre II à une réflexion philosophique sur la mort dans l'existence humaine. Il part de la maxime d'Épicure "Si tu es, la mort n'est pas; si la mort est, tu n'es pas". Maxime tellement irréfutable qu'on se dit qu'il y a un truc. De fait il y en a un si évident qu'il n'a pu échapper à Épicure en sorte qu'il faut voir dans sa formule l'expression d'un état non de sérénité mais bien plutôt de tension. Le propre de l'homme en effet est qu'il se représente sa propre mort. Voltaire a beau dire à Mme de Deffand: "il ne faut jamais penser à la mort. Cette pensée n'est bonne qu'à empoisonner la vie", la pensée est là et toutes les tentatives pour en nier la force corrosive sont vouées à l'échec. Elle est là. Il faut faire avec. Prétendre abolir la peur en socialisant la mort c'est organiser un refoulement au demeurant assez odieux, c'est oublier la prière de R.M. Rilke: "donne à chacun sa propre mort". Les doctrines réductrices peuvent bien tenter d'interdire l'expression explicite de la question: la question n'en continue pas moins de vivre dans les profondeurs de l'âme humaine et C.G. Jung nous a appris à redouter ces anxiétés qui, reléguées dans l'inconscient, y fermentent jusqu'à engendrer des soulèvements psychiques aux déferlements d'autant plus ravageurs qu'ils échappent à tout contrôle. "La mort, dure victoire de l'espèce sur l'individu" dit Marx. Dire que la disparition d'un individu n'est rien puisque l'espèce se perpétue, c'est faire de l'espèce un absolu, c'est aussi traiter par le mépris l'individu, c'est l'abandonner au néant, c'est tenter d'étouffer son chant, ce chant unique

dont il remplit l'univers. E. Borne passe en revue les multiples discours qui tentent de couvrir les voix intérieures. Pour lui point de discours, l'honneur de l'homme c'est d'assumer "l'inapaisable inquiétude".

Puis E. Borne met en lumière une série d'antinomies aussi simples qu'éclairantes :

- La mort d'un être humain requiert respect et recueillement / Rien de plus trivialement quotidien que la mort.

- "Tu ne tueras pas" : donner la mort c'est faire le mal / L'homme cherche l'homme pour le tuer : suffisant raccourci de l'histoire.

- La personne humaine passe d'un infini tous les intérêts particuliers si vastes soient-ils / Les grandes causes exigent qu'on meure pour elles.

- Lorsqu'il crée et lorsqu'il aime l'homme ne supporte pas la précarité de l'objet créé et la vulnérabilité de l'être aimé / La mort change en passions désespérées la création et l'amour.

- La mort donne sens à la vie / La mort ôte le sens. "A quoi bon ?"

Ces antinomies n'imposent aucune conclusion sauf

précisément que, philosophiquement parlant, la mort n'est pas certitude du néant, que, l'espérance étant inscrite dans l'homme, l'idée d'un au-delà de la mort, comme mystère, sans image ni concept, est fondée en raison, qu'il est loisible ou sage de penser que si "la poussière retourne à la terre comme elle en vint"... "le souffle" retourne "à Dieu qui l'a donné". Dualisme? Sans doute. Tout enseigne l'universel triomphe de la mort, tout excepté cette "part divine" qui en l'homme médite sur la mort et dans l'instant même, de quelque manière, la nie. La nie obstinément, vitalement. Et toutes les grandes civilisations, toutes les grandes oeuvres du passé proclament cette négation fondamentale. Refus de voir le monde tel qu'il est ? Refus au contraire d'en exclure arbitrairement l'esprit qui s'y manifeste sous prétexte qu'on peut le situer, le saisir, le mesurer.

On n'étonnera personne en disant que le texte d'Étienne Borne se recommande par la rigueur des enchaînements, la précision des termes, le nombre des références. On se demandera seulement comment le philosophe a pu rassembler un pareil savoir.

Deux heures de lecture, cent vingt petites pages dont une douzaine de bibliographies, un petit livre passionnant, essentiel. A lire.

Dominique-André KERGAL

## ● Sous le regard de Moscou : Pologne 81-82 de Michel Heller

Né en 1922 à Moscou, Michel Heller qui vit en France depuis 1969 et enseigne à la Sorbonne, s'est conquis en quelques années une place de choix parmi les kremlinologues. Ses livres: "Le monde concentrationnaire et la littérature soviétique" (1974), puis "L'Utopie au pouvoir, histoire de l'URSS de 1917 à nos jours", (1982) sont déjà des ouvrages de référence. Son nouveau livre: *Sous le regard de Moscou: Pologne 1981-1982*, (Calmann-Lévy) rassemble et analyse les réactions soviétiques aux événements de Pologne à partir des grandes grèves de Gdansk d'août 1980 jusqu'au coup d'Etat militaire du 13 décembre dernier, telle qu'elles se reflètent dans la presse et les discours officiels. Faute de temps, de place ou d'intérêt, les mass media occidentaux n'ont pu donner une image fragmentaire de ces réactions. Or, de la vue complète que nous en recevons grâce à Michel Heller, il ressort clairement qu'on avait eu tort tant en Occident qu'en Pologne de croire un instant à une acceptation possible par les Soviétiques du phénomène *Solidarité*. Les Soviétiques au fond ont joué franc jeu, comme jadis Hitler n'avait guère caché le sien. Ils ont manifesté dès le premier instant leur hostilité contre le renouveau polonais. L'incertitude ne subsistait que sur la question de savoir ce qu'ils feraient pour casser un mouvement qui dans l'esprit des dirigeants (surtout militaires) du Kremlin visaient à détacher la Pologne de la communauté socialiste et de cette manière à "modifier les résultats de la seconde guerre mondiale et de l'après guerre". (Maréchal Oustinov, 6

novembre 1981). Notons que la même raison avait été indiquée en 1956 par Khrouchtchev pour motiver l'intervention soviétique en Hongrie.

On peut distinguer trois phases dans les positions prises à Moscou par les événements de Pologne. Dans une première phase, le Kremlin cherchait à comprendre le sens de la crise. Dans une seconde phase il essayait de désigner l'ennemi. Dans une troisième phase, il a défini la stratégie et la tactique susceptibles d'éliminer le danger. Il apparaît nettement qu'à partir du moment où *Solidarité* était désigné comme "une force anti-socialiste" et accusée de viser à un "second pouvoir", l'organisation de Lech Walesa aurait pu adopter n'importe quelle politique modérée, conciliante, le résultat aurait été le même. Car dans l'esprit des Soviétiques, la démocratisation, le pluralisme, sous n'importe quelle forme, ouvraient la voie à l'antisoviétisme, par conséquent à la rupture du statu quo, en raison des sentiments anticommunistes, antisoviétiques et pro-occidentaux des populations, que l'on n'ignore pas à Moscou. L'anti-pluralisme est un impératif dicté moins par l'idéologie que par les intérêts de domination soviétique. C'est cela le fait central que la presse de Moscou camoufle sous l'accusation "d'ingérences occidentales dans les affaires polonaises" préférées dès le début de la crise. (Pravda 4 septembre, 20 septembre 1980 etc.) C'est pourquoi on dit à Moscou que "les grévistes de Gdansk mettent en danger la paix".

Accusation qui tend à discréditer *Solidarité* non seulement à l'Est, mais aussi aux yeux des Occidentaux surtout des dirigeants Ouest-Allemands dont on connaît le profond attachement au statu quo et l'aversion contre les désordres.

Cependant au cours d'une première étape, tout en appliquant aux événements polonais les schémas Hongrie 1956-Tchécoslovaquie 1968, - "agitation fomentée par les milieux impérialistes et les revanchards allemands" - tout en se référant à la doctrine Brejnev, Moscou, comme tout le monde, semble méconnaître l'ampleur du mouvement. Le Kremlin fait confiance aux dirigeants locaux, au tandem Kania-Pinkowski, pour maîtriser le mouvement à peu près comme Gomulka avait réussi à maîtriser le mouvement démocratique 1956, en s'appuyant sur le parti, en faisant appel à l'aide de l'Eglise et au bon sens d'une opinion qui craignait l'intervention militaire de l'URSS.

C'est en décembre 1980 que les Soviétiques commencent à manifester des doutes quant à la capacité de résistance du Parti communiste polonais. A partir de ce moment une pression militaire croissante s'ajoute aux pressions politiques et économiques exercées sur Varsovie, la presse de Prague (dès fin novembre) fait le parallèle entre 1968 et 1980, on reproche à Kania de ne pas réprimer les intellectuels de KOR Michnik et Kuron, présentés avec quelques complicités ecclésiastiques et journalistiques occidentaux comme extrémistes ce qu'ils ne sont pas. "L'Etoile rouge", journal de l'armée soviétique, se déchaîne à son tour contre *Solidarité*. Simultanément les manœuvres aux frontières, les exercices communs russo-polonais s'intensifient.

Moscou fait semblant de croire que l'Occident ne songe à exploiter au plus vite ses difficultés pour récupérer la Pologne. (Etoile rouge, 5 février 1982). Pourtant Joseph Luntz fait tout pour la rassurer: l'OTAN ne prendrait aucune mesure militaire en cas d'intervention soviétique; et les négociations sur le gazéoduc et les crédits à l'URSS se concluent très amicalement. Par ailleurs Arbatov, principal expert soviétique des relations avec les U.S.A., se dit convaincu que les fortes paroles de Reagan ne seraient pas suivies d'actes.

La nomination en février 1981 de Jaruzelski comme premier ministre fait penser au préjugé favorable qu'avait la Pologne d'avant guerre pour les gouvernements militaires. Elle soulignait le rôle politique de l'armée et montrait aussi que Moscou, tout en brandissant la menace de son intervention, préférerait encore, pour des raisons très compréhensibles, une solution polonaise. A condition qu'elle ne tarde pas trop à "renverser le cours des événements". La presse de l'URSS, pour stimuler les Polonais loyalistes, fait du désordre qui règne dans le pays et des agissements de *Solidarité*, un tableau de plus en plus catastrophique, de style "réaliste socialiste" où l'on s'imagine des commencements de pogromes, une

pluie de dollars sur Kuron, des listes noires de fonctionnaires fidèles, des signalisations de routes détruites, des agents sionistes et de la C.I.A. partout, le philosophe exilé à Oxford Leszek Kolakowski comme chef d'orchestre clandestin. On parle de contre-révolution rampante. Entre février et juin 1981, on constate une escalade de délire verbal, au point qu'on se demande si les dirigeants soviétiques croient vraiment les informations qu'ils diffusent. Je pense, qu'ils étaient vraiment convaincus que *Solidarité* était un danger pour leur domination, et qu'il fallait donc l'éliminer. Le reste, les mensonges, les calomnies les plus absurdes, c'était de la littérature servant à justifier et à intimider.

Une observation encore: autant la presse soviétique s'est déchaînée contre *Solidarité* et les intellectuels, autant elle a ménagé durant toute cette période l'Eglise, comme si le Kremlin voulait conserver à cette dernière le rôle de médiatrice qu'elle détenait en fait.

Vers mai-juin 81, la presse soviétique reflétait une certaine déception à l'égard de Varsovie, elle commençait à critiquer la passivité du parti polonais, face à la tendance de *Solidarité* de se transformer en parti politique. Le P.C. polonais a été présenté par plusieurs commentateurs comme infiltré par des réformistes, des révisionnistes. On lui faisait grief de ne point dominer les mass media. (10 et 11 septembre 1981). La situation en Pologne, avec l'impunité des éléments antisocialistes, devenait une menace pour les pays voisins. On soulignait qu'il ne s'agissait plus là d'une pure affaire polonaise. La presse de Moscou citait de plus en plus souvent des éléments durs du parti polonais qui réclamaient plus de fermeté.

C'est sur ces entrefaites que Jaruzelski, le 18 octobre, prit la direction du Parti également, et envoyait des "commandos opérationnels" dans le pays pour contrôler les fonctions administratives. C'est sans doute à ce moment que la balance penchait vers une solution militaire si possible polonaise. Du coup, *Solidarité* (qui n'y songeait pas) était accusée de préparer un coup de force. Le 9 décembre "l'Etoile rouge" l'accusait d'utiliser... l'expérience de la junte chilienne contre le pouvoir populaire. La tentative de mettre sur pied un directoire Parti (Armée-Eglise-Solidarité, à laquelle personne ne semblait croire, échoua. Une dernière fois, le 12 décembre 81, un communiqué Tass exigeait que "les ennemis du socialisme soient réprimés avec la vigueur qu'ils méritaient", - et déjà les chars de Jaruzelski, avec la bénédiction de Brejnev s'ébranlèrent. Mais qu'on ne s'y trompe pas, nous avertit Michel Heller. Ce ne sont pas les chars d'une armée patriotique qui se sont substitués au Parti, ce sont les chars qui sont mis au service du Parti Communiste. Jaruzelski, avec l'approbation du Kremlin, s'empresse de souligner "le rôle particulier de l'armée dans l'édification de la Pologne socialiste".

François FEJTO

*Sous le regard de Moscou: Pologne 1981-1982, Calman Lévy.*

## ● Moi, Aristide Briand de Vercors

Il y a eu cinquante ans, le 7 mars 1982 qu'Aristide Briand succombait à l'âge de soixante dix ans, au terme d'une vie publique et d'une carrière exceptionnelles. Combien de Français pourraient aujourd'hui parler de cet homme né en 1862, successivement ou conjointement admiré et haï comme rarement un homme politique le fut par ses concitoyens ? Pouvait-il en être autrement, lorsque des dons naturels d'intelligence et d'intuition alliés à une bonté naturelle et une rare éloquence lui permirent de s'installer d'emblée au premier rang de la République ? Pendant trente ans (1902-1932) il l'a servie de la façon la plus intègre et la plus désintéressée. Souvent victime d'une jalousie plus ou moins latente ou maladroitement dissimulée par ses adversaires, voire par certains de ses amis, il savait bien qu'en politique ceux qui entendent influencer le cours des événements et réussissent tant bien que mal à y parvenir n'ont souvent pour compagne que la solitude et pour consolation la fierté et la satisfaction du devoir accompli dans l'intérêt de la République et de leur pays. Il avait également appris que l'échec, fut-il dû à des circonstances fortuites, devenait pour les envieux synonyme d'abandon, de faiblesse, voire de trahison.

Indolent par nature Aristide Briand ne fit jamais rien pour essayer de se faire valoir. Jamais il n'écrivit une ligne qui permit aux historiens de bien cerner les aspects apparemment contradictoires de son caractère, bref de le mieux connaître. Il n'a pas, en effet, cessé depuis sa prime jeunesse de parler et de réussir à se faire entendre et presque toujours comprendre. Sa séduction réussissait à conquérir les esprits les plus prompts et parfois les plus prévenus. Ses fameuses "antennes" lui permettaient de sentir les événements, de prévenir les oppositions, d'entraîner les adhésions. "Il a tout mis dans ses paroles et ne nous a rien laissé d'écrit". Jamais il ne songea à défendre sa mémoire et moins encore d'écrire ses Mémoires. Bref, "son image, mondialement illustre de son vivant, s'est lentement dissoute, obscurcie. Son nom ne parle plus guère - voire plus du tout - aux jeunes générations..." Telle est évidemment la raison pour laquelle Vercors a recouru à l'autoportrait intitulé "Moi, Aristide Briand", l'ouvrage dans lequel il prend la plume qu'aurait du tenir son modèle.

Pourquoi parler ainsi d'Aristide Briand ? Pourquoi cette admiration encore que toute sa carrière n'ait jamais été pour ses témoins ou leurs successeurs "absolument indiscutable". Vercors, ne cache ni la sympathie, ni la "vieille tendresse coupable" qu'il n'a jamais cessé de nourrir pour cet homme d'Etat qui, trente années durant, domina la scène politique nationale, puis internationale. Ne fut-il pas onze fois Président du Conseil et vingt et une fois ministre, jamais à des postes secondaires ? L'auteur de cette modeste présentation d'un ouvrage important paru sous la rubrique "Cent ans d'Histoire de France", a également éprouvé depuis sa jeunesse une évidente "tendresse" pour ce vieil homme parvenu au faite d'une gloire internationale sans précédent, jusqu'au

seuil de la mort et de l'oubli. Alors, à travers sa personne le visage de la France rayonnait d'espérance et de confiance ! Elles furent déçues. Ce n'est pas une raison pour renier sa politique. Des hommes parvinrent entre 1935 et 1945 à la contrefaire au prix d'une abominable confusion entre le travail exemplaire, patient, presque quotidien de ce porteur de Paix et l'insupportable abandon, la lâcheté plus ou moins confusément acceptée par les "pacifistes" de tout crin.

La lecture de ce premier tome de l'ouvrage de Vercors instruira les ignorants et réveillera les oublieux d'un passé trop hâtivement condamné, sans que jamais le nom et la mémoire d'Aristide Briand aient été atteints. Au sens le plus digne et le plus émouvant de ce terme il fut en effet tout au long de sa carrière un *homme de Paix*. Au collège puis au lycée ses camarades l'appelaient déjà "l'arrangeur". Elu député en 1902 (après trois échecs), à quarante ans, les problèmes sociaux et religieux de l'époque le virent combattre sans cesse -et au risque de sembler se déjuger- toutes les formes d'affrontement plus ou moins brutales entre français. Devenu chef du gouvernement de la République l'ancien partisan de la grève générale *des bras croisés*, brisa celle des cheminots... "Sans une goutte de sang !". C'est encore cet esprit et cette volonté de paix qui permirent à Aristide Briand d'inspirer au début de ce siècle la solution de ce grand problème de la Séparation des Eglises et de l'Etat. Rapporteur de la loi de Séparation Aristide Briand parvint, qu'on le veuille ou non et comme il n'avait cessé de le souhaiter, à obtenir de "la majorité républicaine de cette Chambre de ne pas se montrer tyrannique et persécutrice, car elle vous aura généreusement accordé (aux catholiques) tout ce que raisonnablement pouvaient réclamer vos consciences: la justice et la liberté" (3 Juillet 1905). Devenu Ministre de l'Intérieur et des Cultes il n'a jamais renoncé à pacifier les esprits en cherchant à apaiser les conflits. Combien de catholiques ignoraient à cette époque et ignorent encore ce que leur liberté et l'indépendance de l'Eglise doivent à Aristide Briand !

Mais, à partir de 1914, d'autres tâches et des responsabilités d'un tout autre ordre allaient solliciter les qualités innées d'Aristide Briand, mais aussi à révéler un nouvel homme intransigeant lorsqu'il s'agissait de la défense de la patrie et de la République. Si Clémenceau le détestait l'Histoire a déjà dit que sans lui la bataille de la Marne n'eut pas été engagée ; que Verdun eut été abandonné ; que la victoire des alliés dans les Balkans (Salonique) n'eut pas même été envisagée. Enfin qu'il avait pendant trois ans patiemment préparé l'unité de commandement. Chaque fois il eut "une main sans faiblesse". Ce sont en réalité les nationalistes français les plus nocifs qui n'ont cessé de l'injurier et de dénoncer des faiblesses ou des "abandons" qu'il n'est aujourd'hui plus personne pour les retenir. Mais le peuple n'est pas tellement oublieux ni ingrat. Le 11 novembre 1918, après le triomphe obtenu par Clémenceau au Palais Bourbon, la foule envahit la cour acclamant sans fin celui à qui allait également sa

reconnaissance. Le même soir Anna de Noailles n'écrivait-elle pas au "cher victorieux qui vous taisez". "Sentimentale mais juste elle pensait à lui à pleine voix comme d'autres le font en sourdine". Alors devant ces vérités historiques trop facilement oubliées, que peut bien peser la misérable falsification du dossier de "l'Affaire Lanken" qui cherchait grâce à "la sensibilité revancharde" d'un Ribot, hypocritement soutenu par Clémenceau, à essayer en pleine guerre de transformer Briand en traître à la patrie !

Vint enfin la paix. Briand ne cachait pas son hostilité au Traité de Versailles, pur produit des rancunes de Clémenceau à l'égard des responsabilités évidentes de l'Allemagne. Mais les pertes en vies humaines et la situation économique mondiale rendaient le Traité inapplicable. Il devait nécessairement apparaître comme un *diktat* imposé par la haine et l'esprit de revanche. Le souvenir, bien qu'estompé, demeure de ce Briand d'après guerre acharné à vouloir enfin réconcilier l'Allemagne et la France. Toutefois (en raison de la sensibilité française) refusant de tolérer qu'il soit porté unilatéralement atteinte au Traité de Versailles, sa générosité se trouvait perpétuellement en porte à faux et condamné par la droite française et les revanchards allemands... Il fallut attendre vingt ans pour comprendre que les objectifs de Briand et sa méthode pour les atteindre étaient les bons,

## ● Un château en Allemagne d'Henry Rouso

J'invite le lecteur à accomplir ce voyage dans les ténèbres crépusculeuses d'un monde en pleine décomposition.

Nous sommes en 1944. Les armées du III<sup>e</sup> Reich reculent sur tous les fronts. La France libre est au pouvoir, la France vaincue exorcise les mânes de Vichy.

Presque toute la France s'efforce d'arracher de sa mémoire collective les tristes souvenirs de quatre années d'une survie toujours difficile.

Le vieux Maréchal est loin, le rusé Pierre Laval s'est emmêlé dans ses ruses, la sinistre Milice endosse l'uni-forme des S.S.

Quelques dizaines de milliers de fuyards vont pourtant tenter de créer une France blafarde, singeant médiocrement la France libre avec radio, journal, gouvernement en exil.

Le lecteur aura compris, c'est à un voyage au château de Sigmaringen, quelque part en Bavière, que je l'invite.

Sigmaringen, une ville de sept mille habitants, en 1944, est le berceau de la famille princière des Hohenzollern; Sigmaringen dont un membre en voulant se marier avec une princesse espagnole en 1870 provoqua le conflit entre la France de Napoléon III et l'Allemagne de Bis-

les seuls concevables.

L'Histoire retiendra sûrement les noms de *Locarno*, du *Pacte Briand - Kellog*, du rôle prestigieux du *Pélerin de la paix* à la SDN. Une Allemagne dont le territoire n'avait connu, ni l'occupation, ni les destructions, se débattant néanmoins au milieu des pires difficultés économiques, ses appels: "Briand aide nous !" devaient rester vains et ignorés d'un Laval, prêt à tout, jusqu'à souhaiter quelques années plus tard la victoire de l'Allemagne. L'heure des "Etats Unis d'Europe" proposés par Briand n'avait pas encore sonné ! Malgré bien des obstacles à surmonter l'unité de notre vieux continent sera demain une réalité.

On doit savoir gré à Vercors d'avoir rendu justice à la vérité en rendant hommage à Aristide Briand.

Jean TEITGEN

*Ed. Plon - Cent ans d'histoire de France.*

*En préparation:*

*Tome II: l'Après Briand ou l'étrange déclin (1932-1942)*

*Tome III: Le renouveau ou Briand l'oublié (1942-1962)*

marck.

La ville devient en Septembre 1944 l'ultime refuge de ceux qui mènent depuis dix ans une guerre civile impitoyable contre l'autre France républicaine et démocratique.

Henry Rouso, qui se laisse quelquefois emporter par des jugements excessifs, nous fait revivre les espoirs et les angoisses d'un Londres au petit pied traqué par l'article 75.

Ah ! l'article 75 si bien exprimé par Céline, "nous les 1142 condamnés à mort, les vrais, les appellations contrôlées qu'ont l'article 75 au trouf !" fait peur et inquiète tous ces fuyards. "Sera capable de trahison et puni de mort :

1<sup>e</sup> Tout Français qui portera les armes contre la France

2<sup>e</sup> Tout Français qui entretiendra des intelligences avec une puissance ennemie".

Les fanfarons, les "duce" de pacotille de l'État français ou de la Collaboration tremblent de peur devant le châtiement qui les attend, se nourrissent d'illusions chaque jour plus vaines ou préparent frénétiquement leur procès.

Le Roi, pardon le Maréchal, s'enfoncé dans son silence, dort, mange, marche, médite et surtout fait grève.

Il est venu contre sa volonté à Sigmaringen et veut retourner s'expliquer devant la justice de son pays. Il est bien le seul à ne plus se préoccuper d'un refuge en Suisse et à garder sa dignité.

Le Maire du Palais en disgrâce, Pierre Laval, fait pâle figure et suscite de la pitié.

Laval est usé, désabusé, terrassé. Henry Rousso nous le montre, un jour plein d'espoir, victime d'une sinistre farce de ses geôliers, attendant vainement à la radio la grande offensive allemande qui lui sauvera la vie et le lendemain abattu à la fausse nouvelle de l'arrestation de sa fille.

Louis Ferdinand Céline rapporte cet entretien tragique qu'il a eu avec Pierre Laval. Le Maire du Palais, parti comme un voleur avec 20 millions de francs, des dollars et des caisses de cigarettes, lui offre le poste de gouverneur de St Pierre et Miquelon le jour où... il reviendra au pouvoir.

Les princes Bichelonne, Gabolde, Bonnard, Mathé, Guérard, Manon se taisent. Ils se sont arrêtés comme une horloge.

Jean Bichelonne, ce technocrate, cet énarque avant la lettre, major de Polytechnique, second à la rue d'Ulm, grand commis de l'Etat, fourvoyé et dévoyé, erre dans les couloirs. Au mois d'Août 1944, naïf et courageux, il prépare, lui le secrétaire d'Etat à la Production industrielle qui a livré à l'ennemi l'économie de son pays, un cycle de conférences sur... "l'organisation professionnelle", "la place du syndicalisme dans l'économie", "le régime fiscal des entreprises".

Maurice Gabolde, dernier Garde des Sceaux, celui de la loi martiale de juin 1944, vante les mérites de la procédure de Riom comparés à ceux des procès de la Libération.

Et puis il y a les jusqu'au boutistes, les tristes marionnettes qui constituent la "France officielle" en exil, celle de la Commission Gouvernementale Française pour la Défense des Intérêts Nationaux. Cette France a sa radio, son journal, son armée d'opérette, ses finances, ses petites intrigues.

Fernand de Brinon en est le Président, lui qui fut ambassadeur de France... en poste à Paris. Il adresse au peuple français de fortes et vigoureuses proclamations. Marcel Déat, un socialiste fourvoyé lui aussi dans la Collaboration, est le Secrétaire d'Etat au Travail (ou au STO). Il finira en Italie, passant le reste de ses jours dans un couvent, touché par la Foi.

Joseph Darnand, "Monsieur Jo", est le secrétaire d'Etat au maintien de l'ordre (dans les stalags!).

Eugène Bridoux est secrétaire d'Etat à la Guerre et contrôle théoriquement les derniers soudards engagés dans la S.S.

Jean Luchaire, seigneur de la Collaboration, chapeironne "l'Information", Radio Sigmaringen et le journal "La France".

Jacques Doriot, enfin, "l'enfant chéri de la III<sup>e</sup> Internationale "converti au fascisme pur et dur, est à Constance. Il espère être le futur chef d'Etat d'une France nationale, sociale et populaire et crée un Comité de la libération française.

La Cour, elle, est triste. Il lui faut subsister à Sigmaringen. Quitter Sigmaringen, c'est le front russe, les usines ou les camps d'accueil avec le froid, la faim, la misère.

La Cour intrigue pour obtenir des tickets de ravitaillement, une place à la pâtisserie Schöm, des chemises, des chaussettes, des chaussures, des chandails.

La Cour organise des débats "la place de la France dans l'Europe", des spectacles ou des rencontres sportives avec les derniers collaborateurs de l'art ou du muscle nouveau.

Les derniers demi-soldes en quête d'aventures vont se battre au nom du Führer en Prusse Orientale dans la division Charlemagne.

Les irréductibles se donneront rendez-vous dans les décombres de Berlin pour l'ultime et désespéré combat.

Les derniers fuyards, à l'approche des armées alliées, vont s'égayer en Bavière et dans le Tyrol autrichien à la recherche d'un impossible passage.

Le rideau tombe alors définitivement sur ces fantômes et leur soubresaut.

L'Histoire a jugé ces hommes. L'ouvrage d'Henry Rousso a le grand mérite de les restituer dans leur dimension humaine avec leurs remords, leur angoisse ou leur folle certitude.

Albert KALAYDJIAN

Ed. Ramsay

---

#### Erratum

*Dans la note de lecture "Lamennais aujourd'hui" de Jean-Yves Chevalier du précédent n° de France-Forum -page 64, il fallait lire que Chateaubriand est resté l'ami de Lamennais jusqu'à la fin de sa vie, c'est-à-dire en 1948, Lamennais étant mort 6 ans plus tard en 1854.*







# La République des symboles

par Etienne BORNE

**L**e pouvoir actuel se pense lui-même selon l'ordre vrai des valeurs lorsqu'il entend être jugé non selon l'abstraction et l'ondoyante relativité des chiffres et des indices, mais d'après le sillage qu'il trace et laissera dans le concret de l'histoire. Son action et plus encore son discours tendent à démontrer que l'économie ne prend figure et sens que par la politique qui l'anime et que la politique n'est authentique que haussée au-dessus d'elle-même par un vaste projet culturel. Si bien que, immédiat corollaire de cette hiérarchie, le premier des ministres n'est pas le Premier ministre, mais le ministre de la culture.

Lequel est l'ordonnateur des pompes publiques, qui depuis la solennité de la prise du pouvoir au Panthéon, sont les grands signes culturels du nouveau règne. A la fin du printemps et en début d'été, cette République des symboles qui n'en finit pas de se symboliser elle-même, nous éblouit d'enchantements culturels, plus raffinés et plus insolites les uns que les autres. Le monarque déchu, roi de la main gauche ne pouvait recevoir ses hôtes, si illustres fussent-ils, que dans la médiocrité bourgeoise et étriquée de ce Rambouillet qui ne fut jadis que le château des bâtardises.

Mais lorsque la République est devenue, d'une même et révolutionnaire effraction, populaire et royale, l'Elu, rayonnant de toutes les légitimités, et en qui l'État se personnalise, a pu sans indécence briller des rares et uniques prestiges de Versailles pour, en présence des plus puissants de ce monde, présenter et représenter la France. Le 14 juillet 82, doit ensuite donner la main par delà bientôt deux siècles à la fête de la Fédération du 14 juillet 1790, dont la mémoire ainsi exaltée réveillera l'héroïsme républicain souvent endormi au cœur des citoyens. Et puisque les soleils qui éclairent l'histoire, versaillais ou élyséens, et le soleil qui illumine la voûte céleste se correspondent poétiquement et se symbolisent culturellement, se sera déroulé le 21 juin, entre deux célébrations historiques, la fête solaire du solstice: l'astre du jour, dans toute sa gloire, et pour un peu de temps immobile en son sommet, sera salué par le concert de toutes les musiques de la terre. En appelant un peuple chantant à régaler d'harmonie le dieu-soleil le ministre de la culture donne une fois de plus l'exemple d'une somptueuse et savoureuse créativité culturelle.

Voici donc l'imagination au pouvoir dans la République des symboles. Encore faudrait-il que toutes ces grand'messes laïques aient valeur sacramentaire et que le symbole opère bien ce qu'il signifie. Tant de divertissements font une trop facile diversion aux amertumes de l'aujourd'hui et aux lourdeurs du quotidien. Evoquer les fastes du passé, royal ou révolutionnaire ou mettre le solstice en musique, cette fuite bien étudiée dans l'irréel est loin d'enchanter le réel; les ors et dorures imaginaires n'ont pas le poids qu'il faudrait pour réduire les déficits budgétaires ou les amputations de la monnaie; ce déploiement d'un imaginaire a quelque chose d'un opium qui fait grandement rêver à un autre monde sans changer le monde, selon un mot célèbre valable pour les fausses religions.

L'imagination est capable de faire flamboyer et de la même séductrice manière le faux comme le vrai; et il peut se trouver que le symbole se retourne contre la politique dont il devait être l'illustration et la justification culturelles. En allumant à profusion à Versailles les lumières sur la terre et les feux dans le ciel, on veut donner en spectacle une haute image, bien illuminée, de la France; comment alors, mémoire pour mémoire, ne pas se souvenir qu'alors que la force et la domination passaient successivement à l'Est aux Macédoniens, à l'Ouest aux Romains, la Grèce n'en continuait que de plus belle à s'affirmer culturellement, en multipliant festivités et commémorations: alibi esthétique à une croissante impuissance politique. Et il arrive, plus cruelle auto-mystification, qu'à la fuite dans les apparences vienne s'ajouter une perverse ironie du symbole lui-même, mal perçue par les célébrants, mais qui risque de donner de mauvaises pensées à ce qui reste d'impies encore insensibles aux liturgies de la nouvelle culture.

Les historiens savent que la fête de la Fédération le 14 juillet 1790 fut essentiellement anti-fédéraliste; les délégations arrivées de tous les horizons français jusque là si disparates venaient sacrifier sur l'autel de la patrie les libertés et les autonomies des vieilles provinces, désormais découpées rationnellement en départements tout neufs, pour que, alimentée par le bois mort des privilèges ancestraux, monte plus haut la flamme de l'unité nationale. Première manifestation de jacobinisme centraliste, longtemps dénoncé par la droite traditionaliste au nom d'un régionalisme aujourd'hui récupéré par la gauche. C'est donc à une exécution plus qu'à une célébration de la fête de la Fédération que devrait nous convier le ministre de la culture. En réparation de ce contresens historique, le ministre de l'intérieur et de la décentralisation devrait bien le 14 juillet, Martigues n'étant pas si loin de Marseille, porter une gerbe de roses, blanches de préférence, sur la tombe de Charles Maurras, grand précurseur de la pensée décentralisatrice.

Après la réhabilitation du maître de "l'Action Française", voici par une célébration solaire "in hymnis et canticis" un signe objectif d'intelligence aux penseurs de la Nouvelle Droite, dont on nous disait qu'ils étaient les inspireurs du giscardisme et que réfutait consciencieusement le "Projet socialiste". Ces docteurs en paganisme se plaignaient qu'un interdit chrétien ait refoulé un culte qui tiendrait à nos racines celtiques et indo-européennes. La fête du solstice peut donc être l'occasion d'un défoisement dont on doute que, s'il était vraiment compris, il inclinerait les cœurs vers ces valeurs démocratiques et égalitaires, dénoncées par la Nouvelle Droite comme orientales, sémitiques, bref évangeliques.

La symbolique inaugurée à l'An I de la République mitterrandienne admet donc bien des dissonances que toutes les musiques du monde ne parviendraient pas à effacer. Certes les vrais enjeux dans l'histoire des hommes sont plus politiques qu'économiques et plus culturels que politiques. D'où l'importance des symboles qui manifestent et vivifient la mémoire et les espérances d'un peuple. Encore faut-il que cette symbolique ne soit pas gâtée par l'arbitraire partisan. Car le pire peut sortir de la falsification du meilleur.